land

Ehe der Stau kommt

Der nationale Mobilitätsplan ist mehr als nur ein Plan. Er ist ein Referenzwerk. Seine Ideen zum Radverkehr sind auch „politisch"

Proufdag

Wegen der Tripartite sind LCGB und OGBL so gespalten wie selten zuvor. Dem Premierminister gelang es, am Tag der Arbeit noch weiter Öl ins Feuer zu gießen

Des enfants malgré tout

Un bon millier de jeunes Ukrainiens sont scolarisés au Luxembourg. Maria, Illya, Sofia et leurs camarades se construisent une nouvelle vie loin des bombes

L'adieu du patriarche

Le cabinet Elvinger Hoss Prussen, l'avocature d'affaires locale et le centre financier luxembourgeois perdent un père fondateur avec la disparition d'André Elvinger

Risques systémiques

Entretien avec Françoise Thoma et Romain Wehles, directrice générale et directeur de la BCEE, sur les prêts, promoteurs et investisseurs immobiliers

SUPPLÉMENT Jeunesse Éducation Formation

Zurück in die Zukunft

Mit Beiträgen über die School-Life-Balance und die Ausbildung im Handwerk

Photo : Sven Becker

land Unabhängige Wochenzeitung für Politik, Wirtschaft und Kultur **#18** 69. Jahrgang 06.05.2022

5 453000 174663 22018 5,00 €

« Des risques calculables et gérables »

Interview : Bernard Thomas

Les prêts, les promoteurs et le risque systémique – Interview avec Françoise Thoma et Romain Wehles, directrice générale respectivement directeur de la Spuerkeess, sur l'immobilier luxembourgeois

Sven Becker

Mercure, dieu du commerce, à l'entrée du siège de la BCEE

Ancien guichet de la Spuerkeess au Musée de la Banque

Fortuna, déesesse de la chance

d'Land : *La direction de la Spuerkeess offre une des meilleures vues panoramiques sur le marché immobilier au Luxembourg. Vous cumulez quarante pour cent des crédits hypothécaires, et vous financez tant les investisseurs que les promoteurs locaux. Quelle est votre analyse de ce marché ?*

Françoise Thoma (FT) : En tant que banque, nous voyons ce que nous pouvons voir, c'est-à-dire les clients qui sont en situation de déposer une demande de crédit. Au-delà, il y a les personnes qui ne trouvent plus le chemin vers la banque, et ces clients sont de plus en plus nombreux. Nous ne savons pas s'ils trouvent d'autres voies pour se financer, s'ils passent par l'étranger par exemple. La question du logement dépasse désormais celle de l'accès à la propriété. C'est devenu un problème social, sociologique et économique, qui affecte l'attractivité du Luxembourg ; pas seulement en tant que place financière mais également en tant qu'endroit où on peut vivre et travailler. Cela étant, il n'y a pas de bulle immobilière dans le sens où nous aurions des logements vacants.

Depuis plus d'un siècle, l'État promeut l'accès à la propriété. Cette promesse politique bute aujourd'hui sur des limites, entre autres macroprudentielles. Comment gérez-vous cette tension ?

FT : Aucune banque ne peut garantir à ses clients l'accès à la propriété, même pas la Spuerkeess. Lorsque nous devons expliquer à des clients que leur projet immobilier devra être plus petit, voire ne pourra pas se faire du tout, ceux-ci ne sont évidemment pas enchantés. Mais c'est également notre responsabilité de les protéger du surendettement. On ne va pas s'engager sur une voie qui va aboutir à un stress énorme pour le client, voire à une vente forcée. (Ce qui n'arrive quasiment jamais.) Les clients ont une certaine attente, mais ils comprennent aussi quand nous leur expliquons, chiffres à l'appui, qu'ils doivent s'assurer un minimum de revenus résiduels. Nous ne voulons pas qu'à cause d'un prêt, ils ne puissent plus aller au restaurant en famille ou au cinéma.

En 2019, vous estimiez dans Flydoscope *que l'immobilier était devenu un « safe haven » pour de nombreux investisseurs. Le logement serait donc un produit financier comme un autre ?*

FT : Dans un contexte de taux zéro, voire négatifs, il est évident que l'immobilier avec ses augmentations de prix est un objet d'investissement très intéressant. Cela contribue en partie à la hausse des prix. On a une culture où les gens ont peu d'affinité à entrer sur les marchés financiers. Ils préfèrent acheter un appartement ou un studio pour ensuite le louer. C'est une attitude fréquente parmi les investisseurs et épargnants luxembourgeois.

« Si un promoteur veut acheter du foncier hors-périmètre, alors qu'il l'achète par ses propres moyens. Un tel projet, nous n'allons certainement pas le financer. Pas plus que l'achat d'un terrain 'avec vue sur périmètre' »

Romain Wehles

Mais justement : Ne faudrait-il pas freiner cette demande ? Le gouvernement commence ainsi à décélérer certains avantages et amortissements fiscaux réservés aux investisseurs immobiliers.

Romain Wehles (RW) : Ces mesures fiscales ont eu un impact. Nous constatons actuellement une légère tendance à la baisse de l'investissement immobilier. Mais il y a également d'autres facteurs qui l'expliquent : Les nouvelles exigences en fonds propres *[vingt pour cent de la valeur d'achat, ndlr]* ont découragé certains, tout comme la hausse des prix qui a provoqué un tassement du rendement locatif. Et un nouvel élément s'y ajoute désormais : La hausse des taux.

FT : Du moins pour ceux qui doivent emprunter pour acheter. Les autres, nous ne les voyons pas. Beaucoup de clients peuvent payer un immeuble d'investissement avec leur épargne, et cela reste un investissement qui n'est pas inintéressant.

La question que beaucoup se posent : qui pourra encore payer les prix de l'immobilier ? Le plafond ne sera-t-il pas bientôt atteint ?

FT : Il se trouvera probablement toujours des investisseurs prêts à payer ces prix, y compris des investisseurs étrangers. Mais cela ne résoudra pas le problème de l'accès à la propriété pour ceux qui vivent et qui travaillent au Luxembourg. Si on en arrivait à un taux de vacance important, comme l'a connu par exemple l'Espagne en 2008, alors on aurait réellement une bulle.

On pourrait aussi dire : les Luxembourgeois n'auront qu'à devenir locataires...

FT : Oui, mais vu que ces investisseurs auront payé très cher, ils auront tendance à demander un loyer qui correspondra au prix d'acquisition. Cela ne résoudra donc pas la situation.

RW : L'investisseur ne peut en effet toucher que le rendement que le locataire est prêt à payer. Mais la déconnexion entre les prix de l'immobilier et l'évolution des salaires est réelle.

Rencontrez-vous beaucoup d'investisseurs qui achètent des appartements pour ensuite les laisser vacants ; c'est-à-dire qui tablent uniquement sur la plus-value de la revente ?

RW : Je peux m'imaginer que ces cas de pure spéculation existent. Mais nous n'en voyons que très rarement à la Spuerkeess. Nous ne pouvons soutenir de telles approches : Cela ne correspond pas à notre métier. Les dossiers locatifs que nous traitons ont chacun un background économique, c'est-à-dire que l'investisseur cherche un rendement locatif.

Cette fétichisation de l'immobilier ne pose-t-elle pas également un problème d'ordre sociétal, puisqu'il faudrait mobiliser une partie de cette épargne pour financer la transition énergétique ?

FT : Nous tentons d'expliquer aux clients qu'il y a d'autres formes d'investissements que le compte épargne et l'appartement. La Spuerkeess travaille à développer des produits nouveaux mais sûrs, pour orienter différemment l'épargne. Les banques auront un rôle important à jouer dans la transition, mais pour l'investisseur et l'épargnant luxembourgeois, c'est un domaine à promouvoir.

La finance verte est surtout confrontée à un problème de crédibilité. La BCEE applique-t-elle la taxonomie européenne ? Ou faites-vous le choix d'exclure le nucléaire et le charbon de vos actifs durables ?

FT : Nous respectons strictement la taxonomie européenne. Si on s'en écartait, cela deviendrait très vite arbitraire. Nous nous considérons comme des « transition enablers ». Il faut être conscient des incertitudes scientifiques, voilà pourquoi nous préférons rester modeste plutôt que de nous revendiquer « dark green » sans pouvoir le garantir.

Il y a six ans, Franz Fayot (LSAP) estimait que le prêt immobilier était devenu « presqu'un produit de luxe réservé aux gens avec des revenus élevés, des emplois sûrs et beaucoup de capital ». Quelle est la sociologie des personnes qui contractent un prêt ? Certaines catégories socio-professionnelles sont-elles désormais exclues ?

FT : Nous voyons toujours une large dispersion sociologique parmi les demandes de prêts. Ce n'est pas comme si telle ou telle catégorie socio-professionnelle en avait disparu. Du moins pour les ménages où les deux travaillent, on ne peut donc pas dire que

des parties de la population seraient systématiquement exclues de l'accès à la propriété.

En l'espace de moins d'une décennie, le Luxembourg est passé de 85 pour cent de prêts à taux variable à moins de 35 pour cent. Bien qu'il ait été réduit, ce stock est-il aujourd'hui une source de préoccupation ? Car lorsque les taux vont monter, les mensualités suivront…

RW : Avant d'attribuer un crédit hypothécaire, nous procédons à un *assessment* : *Den Taux gëtt gestresst.* Nous simulons systématiquement un supplément pour déterminer si le client arrivera toujours à rembourser. Un coussin de sécurité est donc prévu. Le fixe représente désormais quelque 65 pour cent, ce qui fournit une protection naturelle. Je pense donc que nous sommes a priori du bon côté. Mais, évidemment, si les taux montent, et si les prêts sont en variable, cela aura un réel impact sur le revenu disponible de nos clients.

Combinée à l'inflation et à l'explosion des prix de l'énergie, une telle hausse des mensualités pourrait asphyxier les budgets de certains ménages…

RW : C'est vrai que nous vivons une situation extraordinaire, dont personne ne sait combien de temps encore elle va durer. Dans l'immédiat, je vois un autre danger : Le taux fixe a fortement augmenté ces derniers mois, à environ trois pour cent, et je crains que certains clients optent dès lors pour le variable, qui reste assez bas pour le moment, sans être vraiment conscients des risques que ce choix comporte. Nous conseillons donc de manière proactive à nos clients d'opter pour la sécurité qu'offre le fixe.

En 2012, la CSSF avait serré la vis, estimant que les banques s'exposaient trop aux risques des promoteurs. Le nombre de banques impliquées dans les grands deals immobiliers s'est-il depuis réduit aux établissements de crédit les plus capitalisés ?

RW : Toutes les grandes banques restent actives sur ce marché ; aucune n'en a été exclue. Au contraire, les cercle s'est plutôt élargi, puisque les promoteurs belges et français travaillent souvent avec les banques de leur pays d'origine. Mais les règles du jeu, elles, ont bien été redéfinies : On ne peut ainsi plus garder un projet dans les bilans pendant vingt ans. Cela a conduit à plus de rigueur. À la Spuerkeess, nous analysons la qualité d'un projet, c'est-à-dire le temps avant qu'il puisse être commercialisé. Beaucoup dépend donc du stade des procédures administratives, entre un PAG, un PAP et une autorisation de bâti. Mais nous ne prenons pas une approche spéculative.

Un promoteur qui demande un crédit pour l'achat d'un pré de vaches hors-périmètre devra donc s'attendre à un refus ?

RW : S'il veut acheter un terrain hors-périmètre, alors qu'il l'achète par ses propres moyens. Un tel projet, nous n'allons certainement pas le financer. Pas plus que l'achat d'un terrain « avec vue sur périmètre ».

Si je vous comprends bien, un promoteur ne pourra donc suivre une stratégie de rétention pour des terrains hypothéqués ?

RW : Ça va être difficile. Le banquier sera derrière lui, et demandera des comptes.

Comme garanties, le promoteur donne des terrains ?

RW : En effet. En fonction de la solidité de la structure, le promoteur est également tenu à s'engager personnellement en tant que personne physique. Les fonds propres dépendent, eux, d'une analyse projet par projet. Plus le terrain est acheté cher, plus cette part va être élevée. Si le promoteur achète du foncier à un prix « normal », il devra avancer environ 27 pour cent de fonds propres, si on y inclut les frais d'actes. Il faut donc que le promoteur présente une certaine substance.

Les petits promoteurs se retrouvent donc marginalisés ?

RW : Lorsque nous analysons un dossier, nous prêtons beaucoup d'attention aux compétences à la fois techniques et organisationnelles. Beaucoup de personnes ont tenté de rentrer sur le marché immobilier par le passé. Mais pour nous, la condition de base, c'est la solidité et la connaissance du métier. Cette exigence devrait d'office réguler le marché.

Qu'en est-il de l'exposition de la Spuerkeess vis-à-vis de l'un ou de l'autre grand promoteur ? Vous ne craignez pas, pour employer un vilain mot, une « single exposure » ?

FT : La Spuerkeess s'est fixée des limites internes quant à l'exposition que nous pouvons avoir vis-à-vis d'un seul client. Si un grand promoteur rencontrait des difficultés, ce ne serait évidemment pas bien pour nous, mais cela ne mettrait pas la banque à risque. Dès qu'un problème apparaît, nous tentons aussitôt de le résoudre ensemble.

RW : Ensuite, nous avons toujours les terrains comme garanties. En cas de crise, ce sera une question de la qualité de ce portefeuille foncier. Nous pouvons donc calculer les risques, qui sont absolument gérables et vivables.

Grâce aux fonds d'investissement spécialisés (FIS), certains promoteurs ont pu mettre leurs plus-values à l'abri des impôts directs. Parmi les banques dépositaires de ces FIS, on trouve également la BCEE. La Spuerkeess n'aurait-elle pas mieux fait, en tant que banque d'État, de s'abstenir de tels montages ?

FT : Au moment où ce type de fonds existait, il s'agissait d'un type légal de structure, basé sur une loi. Notre attitude a toujours été : Si le législateur, qui est en plus notre propriétaire, met à disposition un cadre légal, nous pouvons opérer dans ce cadre légal.

Quitte à pousser ce cadre jusqu'à ses limites ?

FT : Nous n'avons jamais fait d'efforts spéciaux pour attirer ce type de structures. En l'occurrence, il s'agissait d'une initiative de la part de quelques clients avec lesquels nous travaillions de longue date dans le respect. Puisque c'était quelque chose qui, à ce moment-là, était autorisé, nous ne voyions pas de raison de refuser. La situation a changé aujourd'hui. Les quelques clients qui étaient dans cette situation se sont maintenant organisés différemment.

L'État luxembourgeois est actionnaire des quatre principales banques de guichet. Faut-il y voir une forme de capitalisme d'État ? Ou un petit État aurait-il un intérêt plus grand à garder un contrôle sur les banques ?

FT : C'est plutôt une question pour le ministère des Finances. La Spuerkeess a été fondée en tant que banque qui appartient à l'État. Quant aux autres banques, l'État y est entré dans différentes circonstances. Je pense que, dans une petite société, la cohésion et la cohérence économiques sont extrêmement importantes, tout comme la cohésion et la cohérence sociales. Les petits pays doivent serrer les rangs pour s'affirmer dans le monde.

Vous dites que la BCEE n'est pas une banque d'État. Mais à certains moments on a pu avoir l'impression que vous étiez à la discrétion de l'État, comme lors du rachat du palais de l'Arbed en 2014. La cession des parts de la Luxair par la BIL ne va-t-elle pas de nouveau vous mettre sous pression ?

FT : Très franchement, cela fait longtemps que je suis dans la maison et je n'ai jamais vu une quelconque pression venant de la part de notre propriétaire. Nous sommes un établissement public autonome, et notre propriétaire nous laisse agir en tant que tel. Nous prenons les décisions de manière autonome, dans l'intérêt de la banque. Quant au « palais de l'Arbed, » il est pour nous un bâtiment parmi d'autres qui hébergent notre banque. Évidemment que l'entretien d'un tel immeuble coûte plus cher que la construction d'un nouvel immeuble catégorie A. Mais nous contribuons ainsi à la sauvegarde du patrimoine bâti, et là nous nous voyons dans notre rôle sociétal.

La question peut sembler naïve, mais un bénéfice annuel de 234 millions d'euros est-il moralement justifiable pour un établissement public censé remplir un rôle social ?

FT : Absolument. Nous devons remplir exactement les mêmes critères de rentabilité et de profitabilité qu'une banque de droit privé. La viabilité de notre modèle d'affaires est observée de très près par le « joint supervisory team » de la BCE. Francfort ne fait aucune différence entre nous et les autres banques comparables. Si nous n'étions pas profitables, ils en concluraient qu'une banque comme la nôtre ne devrait pas exister.

Musée de la Banque, Spuerkeess

Sven Becker

« Il se trouvera probablement toujours des investisseurs prêts à payer ces prix, y compris des investisseurs étrangers. Mais si on en arrivait à un taux de vacance important, comme l'a connu par exemple l'Espagne en 2008, alors on aurait réellement une bulle »

Françoise Thoma

Lorsque la BCEE apparaît dans les médias, c'est surtout lors de fermetures d'agences. Votre réseau s'est réduit comme une peau de chagrin. En vingt ans, il est passé d'une centaine d'implantations locales à une petite cinquantaine, et ceci malgré la croissance démographique. Vous avez désormais atteint une sorte de plancher ?

FT : Nous offrons des solutions individualisées aux gens qui n'ont pas d'ordinateur ou qui ne peuvent pas se déplacer. Déjà avant la pandémie, la fréquentation des agences avait baissé de moitié. Depuis, elle s'est encore divisée par deux. Le Covid-19 a provoqué une énorme accélération de la digitalisation. Dans un avenir prévisible, nous garderons le réseau actuel de nos agences, mais nous ferons régulièrement le point. D'ailleurs, nous ouvrons également des agences. C'est plus rare, mais cela arrive.

Une partie de ces agences, surtout celles situées le long des frontières, étaient destinées à l'accueil d'évadés fiscaux. Ce passé offshore est-il aujourd'hui soldé ? En 2016, vous avez ainsi payé une amende de quatorze millions d'euros aux autorités allemandes, pour que la « Steuerfahndung » Wuppertal vous laisse tranquille.

FT : Nous avons payé pour que nos agents, qui n'avaient rien à se reprocher selon la législation luxembourgeoise, puissent continuer à travailler et à vivre en tranquillité. Nos employés traitaient les clients belges, français et allemands comme ils traitaient les clients luxembourgeois. Que parmi eux, certains n'avaient pas déclaré leur argent, nous ne pouvions l'exclure. Mais ce n'était jamais sur base de conseils que nous aurions donnés aux clients. Or, nous ne pouvions être certains que les pays-voisins voient les choses de la même manière. La Spuerkeess ne voulait exposer ses employés à un quelconque risque et a donc décidé de tirer un trait sur tout cela. Même si nous n'avons jamais fait quelque chose qui aurait été interdit par la loi luxembourgeoise...

Mais qui l'était par les lois française, belge et allemande…

FT : C'est un très vaste sujet sur lequel je ne veux pas revenir. Mais dans les banques comme la nôtre, il ne reste rien du passé fiscal tel qu'il existait avant 2013. C'est dommage que dans certains pays, on continue à nous considérer comme paradis fiscal, ce que nous ne sommes strictement plus. Il y avait un moment où les clients des pays voisins avaient l'habitude de venir au Luxembourg pour diverses raisons. Ils ont toujours l'habitude d'y venir, mais pour des raisons très différentes, très compréhensibles.

Le Luxembourg reste pourtant intéressant d'un point de vue fiscal. C'est sans doute ce qui explique que le pays compte toujours quelque 45 000 sociétés holdings. On dit que la Spuerkeess serait en général très réticente à ouvrir des comptes pour de telles structures.

FT : Nous demandons toujours toute la documentation obligatoire pour une structure de sociétés, mais nous demandons également quel en est l'objet économique. Ou pour le dire différemment : Nous n'acceptons pas les coquilles vides. Une structure doit donc préciser quel est son but réel et quel est son lien avec le Luxembourg. Sinon elle ne deviendra pas cliente de la Superkeess. ●

LEITARTIKEL

Strategische Zuneigung

Peter Feist

Würde die CSV das wirklich wollen, dann könnte sie der LSAP-Gesundheitsministerin politisch ganz gehörig an den Karren fahren. Denn es stimmt ja: Über die Neuausrichtung der Gesundheitsversorgung, wie sie der Koalitionsvertrag ankündigt, die Vernetzung der Klinikmedizin mit einem „secteur extrahospitalier“, den es so noch gar nicht gibt, hat Paulette Lenert noch keine politische Vision nach draußen vermittelt. Genauso wenig wie etwa über die Prävention in einem „Plan national Santé (...) qui définira le cadre de l'action publique en matière de santé pour les années à venir“, wie der Koalitionsvertrag auf Seite 93 festhält.

So leicht hätte die CSV es, dass der seit dem Corona-Ausbruch neue gesundheitspolitische Sprecher ihrer Fraktion, Claude Wiseler, das übernehmen könnte, obwohl er bis dahin mit Gesundheitspolitik nichts zu tun hatte. Zu jedem Covid-Gesetz jedoch erwies Wiseler sich als so belesen, dass ihm zuzutrauen wäre, sich auch in die komplexe Materie von Gesundheit und Krankenversicherung einarbeiten und anschließend politische Attacken reiten zu können. Doch das tat er nicht, als die Abgeordnetenkammer am 11. März zum Thema „virage ambulatoire“ eine stundenlange Debatte führte, die auch Ärztehäuser und Ärztegesellschaften berührte. Er kritisierte Paulette Lenert zwar, war aber kaum angriffslustiger als die Sprecherin der DP-Fraktion. Er hätte auch anders gekonnt.

Wer dahinter strategisches Kalkül vermutet, dürfte richtig liegen. Anfang nächsten Jahres beginnt der informelle Wahlkampf. Der CSV ist die Rückkehr an die Macht schon jetzt wichtiger als politische Punktgewinne aus der Opposition heraus im Einzelthema Gesundheit. Denn die Rückkehr an die Macht könnte in einer Koalition mit einer LSAP gelingen, die mit Paulette Lenert als Spitzenkandidatin in die Wahlen ginge; Paulette Lenert, die nicht gerade dem OGBL nahesteht und sich früher auch vorstellen konnte, der CSV anzugehören. Die LSAP wiederum sähe die in Umfragen populärste Politikerin des Landes nur zu gerne als Premierministerin, und wieso nicht in einer LSAP-CSV-Regierung. Notfalls wird die Koalition auch CSV-LSAP heißen dürfen. Die strategische Zuneigung beruht auf Gegenseitigkeit.

Das zeigt sich auch beim Umgang der Ministerin mit dem Magnetresonanztomografen, der unlängst im Centre médical Potaschberg in Betrieb genommen wurde, obwohl sie das 14 Tage vorher schriftlich untersagt hatte. Statt die Radiologie in der Arztpraxis umgehend schließen zu lassen, versprach sie, nach einer „pragmatischen Lösung“ zu suchen. Denn was würden andernfalls die Leute im Osten denken, denen die Abgeordneten Léon Gloden von der CSV, Carole Hartmann von der DP, aber auch Tess Burton von der LSAP schon seit längerem erzählen, wie „stiefmütterlich“ ihre Gesundheitsversorgung sei?

Es ist deshalb auch wenig wahrscheinlich, dass über die IRM vor dem Verwaltungsgericht gestritten werden könnte. Zwar schickte die Arztpraxis am Montag eine Mitteilung an die Presse, in der sie „a kuerze Wierder e puer juristesch Prézisiounen“ anbringen wollte, um zu zeigen, dass die IRM „nullement an der Illegalitéit“ sei. Auf zweieinhalb A4-Seiten wurde eine juristische Argumentation auf Luxemburgisch entwickelt, die die deutschen Ärzte vom Groupement d'intérêt économique Centre médical Potaschberg kaum überblicken dürften.

Das sei ein Kommunikee, das sie eher an ein Plädoyer vor Gericht erinnere, bemerkte Paulette Lenert am Tag danach beinah belustigt. Als frühere Vizepräsidentin des Verwaltungsgerichts kann sie das einschätzen. Aber vielleicht hat der Grevenmacher Bürgermeister Léon Gloden, der große Unterstützer der Arztpraxis mit IRM und einer der Rechtsanwälte auf der CSV-Oppositionsbank, sich ja das Vergnügen gemacht, die Interpretation selber zu schreiben. Und die Ministerin und Ex-Richterin las sie gerne. Wissend, dass irgendwann schon pragmatisch Klarheit geschaffen wird um die Radiologie. Und wissend, dass die größte Oppositionspartei es darauf abgesehen haben mag, ihr eine politische Niederlage zu bereiten, aber ihr nicht ernsthaft schaden will.

ARMEE

Nach dem Manöver

Während Verteidigungminister François Bausch (Grüne) diese Woche auf einem Arbeitsbesuch im Baltikum weilte, startete daheim in der Kaserne auf dem Herrenberg am Mittwochmorgen die Armeegewerkschaft Spal eine Flugblattaktion. Darin erinnerte sie an eine im Juli 2019 mit dem Minister getroffene Abmachung zu den Arbeitszeiten: Berufsmilitärs sollten für Einsätze bei Übungen oder Manöver pro Einsatztag mehr Freizeit oder Urlaub gutgeschrieben bekommen. Für die freiwilligen Soldaten würde dasselbe gelten. Sie hatten bis dahin gar keinen solchen Ausgleich erhalten (Foto: Patrick Galbats).

Eigentlich werde das seither so angewandt, erklärt Spal-Präsident Christian Schleck dem *Land*. „Doch kürzlich wurde uns das *avant-projet* für einen Gesetzentwurf unterbreitet, der ein Rückschritt wäre.“ Für Berufsmilitärs würde er zurück auf den Stand von vor der Abmachung führen. Soldaten bekämen zwar mehr Ausgleich als gar keinen, aber weniger als den – dann reduzierten – der Berufsmilitärs. „Wir verlangen, dass die Vereinbarung eingehalten wird“, sagt Schleck. Und keinesfalls akzeptiere das Spal eine „Zweiklassen-Armee“. In „keiner anderen Armee“ würden bei Arbeitszeitregelungen Unterschiede zwischen Freiwilligen und Berufsmilitärs gemacht.“

Hintergrund der Auseinandersetzung ist der Personalmangel bei der Armee. Generalstabschef Steve Thull hatte sich vor vier Wochen in einem Pressegespräch auf dem Herrenberg über die Forderungen „einer Armeegewerkschaft“ nach Freizeitausgleich beklagt: Gebe er dem nach, „machen wir den Betrieb hier dicht“ (*d'Land*, 1.4.2022). Die Entscheidung, nicht zur Abmachung von 2019 stehen zu wollen, ist aber eine des Ministers. François Bausch erklärt auf Anfrage, 2019 sei auch eine „Post-hoc-Bewertung“ der Abmachung vereinbart worden. Die habe ergeben, „dass eine vollständige Umsetzung der gefassten Beschlüsse auf Dauer negative Auswirkungen auf das Funktionieren der Armee hätte“. Auf den weltpolitischen Kontext verweist der Minister auch: „Noch nie war es so wichtig wie heute, eine einsatzbereite und funktionierende Armee zu haben.“ Bei voller Umsetzung des 2019 Vereinbarten werde es aber „nur schwer möglich, eine optimale Ausbildung zu garantieren“. Derweil erhält das Spal Rückendeckung von der CGFP. „Vereinbarungen sind grundsätzlich einzuhalten. Zumal, wenn ein Minister sie unterzeichnet hat“, sagt CGFP-Generalsekretär Steve Heiliger dem *Land*. Und wie die Staatsbeamtengewerkschaft die Sache sieht, müssten sich in dem neuen Gesetz „die Elemente der Abmachung von 2019 eins zu eins wiederfinden“. **pf**

BILDUNG

N wie Tal-N-te

Jahrzehntelang suchte Luxemburg die „Talente“ für seinen überdimensionierten Finanzplatz vorwiegend im Ausland, schaffte für sie eigene Steuervorteile und Bonusprämien, damit sie sich in dem provinziellen Kleinstaat niederlassen. Beim Luxemburger Bildungsbürgertum waren solche Jobs lange Zeit verschrien, weil sie mit Geldwäsche, Steuerdumping und anderen illegalen Praktiken assoziiert wurden. Das will DP-Bildungsminister Claude Meisch nun ändern. Diese Woche hat er neue Angebote für den Sekundarschulunterricht vorgestellt, darunter die Sektion N: *Entrepreneuriat, finance et marketing*. In der École de Commerce et de Gestion sollen heimische „Talente“ künftig schon vor dem Unistudium gezielter auf das Berufsleben bei den Big Four und den Investmentfonds, im Asset Management und Private Banking vorbereitet werden. Im Vergleich zur traditionellen D-Sektion sollen auf der N-Sektion Unternehmergeist und Informatik-Kenntnisse noch mehr gefördert werden. **ll**

Blog

SOZIALES

Teure Kinder

600 bis 700 Euro kostet ein jugendliches Kind seine Eltern im Monat. Diese Berechnung hat das Statec in dieser Woche veröffentlicht und hat dafür zwei Praxistypen konstruiert. Demzufolge braucht ein 15-jähriger Junge durchschnittlich 592,80 Euro, ein 17-jähriges Mädchen durchschnittlich 687,80 Euro zum Leben. Das meiste Geld (293,10 Euro) wird laut Statec für Nahrung benötigt, wovon Fleisch, Fisch und Eier den größten Teil ausmachen. Für Freizeitaktivitäten wie Sport, Kultur und Ausgehen brauchen 17-jährige Mädchen (134,70 Euro), etwas weniger als 15-jährige Jungs (139 Euro), für Hygieneartikel geben Mädchen mit 40,70 Euro etwas mehr aus als Jungs mit 32,90 Euro, wobei der Unterschied insbesondere auf Mehrausgaben für Haarpflege und Intimhygiene-Produkte zurückzuführen sei. Für beide Geschlechter nicht zu unterschätzen sind die Ausgaben für den Führerschein, die das Statec mit rund 100 Euro beziffert, während Radfahrer mit vier Euro und Benutzer des kostenlosen öffentlichen Transports weitaus günstiger wegkommen. Für Multimedia-Unterhaltung liegen die Ausgaben bei 19,70 Euro. Gleichzeitig hat das Statec berechnet, wieviel Geld ein Paar mit zwei jugendlichen Kindern zum Leben braucht. Insbesondere wegen der hohen Wohnkosten, die je nach Heizart zwischen 1 643,90 (Heizöl) und 1 738,40 Euro (Gas) liegen, kommen die Statistiker auf ein Referenzbudget von rund 4 600 bis 4 700 Euro pro Monat. **ll**

Inflation steigt weiter

Das Statec hat am Mittwoch neue Prognosen veröffentlicht, denen zufolge die Inflation in diesem Jahr auf 5,8 Prozent (im Februar lautete die Vorhersage noch 4,4 Prozent) und 2023 auf 2,8 Prozent (statt 1,3 Prozent) steigen werde. Dementsprechend würde die zweite Indextranche in diesem Jahr schon im Juni ausgelöst und im Juli ausbezahlt. Der im Solidaritéitspak beschlossene Energiesteuerkredit könnte demnach schon ab Juli dieses Jahres den Verlust der Indextranche „überkompensieren“ und müsste gemäß Tripartite-Abkommen im Frühjahr 2023 um ein Jahr verlängert werden. Darüber soll eine weitere Tripartite Runde im nächsten Jahr entscheiden.

Anders als noch bei der Tripartite vor einem Monat gedacht, würde laut Statec auch im März oder April nächsten Jahres eine Tranche fällig, die aber gemäß Solidaritéitspak auf 2024 verschoben würde. Ob sie dann auch tatsächlich ausbezahlt wird, werde die nächste Regierung entscheiden müssen, erklärte Wirtschaftsminister Franz Fayot am Mittwoch am Rande einer Konferenz (siehe S.9). Laut Tripartite-Abkommen soll 2023 nur die verschobene Tranche von diesem Jahr ausbezahlt werden. Da es wegen der hohen Inflation nicht unwahrscheinlich ist, dass 2023 mehr als eine Indextranche entfallen wird, könnten oder müssten gemäß Vereinbarung nach dem Ende der Krise mehrere Indextranchen zusammen ausbezahlt werden. Doch wie die Lage zurzeit aussieht, wird sich auch damit die nächste Regierung befassen müssen. Den 100 Seiten langen Omnibus-Gesetzentwurf zum Solidaritéitspak hat DP-Finanziministerin Yuriko Backes am 29. April in der Kammer hinterlegt, Gutachten sind noch keine eingegangen. Sollte die Indextranche nun schon im Juli statt im August entfallen, muss das Parlament sich beeilen, damit die Tripartite-Bestimmungen rechtzeitig umgesetzt werden können. Ansonsten könnte es in diesem Jahr vielleicht doch noch eine Gehaltserhöhung für alle Beschäftigten geben. **ll**

MEDIEN

PPP

Maximal 96,7 Millionen Euro wird der Staat den privaten Medienunternehmen CLT-Ufa und RTL Group im Zeitraum von 2024 bis 2030 zur Verfügung stellen, damit sie auf ihrer Online-Plattform, im Radio und im defizitären Fernsehgeschäft auch öffentlich-rechtliche Inhalte verbreiten. Pro Jahr darf der Betrag nicht höher als 15 Millionen Euro liegen. Bei einem so hohen staatlichen Zuschuss braucht es ein Finanzierungsgesetz, das in dieser Woche mehrheitlich von der Abgeordnetenkammer verabschiedet wurde. Déi Lénk enthielt sich; die Abgeordneten Gilles Baum (DP), Yves Cruchten (LSAP) und Claude Wiseler (CSV) blieben der Abstimmung fern, weil sie im Verwaltungsrat von CLT-Ufa sind. Nathalie Oberweis begründete die Enthaltung der Linken damit, dass die Kontrollmechanismen für die Einhaltung journalistischer Qualitätskriterien unzureichend und die Trennung zwischen kommerziellen und öffentlich-rechtlichen Inhalten bei *RTL* nicht klar genug geregelt seien. Oberweis verwies auch auf die seit Jahren schon geführte Diskussion über die Einführung eines rein öffentlich-rechtlichen Fernsehsenders, so wie es ihn beim Radio schon mit 100,7 gibt. Premier- und Medienminister Xavier Bettel (DP) ging in seiner Ansprache darauf nicht ein, er rechtfertigte die staatlich geförderte Monopolstellung von *RTL* mit der historischen und affektiven Verbindung zu Luxemburg und dem kleinen Markt, der keine Konkurrenz zulasse. Den Umstand, dass das Finanzierungsgesetz jetzt schon verabschiedet wurde, obwohl die noch abzuschließende Konvention erst in zwei Jahren in Kraft tritt, rechtfertigte Bettel damit, dass der Sender und sein Personal „Planungssicherheit“ bräuchten. **ll**

GESELLSCHAFT

Gegen Diskrimierung

Im Tätigkeitsbericht 2021 des Centre pour l'égalité du traitement (CET) rangieren sie nun nicht mehr an zweiter, sondern an erster Stelle: Anfragen von Antragsteller/innen, die sich oder Nahestehende aufgrund ihrer ethnischen Herkunft als von Diskriminierung betroffen erachten. 20 Prozent der Anfragen werden in der Rubrik für Diskriminierungsmotive bezüglich Behinderungen erfasst, dicht gefolgt von jenen des Geschlechts. Zehn Fälle (von insgesamt 245) betrafen das Alter und jeweils neun das Glaubensbekenntnis sowie die sexuelle Orientierung. Nicht immer ist nachzuweisen, ob die aus der subjektiven Perspektive als diskriminierend erlebte Erfahrung als solche eingeordnet werden kann. Immerhin 17 Prozent der Fälle werden beim CET unter „kein diskriminierendes Element“ rubriziert. Das CET wurde 2006 gegründet und setzt sich für die Gleichbehandlung aller Personen und gegen Diskriminierung ein. Präsidiert wird das Kollegium von Patrick Hurst, Direktorin ist Nathalie Morgenthaler. Neben seiner Beratertätigkeit sowie dem Verfassen von Studien und Berichten organisiert das CET ebenso Fortbildungen, Konferenzen und Rundtischgespräche. **sm**

Ehe der Stau kommt

Peter Feist

Der nationale Mobilitätsplan ist mehr als nur ein Plan. Er ist ein Referenzwerk. Seine Ideen zum Radverkehr sind auch „politisch“

Sven Becker

Kundgebung für eine fahrradgerechtere Hauptstadt

Am 22. April stellte der grüne Mobilitätsminister François Bausch den *Plan national mobilité 2035* vor. Eine Woche später erklärte er dem *Tageblatt*, die nächste Regierung könne „alles ändern, was sie will. Das ist klar. Ich persönlich meine aber, dass das ein Fehler wäre“.

Darin mag auch politisches Eigenlob stecken. Doch der *PNM2035*, wie er abgekürzt auf der Titelseite der knapp 200 Seiten langen Buchversion genannt wird, ist ein Referenzdokument, wie es in Luxemburg bisher keines gab. Seit der Jahrtausendwende produzierte der Transportminister jeder Regierung ein „Mobilitätskonzept“. Unter der vorigen Regierung schrieb François Bausch die Mobilitätsstrategie *MoDu* seines CSV-Vorgängers Claude Wiseler zu *MoDu 2.0* weiter. Sein „Mobilitätsplan“ geht einen Schritt weiter. Er soll ein Werzeugkasten sein, mit dem *MoDu 2.0* sich umsetzen lässt.

Den Plan aufzustellen, war aufwändig. Mit sämtlichen Gemeinden wurde ermittelt, welche in Teilbebauungsplänen (PAP) festgelegte Bauvorhaben es dort gibt und mit wie vielen Einwohnern und wie vielen Arbeitsplätzen in den nächsten 15 Jahren zu rechnen ist. Es wurden die Bewegungen von Autos, Bussen, Zügen, Fahrrädern und Fußgängern im ganzen Land und über die Grenzen hinaus betrachtet, wie sie 2017 in der letzten großen Verkehrsstudie erhoben worden waren, und daraus ein „Mobilitätsverhalten“ abgeleitet. Um schließlich zu simulieren, wie die vorhandene Infrastruktur und die bestehenden Angebote sich effizienter nutzen lassen. Und welche zusätzliche Infrastrukturen zu schaffen sinnvoll wäre, wenn der Mobilitätsbedarf um 40 Prozent gegenüber 2017 zunimmt. 2035 könnte es soweit sein, falls das BIP-Wachstum bis dahin im Jahresschnit drei Prozent betrüge. Vorhersehen lässt sich das natürlich nicht. Doch falls es kleiner ausfällt, bliebe zur Umsetzung lediglich mehr Zeit.

Wenn die Zahl der täglichen *Déplacementer* dann von zwei Millionen auf 2,8 Millionen zugenommen haben wird, sollten höchstens sechs Prozent mehr als heute im Auto getätigt werden, dagegen mindestens 89 Prozent mehr im öffentlichen Transport, empfiehlt der *PNM*. Außerdem sollte das Fahrrad bis dahin zum „vollwertigen und zweitwichtigsten“ Individual-Verkehrsmittel werden, kurze Wege sollen überdies viel öfter als heute zu Fuß erledigt werden. 2017 hatte sich gezeigt, dass fast ein Drittel aller Wege zwischen einem und fünf Kilometer im Auto zurückgelegt werden und mehr als ein Fünftel der nicht mal einen Kilometer langen.

Weil der *PNM2035* ein Plan zur Umsetzung ist, handelt er vor allem von Infrastrukturen. Viele davon sind bereits bekannt. Von anderen hat der Mobilitätsminister schon erzählen lassen. Sei es, um politischen Konsens herzustellen, sei es, um zu zeigen, dass es vorangehe: Der Ausbau der Straßenbahn etwa, die in Luxemburg-Stadt nicht nur nach Hollerich, sondern von dort weiter über Merl zum CHL verlängert werden könnte. Eine weitere Verbindung sieht der *PNM* entlang der Arloner Straße vor, sowie

> *Von und nach Bridel wird mehr Auto gefahren als von und nach Clerf. Mit einem Wandel in den Ballungsräumen ließe sich schon viel erreichen*

eine zusätzliche auf dem Kirchberg entlang des Boulevard Konrad Adenauer. Die Tram-Verlängerung aus der Hauptstadt nach Leudelingen wäre Teil der „Express-Tram“ nach Esch und Belval. Sie soll auch die neu zu bebauende Industriebrache Esch-Schifflingen kreuzen.

Wieder andere Infrastrukturvorschläge sind neu. Etwa jener, die Nationalstraße N7 bis Diekirch auf zwei mal vier Fahrspuren zu erweitern und sie damit zu einer leistungsfähigeren *Nordstad*-Umgehung zu machen. Oder, was die Eisenbahn betrifft, zwischen Differdingen und Käerjeng ein „Gleisdreieck“ zu schaffen, das die Linien 60 und 70 verbinden würde. Passagiere aus Differdingen könnten 15 Minuten eher in Luxemburg-Stadt sein, wenn sie über Käerjeng und Dippach reisten, statt über Esch und Bettemburg. Das soll die Bahn attraktiver gegenüber dem Auto machen: Wegen der sehr schlechten Anbindung Differdingens, immerhin die drittgrößte Stadt des Landes, ans CFL-Netz, fahren von dort besonders viele mit dem Auto. Im *PNM* steht, entlang eines „Mobilitäts-Korridors“, den die CFL-Linie 60 (Luxemburg-Esch-Rodange) mit der Autobahn A4 bildet, fänden zurzeit drei Viertel aller 294 000 täglichen Bewegungen per Auto statt. Bis 2035 sollte dieser Anteil auf höchstens 56 Prozent gesenkt werden, andernfalls würden die Straßen und Autobahnen im Süden hoffnungslos verstopft. Denn die Zahl der Fortbewegungen in der Region werde bis dahin voraussichtlich um 45 Prozent zugenommen haben.

Entlang von Korridoren, die Bahnlinien, Autobahnen und Nationalstraßen zusammenfassen, betrachtet der *PNM* alle Verkehre über Land. Er unterscheidet außerdem ländliche und urbane Räume, und in Letzteren drei Ballungsräume. Den um die Hauptstadt (963 000 Bewegungen 2017, voraussichtlich 1,36 Millionen 2035); den um Esch-Belval und den urbanen Süden (2017: 537 000; 2035: 797 000) sowie die Nordstad (2017: 101 000; 2035: 151 000). Zusammengerechnet, finden fast drei Viertel aller Fortbewegungen innerhalb dieser drei Agglomerationen statt und fast die Hälfte in der Agglomeration Hauptstadt plus Speckgürtel. Woraus unter anderem folgt: Wer eine effizientere Nutzung der Verkehrsangebote will, dabei weniger Auto- und mehr Radfahrer und Fußgänger, kann schon eine Menge erreichen, wenn es gelingt, einen Wandel in den drei Agglomerationen anzuschieben. Nicht zuletzt im Großraum Hauptstadt: Lediglich neun Prozent aller Fortbewegungen dort führen aus der Agglomeration heraus. Andererseits bestehen innerhalb dieser zum Teil enorme Unterschiede im Mobilitätsverhalten. Von und nach Bridel beispielsweise wird mehr Auto gefahren als von und nach Clerf.

Was einer der Gründe ist, weshalb der Mobilitätsplan viel mehr Fahrradverkehr andenkt: Dessen Anteil an den Fortbewegungen insgesamt sollte von den bei der großen Erhebung 2017 gezählten zwei Prozent auf elf Prozent steigen. Was, weil der Mobilitätsbedarf insgesamt wächst, einer Zunahme der täglichen Radfahrten von 36 000 um zusätzliche 274 000 entspräche. Oder 760 Prozent mehr pro Tag. Das ist der „politischste“ Vorschlag in dem Plan.

Auf künftige Straßenbauten bezogen, ist er zum Thema Radwege sehr klar: An Autobahnen, Schnellstraßen und Landstraßen sollten sie parallel „en site propre“ verlaufen, innerhalb der Orte „physisch“ vom Auto- und vom Fußgängerverkehr getrennt sein. Teilen sollten Rad- und Autofahrer sich eine Straße möglichst nur, wenn dort nicht schneller als 30 Stundenkilometer gefahren werden darf. Der *PNM* hebt hervor, ein Radweg sei nur dann als sicher einzustufen, wenn auch Kinder ihn gefahrlos benutzen könnten.

Wie politisch diese Frage ist, erläutert der Mobilitätsplan nicht im einzelnen, und das war auch kaum zu erwarten gewesen. Der Frage, wie gefährdet Radfahrer sind, ist das Mobilitätsministerium aber schon nachgegangen, intensiv sogar. Schon ehe 2017 die Strategie *MoDu 2.0* herauskam, wurde in seinem Auftrag jede einzelne öffentliche Straße und jeder öffentliche Weg von einem niederländischen Expertenbüro untersucht. Und je nach Risikoträchtigkeit entweder grün (kein Risiko), rot (noch okay) oder schwarz (wirklich gefährlich) markiert. Die Radfahr-Lobby ProVëlo (damals noch Vëlos-Initiativ) prüfte die Farbvergabe nach. Die große Karte mit der landesweiten Gefährlichkeitsanalyse wurde einer zweiten überlagert, die Korridore mit besonders nützlichen Radverbindungen zeigte. Diese „Fahrtauglichkeitsbilanz“ wurde allen Gemeinden zugestellt: Sie sollten ihre kommunalen Radfahr-Bemühungen entsprechend priorisieren können. Die Internetseite *veloplangen.lu* wurde eingerichtet. Sie macht den Gemeinden zusätzliche Empfehlungen. Doch wie *d'Land* aus dem Mobilitätsministerium erfuhr, hat seit die Risikobilanz vor sechs Jahren erschien, keine einzige Gemeinde etwas auf diese Bilanz hin unternommen.

Schon möglich, dass der Mobilitätsplan bei den Wahlkämpfen nächstes Jahr als Argumentationshilfe benutzt wird. Über die Jahre wurde Mobilität für sämtliche Parteien zu einem immer wichtigeren Thema. Einen Mobiltätsplan aufstellen zu lassen, versprachen im Wahlkampf 2018 alle. Wobei die Bezeichnung „Plan national de mobilité“ damals nicht die Grünen erfanden, sondern die DP. ●

ZUFALLSGESPRÄCH MIT DEM MANN IN DER EISENBAHN

Die Ermessensfreiheit

Die Staatsanwaltschaft teilte am 22. April mit, dass sie dem Kammerpräsidenten die Ermittlungsakte „en relation avec l'affaire dite ‚Gaardenhaischen' zugestellt habe. Nun stehe dem Parlament die Ermessensentscheidung frei, Anklage gegen ein Regierungsmitglied zu erheben. Gemeint war die grüne Umweltministerin Carole Dieschbourg.

Die Ministerin schlug zuerst in einer Pressemitteilung „d'Ophiewen vu menger Immunitéit“ vor. Die sie nicht besaß. Zwei Stunden später trat sie zurück, um die parlamentarische Befassung aufzuhalten. Die sie nicht aufhalten konnte.

Die Ministerin war unvorbereitet und schlecht beraten. Deshalb wurde gleich ein Schuldiger ausgemacht: Verfassungsartikel 82. Er besagt: „La Chambre a le droit d'accuser les membres du Gouvernement.“ Er steht seit dem 9. Juli 1848 in der Verfassung. Er war von Artikel 90 der belgischen Verfassung vom 7. Februar 1831 abgeschrieben worden.

Danach müsse „d'Legislativ der Justiz d'Erlaabnes ginn, fir den Exekutiv kënnen ze poursuivéieren“, so Premier Xavier Bettel (*RTL*, 25.4.). Das klingt nicht abwegig: Dem Parlament obliegt sowieso die Aufsicht über die Regierung. Das Gesetz vom 27. Februar 2011 räumt dem Parlament auch das Recht ein, Ermittlungsausschüsse mit den Befugnissen von Untersuchungsrichtern zu beschließen. Dagegen untersteht die Staatsanwaltschaft der Justizministerin. Sie kann schwerlich die Justizministerin oder einen ihrer Ministerkollegen verfolgen.

Ein Ausführungsgesetz zu Artikel 82 sollte die Prozedur regeln. Bis dahin verfügt Verfassungsartikel 116: „[L]a Chambre aura un pouvoir discrétionnaire, pour accuser un membre du Gouvernement, et la Cour supérieure, en assemblée générale, le jugera.“

Das Ausführungsgesetz wurde nie geschrieben. Denn es wurde nie gebraucht. Artikel 82 dient nicht dazu, Minister anzuklagen. Er dient dazu, Anklagen gegen Minister zu verhindern. Er soll verhindern, dass Regierungsmitglieder mit juristischen Winkelzügen beim Regieren behindert werden. Das aufstrebende Bürgertum wollte 1848 seine Regierungen gegen den autoritären Monarchen, unzufriedene Proletarier und missgünstige Konkurrenten schützen. Der Artikel kommt dem am nächsten, was Carole Dieschbourg für die politische Immunität von Ministerinnen hielt.

Das allgemeine Wahlrecht gebar 1919 das christlich-soziale Jahrhundert. Unter dem Vorwand der Antiquiertheit legte die CSV die Verfassung wörtlich oder metaphorisch aus, je nach Bedarf. Sie dachte nicht im Traum daran, durch ein Ausführungsgesetz einen Verfassungsartikel zu ersetzen, der ihr Ermessensfreiheit gewährte.

> 174 Jahre lang erfüllte Verfassungsartikel 82 seinen Dienst.
> Er dient nicht dazu, Minister anzuklagen.
> Er dient dazu, Anklagen gegen Minister zu verhindern

174 Jahre lang hat Artikel 82 gute Dienste geleistet, weil er nicht angewandt wurde. Nun könnte er angewandt werden. Deshalb hielt ihn Gesundheitsministerin Paulette Lenert „engem 21. Jorhonnert net méi würdeg“ (*RTL*, 22.4.). Transportminister François Bausch bedauerte „une procédure inscrite dans la Constitution qui date encore du XIXe siècle“ (*Quotidien*, 23.4.). Sie versetzten sich in Carole Dieschbourgs Haut. Sie fürchteten, ihnen könnte es einmal ähnlich ergehen. Vergangenes Jahr ersparte Jeannot Waringo der Familienministerin Artikel 82.

Artikel 82 war nicht immer so übel beleumdet. DP, ADR und Grüne stimmten am 20. Mai 1999 zwei Resolutionen. Sie wollten entsprechend der Verfassung „saisir la Cour Supérieure de Justice [...] du dossier dont la Chambre des Députés a été saisie [...] pour voir juger sur les préventions reprochées à Monsieur le Ministre Michel Wolter“.

In den Achtzigerjahren unterlag die Arbeiterbewegung. Partikularinteressen im Kleinbürgertum verfestigten sich zu neuen politischen Parteien. Sie machen Regierungskoalitionen unberechenbarer. Der „pouvoir discrétionnaire“ könnte in die falschen Hände geraten. Am 25. Januar verabschiedete das Parlament in erster Lesung eine Verfassungsrevision, um ihn abzuschaffen. ● **Romain Hilgert**

Sven Becker

Carole Dieschbourg schlug zuerst in einer Pressemitteilung „d'Ophiewen vu menger Immunitéit“ vor. Die sie nicht besaß

Xavier Bettel schießt ein Selfie mit Patrick Dury und Francis Lomel

Corinne Cahen und Yuriko Backes waren auch da

Jean-Marie Halsdorfs Selfie der CSV im Festzelt des LCGB in Remich

Die LSAP gut gelaunt bei der Vinsmoselle in Remerschen...

... und mit ernster Miene beim OGBL im Neimënster

Proufdag

Luc Laboulle

Wegen der Tripartite sind LCGB und OGBL so gespalten wie selten zuvor. Auch gegenüber den ihnen jeweils traditionell nahestehenden Parteien. Dem Premierminister gelang es, am Tag der Arbeit noch weiter Öl ins Feuer zu gießen

Wat ass dat schéin „Dëse Solidaritéitspak, eréi de Staatsminister en zu Recht genannt huet, stellt e Käschtepunkt vu méi eréi 800 Millioune Euro duer an dovunner si 600 Millioune virgesinn, fir d'Kafkraaft vun de Salariéen, Rentner a Studenten ze stäerken", erklärte LCGB-Präsident Patrick Dury seinen Mitgliedern bei der 1. Mai-Feier am Sonntag in Remich. Unter ihnen waren auch die CSV-Südabgeordneten Jean-Marie Halsdorf und Gilles Roth. Marc Spautz war mit dem Escher Sozialschöffen Christian Weis gekommen, Parteipräsident Claude Wiseler hatte seine Ehefrau, die EU-Abgeordnete Isabel Wiseler-Lima, mitgebracht; auch Ko-Präsidentin Elisabeth Margue und CSJ-Präsident Alex Donnersbach hatten sich zu ihnen gesellt. Nach dem politischen Teil und dem Apéro nahmen sie Abschied, um die Gewerkschaftsmitglieder im großen Festzelt und auf der eigenen Kirmes unter sich feiern zu lassen. Doch als sie gerade nach Hause fahren wollten, herrschte plötzlich Aufregung. Premierminister Xavier Bettel war in Remich eingetroffen. Damit hatte keiner von ihnen gerechnet. Angekündigt worden war er jedenfalls nicht. Ein Begrüßungskomitee war ebenfalls nicht vorgesehen. Patrick Dury rannte hinaus, um den Stargast persönlich in Empfang zu nehmen. Der LCGB hatte ihn zwar eingeladen, wie andere Politiker auch, doch niemand hatte erwartet, dass Bettel tatsächlich kommen würde.

Nach der herzlichen Begrüßung speiste er an der Seite von Patrick Dury, schnitt zusammen mit ihm den Kuchen an und schoss mit der LCGB-Führungsriege Selfies für seinen *Facebook*-Account, während Käpt'n Ända und der *RTL*-Moderator Matrous K1000 (Ney) feat. Sandy & the Hüettes im Hintergrund mit selbstgetexteten Gassenhauern wie *Éischte Mee, LCGB, wat ass dat schéin* für Stimmung sorgten. Xavier Bettel war in seinem Element, ganz anders als sein Widersacher von 2018, Claude Wiseler, dem solche Auftritte „no bei de Leit" eher peinlich sind. Weil der CSV-Präsident dem Staatsminister die Bühne bei der LCGB-Basis aber nicht kampflos überlassen wollte, blieb Wiseler noch etwas länger in Remich als ursprünglich geplant, obwohl auch er sich schon von allen verabschiedet hatte. Zum Nachtisch kamen dann auch noch Finanzministerin Yuriko Backes und Familienministerin Corinne Cahen, die „mam Camille senge Matrousinnen Zumba danzen" durfte, wie sie in einem Erlebnisbericht zum 1. Mai auf *Facebook* verriet. Mittelstandsminister Lex Delles und DP-Fraktionspräsident Gilles Baum wurden auch gesehen.

Die DP hat den 1. Mai optimal genutzt, um sich als sozialliberale Partei zu inszenieren. Der LCGB hat sie dabei tatkräftig unterstützt und damit einmal mehr dem OGBL Futter für seine Behauptung geliefert, die christliche Gewerkschaft sei nur geschaffen worden, um die Arbeiterbewegung zu spalten. Beim LCGB selbst sieht man den Auftritt des Premiers als logische Konsequenz der Unterzeichnung des Tripartite-Abkommens. Und verweist darauf, dass LSAP-Arbeitsminister Georges Engel schließlich auch bei der 1. Mai-Ansprache von OGBL-Präsidentin Nora Back im Kulturzentrum Neimënster in der ersten Reihe gestanden habe.

Dee muss erkämpft ginn! Georges Engel hatte vergangene Woche extra noch eine Studie zur Arbeitszeitverkürzung in Auftrag gegeben. Am Sonntag war er dann zusammen mit den sozialistischen Parteipräsidentinnen Dan Biancalana und Francine Closener zum OGBL gekommen. Doch für Kopfschütteln bei den Militanten sorgten seine beiden anderen „Begleiter": die vom Service de Protection du Gouvernement. Hat der sozialistische Arbeitsminister Angst vor seiner eigenen Basis? Wieso hat er ausgerechnet am Tag der Arbeit seinen Personenschutz mitgebracht? Engel meinte, das sei nicht seine Schuld gewesen, doch eine gesetzliche Verpflichtung für Polizeischutz gibt es nicht. Die Entscheidung dafür trifft der Minister. Auch die Abgeordneten Simone Asselborn-Bintz und Mars Di Bartolomeo hatten sich zum OGBL getraut. Genau wie Marc Limpach und Max Leners, Präsident und Generalsekretär der Fondation Robert Krieps, und Statec-Direktor Serge Allegrezza. Ein Selfie hat auch die LSAP geschossen; auf *Facebook* gestellt, wie Xavier Bettel, hat sie es nicht.

Es muss Xavier Bettel als strategische „Leistung" angerechnet werden, dass er es im beginnenden Wahlkampf geschafft hat, einen Keil zwischen CSV und LCGB zu treiben und die Situation für sich und seine Partei auszunutzen

Die Tripartite vom März hat nicht nur die Gewerkschaften untereinander gespalten, sondern auch zu einer Verschiebung der traditionellen Beziehungen zu ihren jeweiligen Parteien geführt. Es muss Xavier Bettel als strategische „Leistung" angerechnet werden, dass er es im beginnenden Wahlkampf geschafft hat, einen Keil zwischen CSV und LCGB zu treiben und die Situation für sich und seine Partei auszunutzen. Ermöglicht hat das auch die christliche Gewerkschaft selbst, weil sie das Abkommen ohne größere Gegenwehr mitgetragen hat. Es ist kein Geheimnis, dass die CSV darüber nicht begeistert ist. Der frühere LCGB-Generalsekretär und CSV-Abgeordnete Marc Spautz hatte am 7. April gegenüber *RTL* bedauert, dass nicht länger bei der Tripartite verhandelt wurde, um doch noch einen Kompromiss mit allen Sozialpartnern zu finden. Genau wie CSV-Ko-Fraktionspräsident Gilles Roth hätte er sich mindestens die Anpassung der Steuertabelle an die Inflation gewünscht. Durys Vorgänger Robert Weber hatte am 4. April in einer Carte blanche im *RTL Radio* betont: „De soziale Fortschrëtt fält net vum Himmel. Dee muss erkämpft ginn!". Das kann durchaus auch als Kritik am LCGB verstanden werden, der zusammen mit der CGFP nach nur vier Verhandlungstagen bei der Tripartite eingelenkt hatte. Die CGFP hat das inzwischen schon etwas bedauert. Der LCGB nicht. Die Vorstellungen darüber, was eine Gewerkschaft ist und worin ihre Aufgabe besteht, gehen in Luxemburg weit auseinander.

Zwei Tage vor dem 1. Mai hatte die liberale Finanzministerin Yuriko Backes den Gesetzentwurf für den sogenannten Solidaritéitspak in der Abgeordnetenkammer deponiert. Der rund 100 Seiten lange Text soll fast alle Beschlüsse in geltendes Recht umsetzen, die am 31. März von Regierung, UEL, LCGB und CGFP beschlossen wurden. Die größte Gewerkschaft hatte das Tripartite-Abkommen bekanntlich nicht unterzeichnet, weil es sich ihrer Ansicht nach lediglich um eine „déifgräifend Indexmanipulatioun" handle, wie OGBL-Präsidentin Nora Back in ihrer langen Rede am Sonntag noch einmal unterstrich, während viele Militanten ungeduldig auf die Öffnung der Imbissbuden im Hof der Abtei Neimënster warteten. Mehr als 2 000 Mitglieder hatten die Zentralsekretäre und Delegierten des OGBL am 1. Mai mobilisiert, um den Index zu verteidigen. Viele von ihnen waren Grenzgänger aus Niedriglohnsektoren. In einem langgezogenen Fluss aus roten Jacken, Mützen, Foulards und Fahnen zog der Protestzug, kämpferische Parolen skandierend, vom Bahnhof in den Grund. Als er die rue de Prague hinunterging, entrollten junge Aktivistinnen über dem Geländer der Al Bréck ein Banner auf dem „Klassekampf?" und „Patten ewech vum Index" stand, und zündeten Bengalos. Ein Hauch von Widerstand wehte durch das Péitrussdall. Die Regierung schenke den Betrieben eine Indextranche, die letztendlich von den Arbeitnehmenden bezahlt werde, sagte Nora Back später in ihrer Rede. Deshalb sei es eine Frechheit, die Vereinbarung „Solidaritéitspak" zu nennen.

A beschter Gesellschaft Der Graben zwischen OGBL und LSAP ist mit der diesjährigen Tripartite noch tiefer geworden. Als sie am 30. März wählen mussten, haben die Sozialisten sich für Xavier Bettels Regierung und gegen ihren einst mächtigsten Verbündeten entschieden. Die Vertreter der LSAP-Parteispitze blieben im Neimënster weitgehend unter sich, das Unbehagen und das Misstrauen gegenüber den Gewerkschaftern waren deutlich spürbar. Nur Mars Di Bartolomeo mischte sich noch unter die „schaffend Leit". Die unterschiedliche Auslegung der Tripartite hatte in den vergangenen Wochen vor allem in den sozialen Netzwerken zu Spannungen zwischen Sozialisten und „ihrer" Gewerkschaft geführt. Ein *Facebook*-Live-Event zum Solidaritéitspak mit den Ministerinnen Paulette Lenert, Franz Fayot und Georges Engel war von einigen OGBL-Mitgliedern torpediert worden (*d'Land* vom 22.04.2022). Der Wirtschaftsminister hatte es vorgezogen, den 1. Mai nicht mit dem OGBL zu feiern, sondern veröffentlichte am Vortag ein Video auf *Twitter*. Die Tripartite-Vereinbarung sei ein faires und solidarisches Abkommen, das sowohl der Wirtschaft Sicherheit biete, als auch den Verlust der Kaufkraft durch die hohen Energiepreise mehr als kompensiere, meinte Fayot. Auch Closener, Biancalana und Engel hatten mit EU-Kommissar Nicolas Schmit ein Video zum Tag der Arbeit gedreht, in dem sie die Verdienste der LSAP im sozialen Bereich würdigen. Das Wort Tripartite kommt darin nicht vor. Im Neimënster wurde offensichtlich, was sich schon lange angedeutet hatte: Déi Lénk hat der LSAP beim OGBL den Rang abgelaufen. Selbst die kleine KPL schien am Sonntag präsenter und willkommener zu sein, als die Sozialisten.

Dass die LSAP inzwischen andere Wählerinnen ansprechen will, als die 70 000 OGBL-Mitglieder, ist offensichtlich. Ohnehin ist von denen nur noch schätzungsweise ein Drittel wahlberechtigt. Vizepremierministerin Paulette Lenert und Sozialminister Claude Haagen waren erst gar nicht zur 1. Mai Feier des OGBL gekommen. Sie waren mit der Abgeordneten Tess Burton und dem EU-Deputierten Marc Angel zum Proufdag von Vinsmoselle nach Remerschen gefahren und hofften, dass der 1. Mai sich für die Winzer gelohnt hat. Dort waren sie „a beschter Gesellschaft". ●

Enfants malgré tout

France Clarinval (avec Yolène Le Bras)

Un bon millier de jeunes Ukrainiens sont scolarisés au Luxembourg. Maria, Illya, Sofia et leurs camarades se construisent une nouvelle vie loin des bombes

Sven Becker

Les cours de sport mélangent les élèves de différentes nationalités issus des classes d'accueil francophones et anglophones

Ce qu'Illya préfère à l'école, c'est la cantine. « Il y a même des frites », s'enthousiasme cet ado de treize ans. Pas très grand, les cheveux en brosse, le regard qui pétille et le sourcil qui s'agite, le garçon est arrivé d'Ukraine il y a deux mois avec sa maman et ses cousins. Juste après les vacances de Pâques, il a commencé les cours au Lënster Lycée, non loin de là où il réside. « J'étais content de retourner à l'école parce que je n'avais pas grand-chose à faire dans la famille d'accueil et je m'ennuyais », raconte-t-il dans un anglais à peine hésitant. Il trouve que les cours d'anglais sont faciles, mais l'allemand lui semble plus ardu. Illya fait du sport tous les jours, à l'école, mais aussi dans le club de basket de son village. Il trouve ses marques à l'école, mais craint le jour « où il y aura des devoirs à faire et surtout des examens ». Un gamin bien dans son âge, avec des préoccupations de son âge.

Sur les hauteurs de Junglinster, le Lënster Lycée dénote par sa modernité : des bâtiments bas, dominés par le verre, striés d'un décor jaune, un vaste campus avec des zones de bus et de parking, des équipements de haut vol (dont une piscine partagée avec la commune)… Un de ces lycées récents qui ont bénéficié de budgets confortables pour leur construction (autour de cent millions d'euros). Inauguré en 2014, il accueille aujourd'hui environ 1 300 élèves. Six ans plus tard, le lycée intégrait le réseau des écoles internationales publiques, avec des classes en français, anglais ou allemand dès l'école primaire. À ce titre, il a été désigné pour accueillir des enfants arrivés d'Ukraine et a mis en place des classes spécifiques. À Junglinster, ils sont une centaine, répartis en trois niveaux en fonction de leur âge. Le ministère de l'Éducation nationale détaille auprès du *Land* que plus de mille mineurs ukrainiens sont désormais intégrés dans le système scolaire : 390 dans les écoles fondamentales du système luxembourgeois et 650 dans les six écoles internationales publiques. Les familles ukrainiennes ont largement plébiscité les classes anglophones qui leur permettront de s'adapter plus facilement lors d'un retour en Ukraine.

« Dans un premier temps, le plus important est de leur offrir un cadre stable et d'instaurer un quotidien réglé pour qu'ils se sentent en sécurité et puissent apprendre », explique Tom Nober, le directeur du Lënster Lycée qui leur souhaite « une vie normale ». La première mission de l'école est l'intégration des élèves et cela passe par la pratique de l'anglais. Le niveau de connaissance de cette langue est très varié. La mise à niveau et l'apprentissage s'effectuent aussi bien à travers les cours que pendant les activités parascolaires ou le contact avec les élèves des autres classes, lors des pauses ou du déjeuner. Petite exception : « Nous avons deux élèves qui étaient dans une école privée anglophone à Kiev qui ont intégré directement les classes internationales parce qu'ils parlent anglais encore mieux que moi », s'amuse le directeur.

Des « médiateurs interculturels » de langue ukrainienne ont été affectés à ces classes. Une trentaine de postes ont été pourvus à travers le pays, d'autres vont suivre dans les semaines à venir. Selon les termes de la loi votée début avril, ils obtiennent un contrat à durée déterminée et doivent accompagner et faciliter l'intégration scolaire des enfants réfugiés. D'abord inquiets de ne pas pouvoir faire face aux besoins, l'équipe encadrante du Lënster lycée reçoit finalement de nombreuses candidatures. Ce sont généralement des réfugiés qui étaient professeurs dans leur pays ou en tout cas font montre d'un parcours dans le secteur de l'éducation. Maryana Sham a ainsi intégré le Lënster Lycée. Arrivée d'Ukraine il y a trois ans pour suivre son mari au Luxembourg, cette professeure d'anglais enseignait à la faculté de médecine de Lviv. « Dès l'arrivée des premiers réfugiés, je me suis portée volontaire pour aider les associations, notamment pour des traductions. Aujourd'hui, au lycée, je retrouve un cadre éducatif où je peux vraiment être utile. » Elle considère que son plus grand défi est la grande disparité dans le niveau des élèves : « Il faut s'adapter à chaque cas, certains sont passifs et semblent ailleurs, d'autres posent beaucoup de questions. Je constate que les professeurs sont très compréhensifs et encourageants ».

À quelques minutes de marche du lycée, le gymnase de la commune offre sa salle pour les cours de sport. Ce mercredi matin, les uns jouent au badminton, les autres au volley. Dehors, certains s'entraînent au basket ou font du fitness. Les classes pour les Ukrainiens sont mélangées avec les classes d'accueil francophones où des jeunes de diverses nationalités sont inscrits. Illya interrompt sa partie pour venir nous saluer très vite rejoint par Maria, treize ans également. Elle adresse un bonjour en français. Cette petite brune aux grands yeux verts, est accompagnée par Shafiga, d'un an sa cadette. Cette dernière ne vient pas d'Ukraine mais d'Azerbaïdjan. Les deux jeunes filles parlant russe, elles se sont vite liées d'amitié, la plus jeune assurant la traduction en français pour son amie. Maria vient de Kiev et se dit heureuse au Luxembourg. Elle aime voir la forêt et la modernité du lycée lui plaît. Contrairement à son ancienne école où les professeurs étaient plutôt stricts, elle trouve qu'ici « ils sont tous gentils ». Les cours lui paraissent aussi plus faciles qu'en Ukraine… surtout les maths !

> *« La séparation des familles, l'absence des pères restés au pays et la crainte de devoir faire face à l'annonce de leur mort suscite des angoisses auxquelles nous devons faire face »*
>
> Maryana Sham, médiatrice interculturelle

La curiosité l'emportant sur la timidité, deux autres jeunes filles nous rejoignent. Cheveux très noirs et peau très pâle, les yeux maquillés de noir, Sofia, seize ans, est la plus à l'aise. Elle aussi trouve les profs « plus cools » qu'en Ukraine. Dans un anglais bien maîtrisé, qu'elle entend perfectionner ici de jour en jour, elle détaille : « Ils laissent plus de liberté aux enfants, on a même pas l'impression d'apprendre, mais on apprend quand même! » Avant la guerre, ses parents lui avaient déjà suggéré d'aller étudier en Europe, en Allemagne par exemple. Elle n'avait pas pensé au Luxembourg, mais estime que c'est une chance d'étudier ici. Si l'adolescente et son amie, Kate, regrettent les personnes restées dans leur pays d'origine, l'école de Kiev en elle-même ne leur manque pas. Sofia, pense faire des études de journalisme ou de commerce. « Mais je veux aussi aller à Paris, pour ses agences de mode, car j'ai une expérience en tant que mannequin ». La jeune fille ne se ferme aucune porte car, de toute façon, comme elle le confie : « J'ai l'impression que tout change autour de moi ».

Parmi les différentes nationalités des classes francophones, on compte quelques élèves russes. « On a craint des heurts ou des insultes, mais en fait tout se passe bien », note le directeur. La proximité linguistique aide même au rapprochement. Russlan, jeune Russe de 18 ans, le confirme. Arrivé depuis trois ans au Lënster Lycée, il s'exprime en français et confie son inquiétude initiale. « Je n'étais pas surpris qu'il y ait la guerre, mais ça m'a fait peur. » Le garçon redoutait l'arrivée des Ukrainiens à l'école, car il craignait d'être jugé. Après avoir entendu les nouveaux arrivants murmurer entre eux « Il y a un Russe ! » durant leur premier cours de sport en commun, Russlan leur a expliqué qu'il était contre Poutine et ils ont ensuite sympathisé. « On a plus de points communs que de différences. »

Après les cours de sport, les élèves retourneront dans leurs classes. En plus de l'anglais, les jeunes Ukrainiens suivent aussi des cours de français ou d'allemand, de maths, de biologie, d'histoire, d'art, ou encore de musique, cours assurés par des enseignants du lycée. Le but est de leur permettre d'intégrer les classes internationales « quand ce sera possible ». Peut-être pour certains dès la rentrée en septembre prochain, sans doute vers la fin de l'année 2022 pour la plupart. Pas question de tests ou d'examens qui provoqueraient trop de stress. Les professeurs préfèrent mettre en place des projets où les jeunes travaillent en commun, chacun à son rythme, à son niveau et selon ses compétences : réalisation de polygones en bois géants pour apprendre la géométrie, recherches communes en biologie, énigmes en mathématiques...

« Il faut leur donner les clés pour prendre un nouveau départ et commencer une nouvelle vie, c'est notre devoir », affirme Sophie Bourhis, enseignante de français et régente d'une classe d'accueil. Une mission que les membres de l'école partagent tous, confirmant l'élan de solidarité qui a traversé le pays. « Je n'ai pas rencontré une seule personne qui ait cherché à bloquer cette vague de solidarité », assure le directeur du lycée. « Tout le monde va dans le même sens, avec les mêmes objectifs ». Les élèves aussi. Les plus grands avaient préparé des petites cartes de bienvenue aux nouveaux arrivants ou ont écrit leur nom en cyrillique sur des présentoirs. Les plus jeunes ont souvent un abord plus simple et plus immédiat : « Ils ne posent pas de question sur l'origine ou sur la guerre actuelle. Ils lancent un ballon et invitent à jouer au foot ensemble », constate Elisa Whitehouse, coordinatrice des classes d'accueil en primaire.

Elle décrit le quotidien comme « sportif ». « C'est beaucoup de stress, il y a chaque jour de nouveaux défis, des inconnues qu'on ne maîtrise pas. » Des défis logistiques, quant au niveau du nombre de places dans les bus scolaires ou dans les maisons relais. Des nouvelles arrivées et déjà des départs rendent la gestion compliquée. Des défis émotionnels et psychologiques aussi : « Les enfants racontent la guerre ou leur exil avec des mots à eux et de manière assez simple, comme une étape de leur vie. Mais la séparation des familles, les pères étant généralement restés au pays, suscite des craintes et des angoisses auxquelles nous devons répondre », détaille la médiatrice qui sait que certains enfants doivent ou devront faire face à l'annonce de la mort de leur père. ●

ÖSTERREICH

Selbst gewählte Abhängigkeit

Irmgard Rieger, Graz

Joe Klamar/AFP

OMV-Raffinerie in Schwechat bei Wien

In vier Millionen Briefkästen in Österreich flattert dieser Tage willkommene Post vom Finanzminister. Der Brief beinhaltet einen Gutschein über 150 Euro, der mit der nächsten Strom-Jahresabrechnung eingelöst werden kann – sofern das Haushaltseinkommen für Alleinlebende maximal 55 000 Euro, für Mehrpersonenhaushalte maximal 110 000 Euro im Jahr beträgt. Damit will die österreichische Regierung gegen die absehbare Belastung der Bürger durch steigende Energiekosten angehen. Maßnahmen gegen die Teuerung, vor allem im Bereich Energie, hatte die konservativ-grüne Regierung in Wien bereits zu Jahresbeginn angekündigt - unter anderem ein Teuerungsausgleich für vulnerable Gruppen sowie die Senkung des Ökostrombeitrags. Mit dem im März beschlossenen Gutschein beziffern sich die Unterstützungen mittlerweile auf vier Milliarden Euro.

Umweltministerin Leonore Gewessler ist in Sachen Energiepolitik doppelt gefordert. Als Grün-Politikerin hat sie sich den Ausbau der erneuerbaren Energie und Bemühungen um höhere Energieeffizienz auf die Fahnen geschrieben. Zudem lässt der Krieg in der Ukraine schmerzlich erkennen, wie erpressbar Österreich ist, was russisches Erdgas betrifft. Noch 2009, als die russische Gazprom erstmals die Kräfte spielen ließ und Gaslieferungen stoppte, kam nur die Hälfte des Bedarfs aus russischen Pipelines. Heute sind es rund 80 Prozent. Dennoch gibt sie sich optimistisch. Zwar könne Österreich nicht von heute auf morgen auf Lieferungen aus Moskau verzichten, ein gemeinsamer „Kraftakt" werde jedoch ermöglichen, die Abhängigkeit bis 2027 zu beenden. Die Umweltministerin, die im Türkis-Grünen Kabinett in Wien aktuell zu einer der profiliertesten Figuren avanciert, setzt dabei auf drei Säulen: Verzicht, also eine Reduktion des Gasverbrauchs, wo immer möglich, etwa im privaten Bereich beim Einbau von Gasthermen. Ausbau in Hinblick auf Biogas und grünen Wasserstoff. Schließlich Diversifizierung – etwa, auch ethisch äußerst umstritten, den Import von Flüssiggas. In einem Notfall würde der österreichische Energielenkungsplan in Kraft treten und die Haushalte schützen, die dann primär mit Gas versorgt würden. Erstmals wurde auch beschlossen, für die kommende Heizsaison Gasreserven anzulegen; bis November sollen die Speicher zu 80 Prozent gefüllt werden.

Gewessler setzt auf eine gemeinsame europäische Vorgangsweise – und positioniert Österreich im Gegenzug als Partner in einer gemeinsamen Haltung gegenüber Russland: Wien werde ein Öl-Embargo gegen Russland mittragen, verkündete die Ministerin Anfang Mai. Österreich legt hier eine Kehrtwende hin, denn in den vergangenen Jahren waren Signale österreichischer politischer wie wirtschaftlicher Vertreter gegenüber Moskau eher von der Ambition getragen, beim russischen Präsidenten Gefallen zu finden. Kann der Weg in die freiwillige Weg in die Abhängigkeit vom russischen Gas noch als der EU-Gründungslogik folgend argumentiert werden, über wirtschaftliche Verflechtungen die politischen Beziehungen zu stabilisieren, so erzählen Begleiterscheinungen eine andere Geschichte.

Wie Deutschland in Ex-Kanzler Schröder, so hat auch Österreich etwa in Ex-Kanzler Wolfgang Schüssel einen „Putin-Versteher" im Aufsichtsrat eines russischen Staatskonzerns, in dem Fall Lukoil, vorzuweisen. Auch die Ex-Kanzler Alfred Gusenbauer und Christian Kern sowie mehrere Minister waren ebenso wie Manager in der Bau- und Energiebranche in staatsnahen Unternehmen, bei Beratern oder Instituten zumindest häufige Gäste; die 1956 der aus der „Sowjetischen Mineralölverwaltung" hervorgegangene, heute teilstaatliche OMV hegt historisch bedingt mehr einschlägige Verflechtungen als Vorbehalte. Irritierend wirkt das Verhältnis speziell der Grazer Kommunistischen Partei, die seit Herbst die Bürgermeisterin in der Stadtregierung stellt, zu Russland und der Ukraine. Medien zeigten einen KPÖ-Vertreter beim Besuch des Grabes des separatistischen Kriegstreibers in der Ostukraine 2019. Mit Beginn des Krieges tat sich die Grazer KPÖ-Bürgermeisterin Elke Kahr schwer, klar Position gegen den Angriffskrieg zu beziehen.

Wie Deutschland in Ex-Kanzler Schröder, so hat auch Österreich etwa in Ex-Kanzler Wolfgang Schüssel einen „Putin-Versteher" im Aufsichtsrat eines russischen Staatskonzerns

Das originellste Zeichen einer speziellen Beziehung nach Osten setzte die damalige Außenministerin Karin Kneissl im August 2018: Die Politikerin lud zu ihrer Hochzeit niemand Geringeren als Vladimir Putin ein, der auch prompt kam, was sie ihm mit einem Tanz und einem tiefen Knicks dankte. Kneissl, die zwar kein FPÖ-Parteimitglied war, aber den Posten für die Freiheitlichen bekleidete, illustrierte damit spektakulär das stets gesuchte Naheverhältnis der extremen österreichischen Rechten zu Moskau.

Dass Kanzler Karl Nehammer zuletzt mit Verweis auf die vermeintlich hilfreiche Position Österreichs als neutraler Staat mit einer Reise nach Moskau einen schlecht abgestimmten Alleingang hinlegte, wurde in der österreichischen politischen Landschaft größtenteils kritisiert. Nur wenige fanden, wie der Koalitionspartner diplomatisch formulierte, „es könnte einen Versuch wert" gewesen sein. Die vom Ex-*Bild*-Chefredakteur begleitete Aktion sollte, so die verbreitete Vermutung, eher dem eigenen Image und Profil dienen. ●

ROUMANIE

Le sésame des exportations ukrainiennes

Mirel Bran, Bucarest

Le navire Panamax a fait le plein avant de quitter, le 29 avril, le port de Constanta situé au sud-est de la Roumanie sur les rives de la mer Noire. Plus de 70 000 tonnes de maïs en provenance de l'Ukraine ont été déposées dans les entrailles de ce navire spécialisé dans le transport de céréales. « C'est le premier transport de maïs ukrainien qui transite par le port de Constanta, affirme Viorel Panait, le directeur de l'opérateur portuaire Convex. Nous allons aider l'Ukraine à exporter ses céréales afin de prévenir l'énorme vague de faim provoquée au niveau mondial par le blocage des ports ukrainiens. »

La Roumanie ouvre son port le plus important de la mer Noire aux exportations ukrainiennes afin d'offrir une bouffée d'oxygène à l'agriculture de ce pays voisin pris dans l'étau de la guerre. Depuis le début de l'offensive russe en Ukraine, les ports de Marioupol, Berdyansk, Skadovsk et Kherson sont bloqués par la flotte militaire russe. Les exportations de produits agricoles par la mer Noire et la mer d'Azov ont été anéantis, ce qui est un problème non seulement pour l'Ukraine mais aussi pour tous les pays qui importaient des céréales de ce pays.

L'Ukraine est le plus grand producteur d'huile de tournesol au niveau mondial, et le cinquième exportateur de blé. « Dans quelques mois nous allons connaître une crise alimentaire au niveau planétaire a déclaré l'ancien ministre de l'Agriculture Roman Lescenko. À l'échelle de la planète, trente pour cent du blé et du maïs, 80 pour cent de l'huile de tournesol et 25 pour cent des engrais étaient produits en Russie, en Ukraine et en Biélorussie. Si trente pour cent de la quantité de blé disparaissait, nous aurions un enchaînement de révolutions et de guerres parce que beaucoup de gens au Moyen Orient et en Afrique n'auront plus de pain. C'est un énorme problème, on ne parle pas de trois pour cent mais d'un tiers des céréales à l'échelle mondiale. »

C'est dans ce contexte tendu que la Roumanie a ouvert son port de Constanta aux exportations ukrainiennes. Le gouvernement de Bucarest a également décidé d'investir en urgence quarante millions d'euros pour agrandir la capacité d'accueil des produits ukrainiens dans le port de la mer Noire. Une décision vue d'un bon œil à Bruxelles où la Commission européenne envisage de supprimer toutes les taxes sur les exportations ukrainiennes pour une durée déterminée, suivant l'exemple de la Grande Bretagne qui a pris cette décision le 25 avril. Depuis l'entrée en vigueur d'un accord d'association entre l'Union européenne (UE) et l'Ukraine en septembre 2017, plus de quarante pour cent des échanges commerciaux de ce pays ont été effectués avec les pays du bloc communautaire.

Toutefois les exportations de fer, d'acier et de produits agricoles qui font la richesse de l'Ukraine ont continué à être taxés, mais l'UE s'apprête à lever les taxes sur ces exportations. « Nous avons des réserves de céréales et d'aliments pour survivre pendant une année, mais si la guerre se poursuit nos exportations seront affectées », a déclaré Mykola Solskyi, le nouveau ministre de l'Agriculture. Cette année les surfaces cultivées avec des céréales ont baissé de 39 pour cent par rapport à 2021. Selon le ministère de l'Agriculture, l'Ukraine devrait perdre un milliard et demi d'euros par mois en raison de la diminution de sa production. La Banque mondiale prévoit elle aussi une baisse de quarante pour cent sur l'ensemble de l'économie ukrainienne.

La Roumanie s'est solidarisée avec l'Ukraine voisine dès l'invasion de l'armée russe le 24 février. Ce pays membre de l'UE et de l'OTAN comporte six bases militaires de l'Alliance atlantique, dont un bouclier anti-missiles américain, et a ouvert ses portes à plus 800 000 réfugiés ukrainiens. L'ouverture du port de Constanta aux exportations ukrainiennes va dans le sens pro-occidental que la Roumanie a décidé d'adopter face à la menace expansionniste de la Fédération de Russie. « L'Ukraine nous a déjà envoyé 80 000 tonnes de céréales et nous attendons des quantités importantes pour l'export », affirme Florin Goidea, directeur de la Compagnie nationale des ports de Constanta.

L'ouverture du port de Constanta aux exportations ukrainiennes va dans le sens pro-occidental que la Roumanie a décidé d'adopter face à la menace expansionniste de la Fédération de Russie

La Roumanie compte également compenser la baisse des exportations ukrainiennes de céréales. Cinquième pays en termes de surface agricole dans l'UE, la Roumanie a modernisé son agriculture grâce à l'injection de fonds européens qui ont changé la donne économique. Ce pays compte devenir le leader européen des cultures de soja afin de répondre aux besoins d'oléagineux en forte hausse sur le marché européen. En 2021 la Roumanie a cultivé du soja sur 140 000 hectares de terre et obtenu une production de 347 000 tonnes. « Cette année notre but est de cultiver 700 000 hectares de terre, ce qui ferait de ce pays le leader de la production de soja en Europe, selon le communiqué de l'Association des fermiers de Roumanie. Le soja est une solution alternative à la consommation de viande, et l'UE encourage sa production ». Une tendance également remarquée en Ukraine qui compte cultiver cette année pas moins de 1,4 millions d'hectares de soja, dont une partie devrait transiter par le port de Constanta, le nouveau sésame des exportations ukrainiennes. ●

Un autre monde est, hélas, possible

« Un autre monde », c'est l'expression utilisée ce mercredi en conférence de presse par Franz Fayot pour décrire les réalités géopolitiques, « beaucoup plus polarisées », engendrées par l'agression russe contre Ukraine. Le Luxembourg devrait s'y adapter et « repositionner » sa politique commerciale. Le ministre avait lancé le débat dès début mars. Dans une interview parue au *Wort,* il avait proclamé « la fin de la naïveté », estimant que l'Europe devrait mieux « se protéger des dictatures comme la Russie ou la Chine ». Deux mois plus tard, la transposition de cette « human rights due diligence » sur le terrain glissant des relations économiques reste éminemment floue. À l'issue d'une réunion du Trade and Investment Board, un aréopage qui réunit hauts fonctionnaires et permanents patronaux sous la « présidence d'honneur » du Grand-Duc Héritier (photo : sb), Franz Fayot a évoqué des « discussions intéressantes ». La question de savoir avec quels pays on pouvait encore entretenir des relations économiques ne serait ni « binaire » ni « noir et blanc », expliquait-il. À ses côtés, le président de la Chambre de commerce, Luc Frieden, n'a pas caché ses divergences de vues. Il a récité le catéchisme libéral du « Wandel durch Handel » des années 1990-2000 : Le commerce conduirait à plus de « stabilité » et de « prospérité », ce serait un modèle « où chacun gagne », comme il l'aurait d'ailleurs souligné, en 2015 déjà, dans son essai *Europa 5.0 – Ein Geschäftsmodell für Europa*. Les relations économiques exprimeraient même « den internationale Solidaritéitsgedanke », estimait l'ancien ministre CSV, aujourd'hui président d'une banque appartenant à un conglomérat chinois. En isolant certains pays, on risquerait de les pousser « dans les bras d'un club qui va nous causer beaucoup de soucis ». Bref, il ne faudrait surtout pas « déglobaliser » mais « diversifier ». Une apologie de la mondialisation libérale qui a pris un sacré coup de vieux avec les durcissements totalitaires des régimes russes et chinois. En attendant, le ministère de l'Économie s'est choisi des destinations géopolitiquement « safe » pour ses deux grandes missions de promotion en 2022, à savoir le Canada et la Corée du Sud. Une autre mission conduira chez nos voisins lorrains et alsaciens du Grand Est, Fayot promettant toutefois ne pas vouloir y démarcher des entreprises. Dans une interview accordée à *Forum* en 2012, l'ancien ministre de l'Économie, Jeannot Krecké (LSAP), avait estimé que des missions économiques dans d'autres États-membres, cela ne se faisait pas : « Denn ich hätte ein paar Tage später im Rat in Brüssel dem Wirtschaftsminister gegenübergesessen, aus dessen Land ich Unternehmen weglocken sollte. » **bt**

Ticker

BFF

À l'issue de la réunion du Trade and Investment Board (lire ci-dessus) de ce mercredi, Franz Fayot a donné plus de détails sur la participation du Luxembourg à l'Exposition universelle d'Osaka 2025. Le pavillon luxembourgeois devrait être « un peu plus modeste » que celui de Dubaï, expliquait le ministre de l'Économie, en soulignant qu'il sera construit selon « les règles de l'économie circulaire » et reflétera les *best practices* en matière de développement durable et d'innovation. Luc Frieden, a précisé que la Chambre de commerce, qu'il préside, devrait contribuer à hauteur de trois millions d'euros au pavillon : « C'est beaucoup pour un établissement public », rappelait-il. L'intérêt d'une présence à Osaka résiderait moins dans l'architecture du pavillon que dans le fait d'offrir « eng flott Vitrine ». La levée des mesures sanitaires permettra à Fayot et Frieden de reprendre leur tournée de promotion économique. Il sera intéressant de voir ce curieux tandem en action. En 2013, Fayot avait lancé sa campagne électorale par un violent pamphlet intitulé « The Talented Mr Frieden » visant à démonter l'aura de « premier de la classe » du ministre CSV. Pas sûr que les relations se soient beaucoup améliorées entretemps. Ce mercredi, le président de la Chambre de commerce a coupé la parole au ministre de l'Économie, alors que celui-ci évoquait la chasse au gaspillage lancée en 1973 par le ministère, au lendemain du premier choc pétrolier. Luc Frieden (né en 1963) se disait étonné que Franz Fayot (né en 1972) se rappelât de cet épisode. Déconcerté, le ministre prétendait en avoir gardé un souvenir, puis d'expliquer qu'il avait mené « « quelques recherches » sur le sujet. **bt**

RTL-Natioun

Gilles Baum (DP), Yves Cruchten (LSAP) et Claude Wiseler (CSV), les trois députés siégeant dans le conseil d'administration de CLT-UFA, n'avaient pas participé au vote. Mais leurs voix n'étaient pas nécessaires pour atteindre la majorité avalisant la nouvelle convention entre l'État et RTL. Le projet de loi fut entériné ce mardi à la Chambre avec un score soviétique de 54 voix (seules les deux députées Déi Lénk se sont abstenues). Entre 2024 et 2030, l'État va accorder jusqu'à quinze millions d'euros par an pour couvrir les déficits de RTL. (Pour donner un ordre de grandeur : L'ensemble de l'aide à la presse écrite pesait huit millions d'euros en 2021, tous titres, digitaux et analogues, confondus.) Sur *Radio 100,7*, Christophe Goossens, le directeur de RTL-Lëtzebuerg, ne cachait pas sa satisfaction. Les subsides (d'une hauteur globale et maximale de 97,6 millions) conféreraient une « prévisibilité » et « une sécurité de planification » à RTL. Reste la question de ce qui se passera après 2030. L'option d'une scission des activités, assortie d'une nationalisation de la chaîne télévisée, ne serait actuellement pas envisagée en interne, assurait Goossens, confirmant au passage que le déficit provenait en majeure partie de *RTL-Télé*, alors que la *RTL-Radio* et le *rtl.lu* resteraient rentables. Au sein du gouvernement, il n'existe pas de consensus sur la stratégie à long terme. À la tribune parlementaire, la députée LSAP (et ancienne de *RTL-Radio*) Francine Closener a déclaré : « Voulons-nous vraiment charger un acteur privé d'assurer sur le long terme un service public ? » Se référant au programme électoral socialiste, elle demandait s'il ne fallait pas créer un jour une télé publique, qui ne serait ni dépendante des revenus publicitaires, ni n'aurait « à prendre des égards vis-à-vis des actionnaires ». Une telle structure publique pourrait ainsi se greffer sur la *Radio 100,7,* estimait Closener, ou alors se créer en collaboration le *Saarländischer Rundfunk, Arte* ou *France 3 Grand Est ;* « il ne faut exclure aucune piste ». Le ministre des Médias et des Communications, Xavier Bettel (DP), s'est montré peu enthousiaste à cette idée. Il ne faudrait pas créer de « polémiques » en regardant « à gauche et à droite ce qu'il y a d'autre comme alternatives ». **bt**

Vers une confiscation des 842 montres

S'est ouvert cette semaine à la Cour supérieure de justice le procès en appel de Flavio Becca (photo : sb). L'entrepreneur de la construction, du sport et de l'alimentaire, 59 ans, a fait appel de sa condamnation du 4 mars 2021 à 24 mois de prison avec sursis et 250 000 euros d'amende pour abus de biens sociaux. Est reproché à Flavio Becca d'avoir acquis, entre 2004 et 2011, 842 montres de luxe auprès de 61 fournisseurs, par l'intermédiaire de 18 sociétés dont

aucune n'avait le commerce ou l'acquisition de bijoux pour objet social. Le tout pour une valeur de 18 millions d'euros. Le parquet cible l'acquisition, principalement auprès de bijoutiers à l'étranger de quelque 127 IWC, 94 Chopard, 94 Rolex, 68 Hublot, 60 Jager Le Coultre, 46 Audemars Piguet ou encore 33 Patek Philippe.

Confiscation a été demandée par les juges de première instance pour 523 des 842 montres identifiées par les enquêteurs grâce aux factures et transactions, mais les autorités n'ont pu mettre la main sur toutes les toquantes. Le tribunal en a épargné 319, car il les a considérées comme des investissements de la société de patrimoine familial Promobe Finance, conformément à la ligne de la défense. Face à la Cour, Flavio Becca répète avoir acheté les montres via des sociétés luxembourgeoises pour bénéficier du taux de TVA luxembourgeois (le plus faible de l'UE). L'objectif de collection est confirmé. Une éventuelle collusion entre Flavio Becca et la sphère politique avait été imaginée en 2011 quand l'enquête a été ouverte, si bien que le chef de corruption figure toujours au bas de la feuille d'audience. Mais la suspicion a été écartée au cours des débats à la chambre du conseil.

À la barre mardi, l'entrepreneur explique qu'il s'est déplacé lui même chez les bijoutiers pour voir les montres. À son retour, une de ses sociétés, sélectionnée aléatoirement, achetait les objets. Le comptable reportait le montant mentionné sur les factures (« lacunaires », selon l'avocat général Sandra Kersh) produites en compte charges ou dans le compte courant associés. Certaines devaient faire l'objet de cadeaux. Les achats devaient être régularisés. Promobe Finance, elle, garde les montre dans ses actifs en tant qu'investissement.

« J'arrive à la conclusion que les paiements opérés par Promobe Finance ont été faits à titre privé et sont à considérés comme contraire à l'intérêt de la société. Ces opérations sont dès lors à qualifier d'abus de biens sociaux », requiert Sandra Kersch. Pour l'avocat général, le mode d'acquisition est identique à celui des montres achetées via les autres sociétés victimes et sert l'unique intérêt des membres de la famille Becca qui avaient les montres à « leur libre disposition ». « On est loin d'un contrat de dépôt qui aurait conservé pour un tiers ces valeurs mobilières », assène l'avocat général avant de requérir ce mercredi la confiscation de l'ensemble des montres, y compris donc les 319 liées à Promobe Finance. Le parquet demande en outre la confirmation des peines prononcées en première instance. Les audiences reprennent mercredi avec les plaidoiries de la défense et notamment celle du ténor du barreau de Paris, Hervé Temime. Des avocats mandatés par Flavio Becca procèderont à la demande en restitution des montres. **pso**

Justice déraisonnable

Vendredi dernier le parquet a requis 18 mois de prison avec sursis contre l'ancien patron de Fidufrance, José Jumeaux, pour des soupçons d'escroqueries, d'abus de biens sociaux et de faux commis entre 1997 et 2006, à une époque que le président de la douzième chambre a qualifié de « Wild West » où les sociétés offshore permettaient à qui le souhaitait, en l'espèce des entrepreneurs français, de cacher ses sous au Grand-Duché (*d'Land*, 29.04.2022). Est notamment reproché au prévenu d'avoir bâti une vaste entreprise de domiciliation sauvage au mépris des lois. La confiscation des avoirs saisis, autour de trois millions d'euros, est aussi demandée par le substitut du procureur, lequel prend en compte le dépassement du délai raisonnable, « neuf ans d'inactivité qui ne se justifient pas » pour asseoir la clémence de la peine qu'il aurait envisagé autour de cinq ans de prison autrement. Le tribunal rendra son verdict le 22 juin. **pso**

Compagnie au sol

« Flylux nouvelle compagnie aérienne », a titré *Paperjam* mardi après avoir constaté la constitution de la société du même nom au registre du commerce. L'acte d'immatriculation renseigne d'un objet social visant « l'exploitation des aéronefs ainsi que tout engin ou équipement, avec ou sans équipage, pour transport public ou privé de passagers ou de marchandises avec départ depuis et vers toutes les destinations dans le monde ». Sur son site internet, Flylux Airlines dit posséder un Airbus A320 et un Airbus A321 et annonce la prestation d'un service Acmi pour Aircraft-Crew-Maintenance-Insurance, donc la mise à disposition d'une solution clé en main pour toute compagnie en manque d'aéronef.

Contactée, la direction de Luxair découvrait mardi la création de la société par le pilote et entrepreneur français Patrick Thierry. Interrogé par le *Land* sur les objectifs poursuivis par sa nouvelle société, l'intéressé n'a pas donné suite. Sollicitée, la direction de l'avion civile informe que la compagnie FlyLux Airlines ne dispose actuellement ni de licence d'exploitation ni de certificat de transporteur aérien (AOC : Air operator certificate). FlyLux Airlines « ne saurait actuellement fournir des services aériens à titre onéreux », nous informe une représentante de la DAC. **pso**

L'adieu du patriarche

Pierre Sorlut

Le cabinet Elvinger Hoss Prussen, l'avocature d'affaires locale et le centre financier luxembourgeois perdent un père fondateur avec la disparition d'André Elvinger

Remarquable discrétion André Elvinger est parti comme il a vécu : dans une relative discrétion, une discrétion inversement proportionnelle au poids qu'il pesait dans chacun des espaces qu'il occupait. D'un point de vue symbolique au moins. Une poignée de faire-parts parus dans le *Wort* cette semaine, ont informé du décès le 30 avril, à 93 ans, de l'ancien bâtonnier (1986-1987) et administrateur de sociétés, ainsi que de ses obsèques, « en toute intimité ». Les collaborateurs du cabinet Elvinger Hoss Prussen, qu'il a confondé en 1964, s'inclinent « avec émotion devant la mémoire de celui qui fut leur guide », lit-on. La disparition est passée inaperçue dans la presse nationale. André Elvinger aimait, lui, honorer le souvenir de ceux qui avaient compté pour lui, à commencer par son cousin Paul Elvinger, ancien avocat puis homme politique. Dans l'ouvrage qu'il lui a consacré en 2018, distribué dans le cercle professionnel et familial, ce fils du chef de la gare de Kayl (son lieu de naissance le 17 mars 1929) raconte celui qui l'a accueilli dans son cabinet après sa prestation de serment en 1953. André Elvinger avait poursuivi des études secondaires à l'Athéne puis de droit à Grenoble et à Paris. Après un stage auprès des Nations Unies à New York, André Elvinger a testé ses compétences en droit à l'étude de Paul Elvinger.

À cette époque, l'avocat était essentiellement un plaideur, écrit André Elvinger dans son ouvrage-hommage. Il se voyait comme le « successeur professionnel » de son « patron de stage exceptionnel ». Car celui-ci n'avait pas eu d'enfant avec son épouse Jeanne. Comme si la transmission d'une étude se faisait naturellement d'une génération à l'autre au sein de la même famille. « Paul n'hésitait pas à me donner des conseils d'ordre privé, vestimentaires par exemple, un domaine où j'étais resté un peu rustique », se souvient André. « Bien sûr, le cousin fut introduit chez tous les clients », narre-t-il encore au sujet du lien avec son tuteur de Walfer.

Probablement affecté par le conflit mondial et la déportation de son cousin, André Elvinger a vite compris les intérêts d'un rapprochement des nations par leurs intérêts économiques partagés et a, dans les années 1950, tenté l'expérience de la fonction publique internationale en tant qu'adjoint du chef du cabinet d'Albert Wehrer, membre de la Haute autorité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, ancêtre de l'UE. « Eng Plaaz am Schumans Plang, le nec plus ultra, avec une rémunération très supérieure, à cette époque, à celle des fonctionnaires luxembourgeois », se réjouissait-il. Grâce à une recommandation du cousin Paul, il avait pris ses fonctions dans les anciens locaux de la CFL sur la place de Metz. Pour quelques mois seulement. André Elvinger a été refroidi par la lourdeur administrative et le fait qu'il n'en était qu'un rouage quasiment insignifiant. Il est donc revenu à l'étude de son cousin.

Dynastie professionnelle Mais en 1959, Paul Elvinger a été élu à la Chambre, puis immédiatement nommé ministre de la Justice et des Affaires économiques, dans le gouvernement de Pierre Werner. Devenu patron de l'étude, André Elvinger a quitté son petit bureau du boulevard Joseph II pour s'installer rue des Bains, dans une maison appartenant à la belle-famille du constitutionnaliste Alex Bonn. En 1964, André Elvinger et Jean Hoss ont fondé le cabinet portant leurs noms. Yves Prussen, une génération en-dessous, les a rejoints en 1974. « It was the first partnership not to operate as a single family business which at the time was unique », lit-on aujourd'hui sur le site de l'étude. La direction de la firme assume moins l'aspect familial d'EHP que le père fondateur. Dans les cabinets américains et britanniques, on évite que les enfants des associés intègrent la firme pour ménager les susceptibilités des autres et préserver les apparences de méritocratie. Face au *Land*, André Elvinger réagissait vivement: « Si nous excluions nos enfants, ce serait une discrimination à rebours. La famille ce n'est quand même pas la peste ; *Dat ass dach keng Onéier* ! » (*d'Land*, 16.05.2014). Dans un échange mercredi, l'associé Pit Reckinger (époux de la *managing partner* Manou Hoss) relativise: « Les descendants des trois fondateurs et le fondateur en exercice ne représentent ensemble qu'environ vingt pour cent des associés. » Le cabinet en compte 45 pour 400 collaborateurs et est à ce titre le deuxième cabinet juridique du pays, derrière Arendt & Medernach. Mais chez EHP, on ne veut pas se diffuser l'idée que la gouvernance échappe aux instances de direction officielle via les canaux familiaux. Trois des cinq enfants d'André sont associés de l'étude: Marc, l'avocat philanthrope, Pierre, spécialiste du droit du travail, et Jacques, l'expert des fonds d'investissement.

Patrick Galbats

André Elvinger en 2014 à son cabinet place Winston Churchill à Luxembourg

Biographie d'un besogneux artisan du centre financier luxembourgeois et fondateur de l'un des principaux cabinets d'avocats d'affaires

Cabinet de la notabilité De ses relations privilégiées avec son cousin et mentor, André Elvinger a aussi compris l'intérêt du carnet d'adresses international. Avec son conseiller Alphonse Schwinnen, Paul Elvinger avait fait le tour des États-Unis et ramené dans ses cartons des entreprises américaines comme les chimistes Dupont de Nemours (à Contern) et Monsanto (à Echternach), ou encore Commercial Hydraulics (dorénavant Astron, à Diekirch). Plusieurs d'entre elles sont devenues clientes d'EHP. En 2016, l'ancien ministre des Finances et président de la BIL (ainsi que de l'éditeur du *Wort*), Luc Frieden (CSV) a rejoint la place Winston Churchill et sa tour Elvinger Hoss. Un autre chrétien-social est aussi associé, le député Léon Gloden. Et le cabinet fondé par un proche des libéraux a aussi accueilli dans ses rangs un député socialiste en la personne de Franz Fayot. Mais à l'étude, nous explique un collaborateur, on ne fait pas de politique. Il est plutôt question d'ancrage dans la notabilité locale. Et au fond, l'intérêt commercial réside précisément dans l'élargissement de la sphère d'influence.

Depuis la prestation de serment d'André Elvinger, le centre juridico-judiciaire a changé d'ère. Largement d'ailleurs sous son influence. Après son passage dans la fonction publique internationale, André Elvinger avait renoué avec son quotidien d'avocat plaideur, « heureux de retrouver le vieux Palais de justice, ses sales d'audience vétustes, la petite bibliothèque des avocats, enfumée par Ernest Arendt et Max Baden ». Mais dans les années 1960, André Elvinger a forcé la conversion de l'étude spécialisée, comme toutes, dans le contentieux en cabinet d'avocats d'affaires. André Elvinger figure parmi les *Artisans de l'industrie financière*, identifiés par Laurent Moyse, Claude Meiers et Michel Maquil en 2014. Parmi ceux qui ont érigé, brique par brique, le centre financier local, André Elvinger apparaît comme l'avocat besogneux, bricoleur et ingénieux, à l'origine de l'industrialisation des fonds de placement luxembourgeois. Il laissait d'ailleurs à un autre, l'avocat Bernard Delvaux, la paternité de l'astuce juridique contournant le principe selon lequel nul n'est tenu de rester dans une indivision, tout en préservant l'intégrité du fonds en tant que tel. Le premier fonds du genre au Luxembourg, Eurunion, remonte à 1959. André Elvinger n'a pas participé à sa création. Il a en revanche envoyé sur orbite les suivants dès 1960, racontent les auteurs des *Artisans de la place financière*. André Elvinger a piloté la création de l'US Trust Investment Fund, « le premier fonds à utiliser la structure d'une société anonyme ».

Centre de fonds L'avocat avait bricolé un montage avec une filiale de la société anonyme qui rachetait les actions des souscripteurs sur le départ. Les promoteurs américains voulaient essentiellement investir en actions US mais souhaitaient éviter que l'Oncle Sam ne taxe les avoirs. L'avantage majeur du Luxembourg était la faible imposition sur les fonds. Seule existait une taxe d'abonnement de 0,6 pour cent, une pratique copiée sur la taxation des holdings. André Elvinger a donc opéré un bricolage avec les primes d'émission pour contourner l'impossibilité de toucher au capital et aux réserves. « La question était de savoir si une telle structure (…) ne pouvait pas être considérée comme un abus de droit », témoignait André Elvinger. L'idée a été soumise au régulateur, le commissaire au contrôle des banques, Albert Dondelinger. « Il l'a approuvée. » L'industrie des fonds et le sentiment de sécurité juridique associée ont grandi sur le terreau fertile d'une juridiction aux chemins courts et des astuces d'un pragmatisme paysan, une base légale trouvée dans le code civil sur la liberté contractuelle et sur les contrats de dépôt et de mandat. « Nous avons réussi à convaincre les Japonais qui dirigeaient alors les grandes institutions financières Nommera, Daiwa ou Nikko », explique André Elvinger auprès de Laurent Moyse & co. Après l'effondrement en 1970 des fonds pourris d'Investors Overseas Services commercialisés (pour une partie significative) depuis le Grand-Duché, un groupe de travail dirigé par le directeur de l'Institut monétaire luxembourgeois (en charge de la supervision du marché financier) Jean-Nicolas Schaus avait réuni les avocats André Elvinger, Jacques Loesch et Ernest Arendt pour rédiger « à la hâte » un arrêté grand-ducal pour encadrer la liquidation des fonds. Il a précédé la loi de 1983 et s'inspirait déjà de la proposition de directive OPCVM (organisme de placement collectif en valeurs mobilières) de 1972. Quand le Conseil européen l'a finalement adoptée en 1985, le texte a été immédiatement transposé et le pays confirmait son avantage compétitif pour distribuer ces produits financiers sur le Vieux Continent.

André Elvinger souligne la bonne coopération avec le régulateur, avec le gouvernement et avec les banquiers. « Cela s'est fait sans génie mais grâce à la volonté de personnes qui montraient de l'intérêt et travaillaient beaucoup », explique-t-il lors d'entretiens avec les auteurs des *Artisans de la place financière*. Notons au passage qu'André Elvinger trouvait naturel que la proposition législative émane des praticiens, lesquels avaient, selon l'avocat, toute légitimité pour rédiger le projet de loi. Le législateur assume, lui, la responsabilité du texte en le votant, quitte à l'amender au préalable. « Je me permets de penser, au terme d'une longue expérience, qu'en tout cas là où l'innovation joue un rôle essentiel sur le plan juridique, les avocats sont bien placés à ce stade de 'la plume', souvent mieux que les services du régulateur. (*d'Land*, 11.08.2017) » Avec un peu de recul, Laurent Moyse explique qu'André Elvinger a posé les fondations « de quelque chose de colossal sans nécessairement s'en rendre compte » sur le moment. EHP a évidemment profité de l'élan. En 2021 selon la rapport *Monterey Insight*, le cabinet a conseillé 4 000 fonds d'investissement représentant ensemble, avec 2 000 milliards de dollars, 35 pour cent de la valeur des actifs logés dans des véhicules luxembourgeois.

Avec la financiarisation de l'économie nationale et pour encadrer les transactions internationales était née « une nouvelle race d'avocats » et le bâtonnier André Elvinger a, en 1987, soumis au ministre de la Justice une révision du cadre légal de la profession pour installer sur un pied d'égalité les avocats conseillers juridiques des groupes internationaux. Pour autant, l'avocat qui a servi l'optimisation fiscale des multinationales s'est impliqué dans le développement des champions nationaux. André Elvinger a participé à la création en 1992 de BIL participations (qui deviendra Luxempart), un fonds investissant dans les champions nationaux tels que SES ou RTL.

Luxemburgensia André Elvinger a souvent pris la plume pour partager son opinion sur des faits de société. Dans le *Land* en 1997, en sa qualité de président de l'association Les amis des musées d'art et d'histoire, il a par exemple réagi à une critique de son confrère Alex Bonn qui s'inquiétait du non-recours au référendum pour la construction du Musée d'art moderne Grand-Duc Jean.« Il faut certes craindre que les amis des musées seront toujours plus rares que les amateurs du football, de la pêche sportive ou des salons automobiles, voire des grands ténors dans les stades. Sans doute ceux qui resteront devant leur télévision seront-ils plus nombreux que ceux qui prendront le chemin des Trois Glands », prévoyait André Elvinger (*d'Land*, 23 mai 1997). Mais c'est au sein de l'institut Grand-Ducal que l'avocat a assumé un certain statut d'intellectuel. Ancien président de sa section des sciences politiques et morales (2004-2014), il en reste le principal contributeur avec 18 articles. Outre le tiers de nécrologies produites ces dernières années par ce témoin des temps, figurent des analyses juridico-financières. « André prenait particulièrement plaisir à accepter les défis auxquels il pouvait mesurer son intellect hors du commun pour innover sans cesse et trouver solution aux problèmes les plus complexes. Il était empreint d'un profond humanisme et d'une grande générosité surtout à l'égard de toutes celles et de tous ceux qu'il a formés et guidés. Il avait – malgré des opinions personnelles fortes – un indéfectible respect pour la liberté individuelle de chacun », partage aujourd'hui Pit Reckinger (qui accèdera au deuxième semestre à la fonction de bâtonnier). André Elvinger a se déplaçait au cabinet il y a encore quelques mois. Il figurait encore en début de semaine sur le registre du Barreau. « C'est le genre à vouloir mourir sur scène », confie un proche. ●

Les assureurs en deuxième ligne

Georges Canto

Conséquences indirectes du conflit en Ukraine. Les assurances dédommagent les entreprises au titre des créances irrecouvrables pour cause de guerre, en raison de la défaillance de leurs clients

Dès le début mars, peu de temps après le début du conflit en Ukraine, Kroll Bond Rating Agency (KBRA) prévenait que la guerre allait avoir des « conséquences négatives importantes » sur les assureurs et les réassureurs du monde entier. Au même moment une autre société américaine, Verisk Analytics, évoquait des pertes supérieures à vingt milliards de dollars pour le secteur, une estimation jugée très modeste aujourd'hui, mais qui faisait déjà de cette guerre le plus gros sinistre de l'histoire de l'assurance. Pour le grand public, ces chiffres traduisent l'ampleur des terribles destructions subies par l'Ukraine, telles qu'elles s'étalent sur nos écrans et dans nos journaux. Mais, en réalité, l'indemnisation des dégâts aux biens n'aura qu'un impact limité sur le secteur de l'assurance. La plupart des pertes attendues auront d'autres origines.

La raison majeure de cette situation est que les contrats d'assurance-dommages souscrits par les particuliers et par les entreprises ne couvrent pas les sinistres liés à des guerres. Ces « exclusions de garanties » sont légales et communes à tous les assureurs, car elles découlent de l'essence même de l'activité d'assurance, fondée sur le principe de la mutualisation des risques : les cotisations payées par les agents économiques présentant statistiquement un risque faible ou nul (les plus nombreux) doivent permettre de couvrir les sommes versées à ceux chez lesquels le risque est survenu. Si à un moment donné l'ensemble des agents est confronté au même risque à un niveau élevé, le principe ne peut plus fonctionner. Les guerres ne sont pas les seules concernées : on l'a vu au coeur de la crise sanitaire en 2020 quand plusieurs assureurs ont utilisé l'argument du « risque généralisé » pour refuser de rembourser les pertes d'exploitation subies par des entreprises de l'hôtellerie et de la restauration.

Pour compenser ces exclusions, il existe des contrats spécifiques couvrant les risques politiques au sens large. Dans le cas de la guerre en Ukraine, il est difficile de savoir combien d'entreprises, locales ou étrangères, en ont souscrits et pour quels montants, d'autant plus que depuis l'invasion de la Crimée en 2014 les assureurs ont été très réticents à en proposer dans cette région du globe. Pour ces raisons il semblerait que l'exposition directe des assureurs et des réassureurs aux pays en guerre soit assez modeste, en montant et en pourcentage de leur activité : moins de deux pour cent des décaissements en assurance-dommages « classique ». En revanche les indemnisations relatives à d'autres risques pourraient se révéler plus importantes, dans le domaine du transport aérien, l'assurance-crédit et les cyberattaques.

Les assureurs vont être mis à contribution pour dédommager les entreprises au titre des créances irrecouvrables pour cause de guerre, en raison de la défaillance de leurs clients. Il faut y ajouter les manques à gagner liés aux arrêts d'exploitation consécutifs à la désorganisation des économies ukrainienne et russe, et dans ce dernier cas à l'application des sanctions. Les défauts de paiement sont potentiellement énormes, mais pour les assureurs l'incidence pourrait être réduite car, si les entreprises qui travaillent avec la Russie ont généralement pris une « assurance-crédit » elles doivent aussi avoir souscrit, pour être remboursées, la garantie risque de guerre. Or seule une minorité l'a fait. Et même pour celles qui sont dûment assurées, l'indemnisation des pertes liées au conflit pourrait n'être que partielle : en effet, sous peine de lourdes amendes, les assureurs ne pourront pas couvrir les impayés sur les transactions visées par des sanctions occidentales.

Alexey Kudenko-Sputnik via AFP

Un dépôt d'essence en flammes mercredi dans la région de Donetsk en Ukraine

Sous peine de lourdes amendes, les assureurs ne pourront pas couvrir les impayés sur les transactions visées par des sanctions occidentales

Le cyber-risque est d'une tout autre ampleur, et sa prise en compte provoque « prudence et nervosité » chez les professionnels. Avant même le conflit, les compagnies d'assurance étaient très frileuses pour couvrir ce risque dont les contours et l'origine sont difficiles à appréhender et qui occasionne des dégâts considérables (interruptions d'activité et fuites de données). De fait la cyber-assurance représente moins de cinq pour cent du GWP (pour *Gross written premium*, ou primes brutes directes) de la plupart des assureurs et la plus grande partie du risque est cédé à des réassureurs capables de supporter d'importantes pertes.Compte tenu du « savoir-faire » de la Russie dans ce domaine, son implication dans un conflit armé a laissé craindre la multiplication d'attaques contre les entreprises et les administrations étrangères, très largement au-delà du théâtre d'opérations, même si à ce jour les cas rapportés sont peu nombreux.

Mais les choses peuvent changer d'une minute à l'autre, et comme l'origine « guerrière » d'une cyber-attaque est toujours difficile à établir, les assureurs craignent de ne pas pouvoir faire jouer les clauses d'exclusion pour cause de guerre, les obligeant de la sorte à verser des sommes énormes aux entreprises victimes. Certains ont déjà stoppé la souscription d'affaires nouvelles en cyber-risque et sont réticents au renouvellement de contrats existants en particulier pour les secteurs très exposés comme les institutions financières et les télécommunications. Pour ne rien arranger, les sanctions et leurs conséquences auront inévitablement une incidence sur les comptes des assureurs et réassureurs. Quatre compagnies d'assurance russes sont inscrites sur la liste des personnes morales soumises aux sanctions financières des États-Unis ou de l'UE. Quant aux compagnies européennes, un règlement du 25 février leur interdit d'assurer des activités russes dans le secteur du transport, de la finance, de l'énergie, de l'aéronautique et de l'espace.

Plusieurs grands acteurs occidentaux ont annoncé l'arrêt temporaire de leurs activités voire leur retrait. **Les réassureurs Swiss Re, Hannover Re et Scor ont** stoppé la souscription d'affaires nouvelles et renoncé au renouvellement des contrats existants avec des clients russes et biélorusses. Generali a fermé son bureau de Moscou et mis un terme aux opérations de sa filiale Europ Assistance sur le territoire russe. Au manque à gagner s'ajoute la dépréciation des participations détenues dans des compagnies locales (Ingosstrakh pour Generali, Reso-Garantia pour Axa). Selon une étude publiée en Allemagne, Allianz serait la compagnie la plus touchée mais elle n'a pas communiqué précisément son exposition, ni statué sur l'avenir de ses filiales.

Selon un document publié le 17 mars par l'agence de notation Fitch Ratings, la volatilité des marchés financiers impacterait davantage les assureurs et réassureurs européens que les sinistres touchant les biens et les activités en Russie et en Ukraine. Elle pourrait affecter leurs ratios de capital et leurs notations en cas de baisse trop marquée des cours, bien que la plupart d'entre eux disposent de fonds propres solides. De plus, le conflit se traduit par une forte augmentation du taux d'inflation, exerçant des pressions sur la rentabilité, en raison de la hausse des coûts d'indemnisation des sinistres d'assurance-dommages (réparations des biens et des véhicules). Quant à la hausse des taux d'intérêt, déjà bien entamée, elle affectera forcément l'activité-vie, alors que cette branche de l'assurance n'a pas de rapport direct avec le conflit en cours. ●

Avions immobilisés

Selon Fitch Ratings, les assureurs et réassureurs s'attendent à de fortes demandes d'indemnisation au titre des quelque 500 avions immobilisés en Russie comme représailles aux sanctions. En général les propriétaires disposent d'assurances couvrant les risques de guerre aérienne, de blocage ou d'expropriation, un grand nombre étant souscrites auprès de Lloyd's à Londres. Trente à quarante pour cent des contrats sont réassurés. Fitch considère que le demandes se situeront entre cinq et siw milliards de dollars, soit quarante à cinquante pour cent de la valeur résiduelle des avions, dans un scénario réaliste. Toutefois, l'agence pense que le montant total pourrait atteindre dix milliards, en raison des litiges juridiques sur la couverture qui s'appliquera (le sort final des aéronefs étant encore indéterminé). Il s'agirait alors du plus gros sinistre annuel de l'histoire de l'assurance-aviation. À noter que dans le secteur maritime, PCS-Verisk retenait en mars une hypothèse de travail de cinq milliards de pertes à indemniser, en raison de la variété des sinistres potentiels, allant des naufrages aux destructions des ports en passant par la détérioration des cargaisons. gc

Risques politiques

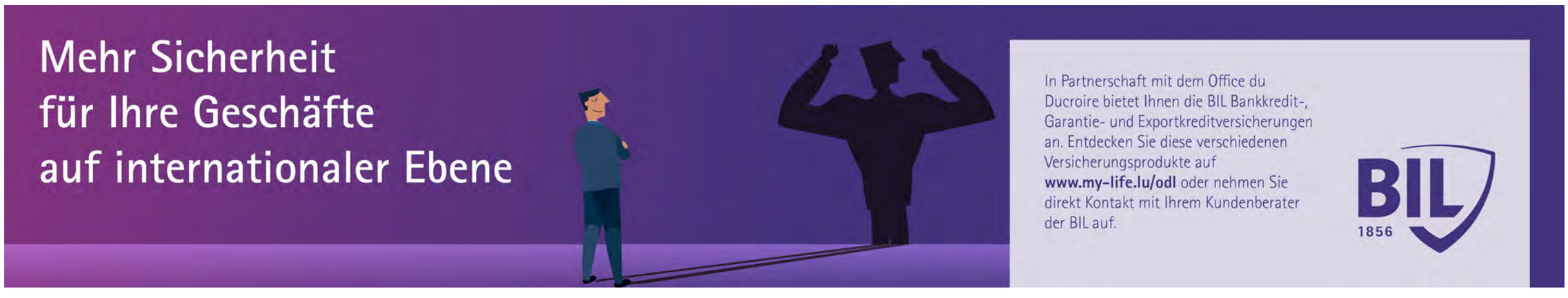
Selon l'assureur américain Marsh & McLennan, une police d'assurance risques politiques (PRI) sert à indemniser les investisseurs institutionnels, les entreprises ou les institutions financières contre les actions gouvernementales qui leur portent préjudice. Elle permet de sécuriser le financement d'investissements (notamment le pétrole, le gaz, l'industrie minière et les infrastructures), les opérations commerciales et les transactions financières.

Elle peut notamment couvrir des risques tels que :

– la violence politique : conflits armés, guerres civiles, coups d'État, insurrections, révolutions, sabotage, grèves, émeutes, terrorisme qui causent des dommages matériels, l'abandon d'actifs ou d'opérations et la perte de revenus.

– l'expropriation d'actifs par le gouvernement et les obstacles visant à empêcher la reprise de possession d'actifs par un créancier.

– les restrictions à la conversion de fonds locaux en devises fortes, ou le transfert de fonds à l'étranger, dans le cadre du paiement de dividendes, d'intérêts ou d'autres flux de trésorerie. gc



Krieg und Unschuld

Victor Weitzel

Essay über die sozio-politische Atmosphäre in Luxemburg in Zeiten des Ukrainekriegs

Am 14. März 2022, 18 Tage nach dem russischen Überfall auf die Ukraine, veröffentlichte die Beamtenkorporation CGFP, im Vorfeld der von der Regierung „einberufenen Tripartite zur Preisentwicklung im Energiebereich", ein Kommuniqué. Es enthielt einen Satz, der eine eingehende Analyse verdient: „Es kann nicht angehen, dass die privaten Haushalte für die Kosten eines Krieges und einer Pandemie aufkommen müssen, die sie selbst nicht zu verantworten haben." Damit drückte die Innung der staatlich und parastaatlich besoldeten Mittelschichten Luxemburgs ihre brennende Sorge um die Erhaltung des relativ hohen Lebensniveaus ihrer Klientel aus, die sich aus den in Luxemburg sozial und arbeitsrechtlich am besten abgesicherten Arbeitnehmern zusammensetzt. Denn zur Immobilienpreisexplosion und den Lieferengpässen während der Pandemie kam nun eine spürbare Steigerung der Lebensmittel- und Energiepreise.

Angst bereitete der CGFP aber vor allem Premierminister Bettels durchaus vernünftig klingende Erklärung, dass der Frieden und die Verteidigung unserer Werte einen Preis hätten, den wir alle bereit sein müssten zu zahlen. Gerade ein solches kollektives Opfer wollte die CGFP verhindern. Damit gab die Beamtenkorporation sich der Illusion hin, die Bewohner Luxemburgs, und besonders die Luxemburger, könnten die große geopolitische und wirtschaftliche Krise, die sich gerade anbahnt, unangetastet und kostenneutral unter dem Zeichen der weltlichen Schutzmantelmadonna Staat durchstehen. Am Ende aber akzeptierten CGFP ebenso wie der LCGB und die Arbeitgeberverbände eine Einigung, die drei Maßnahmenpakete umfasste: für die Betriebe, für die Kaufkraft, sowie wohnungspolitische Maßnahmen.

Der OGBL lehnte es hingegen ab, die Einigung zu unterzeichnen. Denn diese sah vor, dass nach der Indexanpassung von April 2022 die schon für August 2022 vorgesehene Indexanpassung an eine weitere Inflationsrate von 2,5% auf April 2023 vertagt werde. Jede eventuell zusätzlich für 2023 anfallende Anpassung soll bis 2024 ausgesetzt, jedoch durch neue Kompensationsmaßnahmen abgefedert werden. Für die OGBL-Vorsitzende Nora Back ist die Vereinbarung „nichts anderes als eine Index-Manipulation". Aber anstatt sich vor allem für die Klein- und Mittelverdiener einzusetzen, die den Großteil ihrer Mitgliedschaft ausmachen, manövrierte sie sich mit unseligen Patzern in die Rolle einer verbissenen Verteidigerin der integralen Indexanpassung auch für hohe Jahreslöhne ins Abseits.

Dabei teilte der OGBL mit der CGFP die Illusion, alle Lohnempfänger könnten unangetastet durch Krise und Krieg kommen. So meinte Nora Back im *Land:* „Wir werden jedenfalls keinen tiefgreifenden Einschnitt in unser Indexsystem dulden, auch nicht unter dem Vorwand, dass in Europa Krieg herrscht." Erst ex post erwähnte der OGBL andere, sozial gerechtere und für ihre Mitglieder einträglichere Lösungsansätze, wie die Anpassung der Steuertabelle an die Inflation und die Abflachung des Mittelstandsbuckels, die Besteuerung gewisser Betriebe und der hohen Einkommen. Sie forderte ebenfalls nicht gerade EU-konforme oder klimafreundliche Maßnahmen wie die Heruntersetzung der Mehrwertsteuer und Akzisen. Besonders aber vor einkommenssteuerlichen Veränderungen wollte sich nicht nur die DP wie der Teufel vor dem Weihwasser schützen. Bettel nutzte den Umstand, dass weder die LSAP noch Déi Gréng aus dem Schatten seiner DP treten können, voll aus und setzte sich so mit seiner Blockade und seinen Vorstellungen durch. Die Zeiten des Brückenbauers sind vorbei. Mittelfristig ist die soziale Front in Luxemburg alles anders als befriedet, obschon Bettel zum Schluss die Chuzpe hatte, zu erklären, sich damit selbst zurücknehmend, niemand werde nach der Einigung etwas verlieren.

Dabei steht das Land erst am Anfang einer geopolitisch gefährlichen Periode, während der die Verteidigung von Demokratie, Rechtsstaat und Grundrechten, aber auch die Bewältigung der Klimakrise, einen hohen und unabsehbaren, unter Umständen nicht nur materiellen Preis von den Gesellschaften der EU- und NATO-Staaten verlangen wird. Politisch ist diese Periode nur durchzustehen, wenn diese Last gesellschaftlich gerecht verteilt wird. In einem solchen Krisenmoment rückt die einigende, hoheitliche und umverteilende Rolle des Staats in den Vordergrund. Weiter eine Steuerreform anzusprechen, die diesem historischen Moment angemessen ist, ist also alles andere als abstrus.

Putin konnte ohne Risiko mit Bettel Katz und Maus spielen und ihn als Nachrichtenüberbringer ausnutzen, was dieser auch gefällig tat

Anstatt reinen Wein einzuschenken und sich darauf zu besinnen, dass in existenziellen Krisenzeiten nichts und niemand –auch nicht die HNWI, auch nicht andere hohe und von Steuern befreite Einkommen – von einer Steuererhöhung ausgenommen werden können, hat die Regierung auf ein „weiter so" gesetzt. Das ist zugleich zynisch und gefährlich, denn sollte die Krise einen humanen Preis fordern, werden die Menschen mit kleinem und mittlerem Einkommen wie in jedem Konflikt in der ersten Reihe stehen. Aber da die augenblickliche Krise von allen Beteiligten offenkundig noch nicht als existenziell angesehen wird – auch für den grundsätzlich pazifistischen OGBL ist dieser widerliche Krieg ja zuerst nur ein Vorwand für Sozialabbau – zogen Regierung und Sozialpartner es vor, leichtsinnig und sorglos in die schon verplanten Sommerferien zu taumeln.

Spuren des Kriegs

Dabei hat der Ukrainekrieg, der schon in der jetzigen Phase ein europäischer Krieg geworden ist, längst tiefe Spuren in der Luxemburger Gesellschaft, Politik und Wirtschaft hinterlassen. Tausende Flüchtlinge sind in Luxemburg angekommen, denen hunderte Haupt- und Ehrenamtliche zur Seite stehen. Solidaritätsdemonstrationen haben stattgefunden. Die ukrainische Flagge weht vor vielen öffentlichen Gebäuden. Verteidigungsminister François Bausch (Déi Gréng) hat rasch Waffen und kriegstaugliches Material aus eigenen Armeebeständen in die Ukraine liefern lassen. Luxemburg hat sich immer wieder den europäischen und internationalen wirtschaftlichen Sanktionen angeschlossen, und sie nach einem längeren Anlauf unter der erst kurz zuvor frisch vereidigten neuen Finanzministerin Yuriko Backes (DP) auch durchgezogen. Jachten von russischen Oligarchen, die unter die Sanktionen fallen, dürfen nicht mehr unter Luxemburger Flagge fahren. Flugzeuge und Helikopter sitzen fest, weil ihnen ihre luxemburgische Lizenz entzogen wurde. Mehrere Milliarden Euro von Oligarchen wurden eingefroren. Die IT-Branche hat sich auf die Abwehr von Cyberattacken eingestellt. Wirtschaftsminister Franz Fayot (LSAP) strengte zudem grundsätzlichere Überlegungen an über die Kriterien, die Luxemburg künftig bei der Auswahl von wichtigen Handelspartnern beachten sollte. Die früheren Wirtschaftsminister Jeannot Krecké und Etienne Schneider mussten unter dem Druck der Öffentlichkeit und der LSAP, für die sie ihre Ministerämter bekleidet hatten, ihre Posten in Verwaltungsräten von russischen Firmen abgeben, auch wenn sie sich bislang nicht zu einer glaubwürdigen Distanzierung von Putins Aggressionskrieg haben durchringen können. Umfragen zeigen, dass breite Teile der Bevölkerung seelisch unter dem Krieg leiden.

Auch im Kulturbereich hat der Krieg seine Spuren hinterlassen. Russische Filme wurden beim LuxFilmFest zurückgezogen, was sehr umstritten war. Genauso umstritten waren die von beherzten Bürgern rückgängig gemachte schildbürgerliche Verhüllung der Büste von Juri Gagarin im Mondorfer Kurpark, die Escher Stornierung der Errichtung eines Denkmals für im Zweiten Weltkrieg in Luxemburg ums Leben gekommene sowjetische Kriegsgefangene (also so gut Russen wie Ukrainer) oder hysterische Aufrufe zum generellen Boykott russischer Kulturschaffender. Doch trotz vieler Russlandkritik hat die Russophobie nicht überhandgenommen, wohl auch, weil

Der Premierminister Xavier Bettel (DP)

Verteidigungsminister François Bausch (Déi Gréng)

Sven Becker

Training in der Kaserne auf dem Häerebierg

sich mehrere Persönlichkeiten aus der russischen Diaspora in Luxemburg offen gegen den Krieg aussprachen oder sich diskreter auf die Seite der Ukrainer stellten.

Blamagen

Fremdschämen lösten Bettels und Asselborns Auftritte auf der internationalen diplomatischen Bühne aus. Da gab es zuerst die floskelhaften, mit frommen Wünschen gespickten und ziellosen Gespräche von Premierminister Bettel am 14. und 19. März, zuerst mit Putin, und dann auf dessen Wunsch, mit Selenskij. Bettel teilte sie stolz und selbstverliebt in den sozialen Medien mit, anstatt sich darauf zu besinnen, dass er im besten Fall nur ein politisches (und im schlimmsten Fall ein ausgenutztes) Leichtgewicht im Kraftfeld des Ukrainekriegs sein könnte. Die Sache erschien umso surrealistischer, als anderthalb Wochen zuvor Jean Asselborn, immerhin dienstältester Außenminister der EU, sich auf dem internationalen Parkett blamiert hatte. In einem Radio-Interview hatte er die physische Eliminierung Putins als Ausgang aus der Krise herbeiwünscht. Als es von überall an Kritik hagelte, entschuldigte sich Asselborn damit, seine Emotionen seien mit ihm durchgegangen. So war Putin ein paar Tage später im Vorteil, als er mit dem Luxemburger Regierungschef sprach, denn Bettel war wegen Asselborns Patzer in der Bringschuld. Putin konnte ohne Risiko mit „everybodys darling" Katz und Maus spielen und ihn als Nachrichtenüberbringer ausnutzen, was dieser auch gefällig tat. Es ist nicht nur so, dass mit diesen Vorfällen Luxemburgs Außenpolitik „zunehmend zur Farce" wurde, wie es Christoph Bumb in einer vielbeachteten Analyse auf *Reporter.lu* feststellte, sondern auch wiederum offenbar wurde, in welch schwachen Händen die hoheitlichen Kompetenzen Luxemburgs liegen.

Obwohl Bettel mit Putin sehr gesprächig war, hat er sich bis jetzt noch immer nicht ausgiebig vor seinen Bürgern zu dem geäußert, was im Ukrainekrieg für Luxemburg auf dem Spiel steht, und welche Politik er hier führen soll oder will. Der Außenminister zeigt sich dagegen weniger wortkarg, aber er hat vor allem immer wieder zum Ausdruck gebracht, wie sehr ihn der Lauf der Geschichte überrumpelt hat, um dann über die Ohnmacht der Diplomatie und die aufkommenden Gefahren und Gewalttätigkeiten zu klagen, die der Krieg mit sich bringen würde. Für den Rest hat er nicht mehr zu verlautbaren gewusst, als das, was schon allgemein aus den Medien bekannt ist. Als Vertreter einer kleinen Nation, deren Bürger sich mehrheitlich als am Lauf der Geschichte unschuldig und zu verschonend betrachten, ließ Asselborn zwar einen russischen Diplomaten ausweisen, äußerte aber im selben Atemzug die Hoffnung, die Russen würden von einer ähnlichen Gegenmaßnahme absehen. Die Luxemburger Botschaft in Moskau zähle ja nur drei Diplomaten und könne sonst nicht mehr richtig funktionieren. Der Außenminister tritt seit Beginn der Krise als Zuschauer und Kommentator auf, nicht aber als mandatierter Vertreter von hoheitlichen Befugnissen eines kleinen aber reichen Staates mit starkem Hebelpotenzial.

Auch in seiner Funktion als Immigrationsminister, und damit zuständig für praktische Probleme bei die Erstaufnahme der Kriegsflüchtlinge, schien Asselborn wiederholt überfordert. Der Nestor der Außenminister, der sich nie zu schade ist, das Weltgeschehen zu überfliegen, ist plump wie ein Albatros auf dem Deck der Praxis gelandet. Die nicht gerade astronomisch hohe Zahl von 18 Flüchtlingsunterkünften im Großherzogtum kommentierte er so: „Mir sinn zimmlech domadder geplot". Also nicht „mit ihnen", sondern „damit", rutschte es ihm in einem Interview raus zu den 5 000 Ukrainern, die Mitte April in Luxemburg vermutet wurden, so als sei er nicht der Minister, sondern ein gestresster Bürgermeister, und der Staat Luxemburg eine Gemeinde.

Stratege

Professioneller ging hingegen Verteidigungsminister Bausch vor. Er hatte schon vor dem Krieg eine Politik der Personalaufstockung und der Beschaffung von neuem Material für die kleine Luxemburger Armee eingeleitet. Ende März thematisierte er während einer Pressekonferenz sachlich, dass Luxemburg unmöglich zwei Prozent seines BIP in die Verteidigung investieren könne, wie es die NATO verlangt, weil es für die Absorbierung von jährlich fast 1,7 Milliarden Euro in der Armee nicht die notwendigen Voraussetzungen gibt. Er zeichnete nach, wie das Budget für Armee und Verteidigung sich in zehn Jahren fast verdoppelt hat, und dokumentierte die Beteiligung Luxemburgs an UNO-, EU- und NATO-Missionen in den drei baltischen Ländern und in Afrika. Dabei hat sich die Luxemburger Armee auftragstechnisch dermaßen diversifiziert, dass es zunehmend schwierig wird, in allen Tätigkeitsbereichen eine gleichbleibende Qualität zu garantieren.

Gebärdet Luxemburg sich als Zwergstaat, indem es sich raushält, delegiert, nur mit dem Scheckbuch wedelt, seine angeborene Unschuld beteuernd, könnten die Karten neu gemischt und seine Staatlichkeit neu gezeichnet werden

Würde Luxemburg wirklich zwei Prozent seines BIP in die Verteidigung stecken, so Bausch, könnte es alle drei Jahre das F-35-Beschafffungsprogramm der belgischen Luftwaffe finanzieren. Damit wollte er die Sache keinesfalls ad absurdum führen. Sondern er sprach eine Schwierigkeit an, mit der auch alle Heere der Nachbarstaaten zu kämpfen haben, nämlich die, ihr Budget auszugeben, genug qualifiziertes Personal zu rekrutieren, sowie das adäquate Material zu beschaffen, damit es koordiniert und interoperabel in der NATO eingesetzt werden kann. Würde Luxemburg sich etwa am belgischen Luftwaffenprogramm beteiligen, wie es es mit dem A400M getan hat, müsste es dazu auch die menschlichen Ressourcen mitliefern. Dazu bräuchte es aber über die Frage hinaus, wo hunderte solcher Piloten, Mechaniker und Logistiker hernehmen, eine Verwaltung, die das organisieren könnte. Zum Vergleich: Frankeich hat 10 000 Spezialisten eingestellt, um ein Budget von 41 Milliarden Euro zu verwalten, Deutschland 9 500 bei einem Etat von 51 Milliarden. Umgerechnet auf Luxemburg wären das zwischen 320 und 420 Experten aller Waffengattungen, Wirtschaftsfachleute, Planer, Techniker, Juristen und Ausschreibungsexperten, um ein Verteidigungsetat von 1,7 Milliarden verwalten zu können. Das wären fast mehr als die Hälfte der Soldaten im Dienst. Luxemburg verfügt aber zurzeit nur über rund zwanzig derartige Fachleute.

Bausch hat im Gegensatz zu Bettel und Asselborn die Fragen zum Militär ernst genommen, die sich aus der öffentlichen Diskussion über die Verteidigung in Europa und im Land ergaben. Er hat so weit wie möglich sachlich informiert, ohne seine persönliche Befindlichkeit oder Gemütsverfassung in den Vordergrund zu stellen. Damit hat er direkt nichts geändert an der konkreten fragilen Situation der kleinen Luxemburger Armee. Denn die nimmt nicht nur militärisch breitgestreute Missionen wahr, sondern zusehends auch zivile Aufträge, so im Rahmen der Covid-Pandemie, der Schweinepest, bei Naturkatastrophen oder neulich beim Aufbauen und Rückbauen von provisorischen Aufnahmestrukturen für Kriegsflüchtlinge. Diese allgemein geschätzten Einsätze zählen aber nicht unmittelbar zu den Kernaufgaben der Armee, so dass diese wiederum wegen fehlender Zeit für Übungen nicht mehr so gut ausgeführt werden können. Aber indem Bausch die hoheitliche Funktion der Verteidigung ernsthaft im neuen geopolitischen Kontext bespricht, verändert er die Atmosphäre, in der die Problematik der als notwendiges Übel stiefkindlich behandelten Armee politisch angegangen wird. Er spricht über sie in einer Sprache, die den Bürger für voll nimmt und zumindest das Potenzial hat, von diesem ebenfalls seriös besprochen zu werden. Schließlich stellt sich die Frage der Verteidigung jetzt neu in einer kontinental schwierigen geschichtlichen Lage, aus der Luxemburg sich nicht mehr mit dem Scheckbuch freikaufen kann.

Verwirrungen

Mehr als zwei Monate nach Beginn des Ukrainekrieges und der ersten Verblüfftheit über die Brutalität des russischen Angriffs, und trotz der Entrüstung über die Verbrechen von Putins Armee gegen die Zivilbevölkerung, sind die Demonstrationen zur Unterstützung von Kiew abgeflaut. Die Hilfe für die Flüchtlinge ist zum täglichen Kopfzerbrechen für unzählige Haupt- und Ehrenamtliche geworden. Nach Ostern sind die ersten ukrainischen Kinder und Jugendlichen eingeschult worden. Die Inflation zieht weiter ihre Kreise und beunruhigt das lokale Unternehmertum. Der Regierungschef hat seit Anfang April in den sozialen Medien nichts mehr zur Ukraine gesagt, als habe er auf Bauschs Mahnung bei *Reporter.lu* gehört, dass „der Hang zur Selbstdarstellung in den sozialen Medien die Lage nicht unbedingt verbessert". Die Regierung hält sich genauso bedeckt wie ihr Premier. Der OGBL hat am Ostermontag einmal mehr durch seine Beteiligung an einer Friedensdemonstration, in der sich KPL, trittbrettfahrende Pro-Palästinenser vom CPJPO, Schwurbler und NATO-Austrittsbefürworter tummelten, gezeigt, dass er, wie schon in der Pandemie, die Zeichen der Zeit nicht verstanden hat. Er denunzierte eine „Kriegshysterie", womit er polemisch so gut die Angst vor dem Krieg meinte wie die Überlegungen vieler, wie man am besten der angegriffenen Ukraine zur Seite stehen und ebenfalls wehrhaft für die eigenen Werte einstehen könnte.

Auf der anderen Seite gibt es maßgebliche Journalisten, die täglich fast ungefiltert die verständlichen Forderungen Kiews, Polens oder der baltischen Staaten nach Gasembargo oder Lieferungen von schweren Waffen übernehmen, ohne zu prüfen, welche Folgen diese Forderungen für die Bevölkerungen Luxemburgs, seiner Nachbarstaaten und der gesamten EU, die weder auf Produktionsstopps noch einen Krieg vorbereitet sind, haben könnten. Einigen europäischen Regierungen, besonders der deutschen, werfen sie Unentschiedenheit oder sogar Feigheit vor. Dabei suchen diese Regierungen nach Mitteln und Wegen, der Ukraine schwere Waffen zu liefern, ohne dass ihre eigene Bevölkerung oder ihr Land einen unverhältnismäßigen Schaden nehmen.

Die Ostpolitik wird jetzt systematisch als gescheitert erklärt. Dass der Wandel durch Handel und Annäherung jetzt nicht mehr funktioniert, kann allerdings nicht die historische Erfahrung von über 70 Jahre Frieden in Westeuropa rückgängig machen, die sich die deutsche, aber auch die anderen westeuropäischen Diplomatien durch Verhandlungen und auch durch Geldflüsse in die russischen Staatskassen erkauft haben, ja erkauft, als ob dies in internationalen Beziehungen zwischen Staaten etwas Unehrenhaftes wäre. Und dies bei gleichzeitiger nur selten unterbrochener schweigender Duldung durch die westlichen Regierungen und Bevölkerungen der dunklen Seiten des autoritären sowjetischen Regimes, mit all dem, was das bedeutete. Immerhin gab es nach dem Zerfall der Sowjetunion, das Entstehen neuer Demokratien und eine erweiterte EU als Prämie.

Dann gibt es die Forderungen nach einem beschleunigten EU-Beitritt der Ukraine. Dabei wird ignoriert, dass das Narrativ des Blutzolls, den die Ukrainer für ihre Freiheit zahlen, sich über das Primat des Rechts schieben könnte, das gerade die EU als Staatenbund unter allen anderen besonders auszeichnet. Auch wird nicht gerne davon gesprochen, wie eine EU von innen aussehen würde, wenn nebst einigen schon jetzt rechtsstaatlich dubiosen mitteleuropäischen Partnern, militärisch siegreiche und zudem heroisierte und zu Heilsgestalten hochstilisierte Ukrainer voreilig, ehe bei ihnen Rechtsstaat, Demokratie und eine freie und durch EU-Recht geregelte Marktwirtschaft wirklich funktionieren würden, ihre bis dato ruppigen innenpolitischen Methoden ohne Komplexe in den Institutionen der Union ausleben könnten.

Erschütterte Normen

Putins Eroberungskrieg mit den von russischer Seite kalt kalkulierten und durchgeführten Verbrechen gegen die ukrainische Zivilbevölkerung und dem daraus gerechtfertigten Solidaritätsreflex hat bei uns auf eine perverse Manier für eine vorübergehende teilweise Ausschaltung der eigenen „europäischen" Normen gesorgt. Das zeigen die Reaktionen auf einen Tweet von Premier Bettel vom 3. April. Darin bekundet er sein Entsetzen über die Morde an unschuldigen Zivilisten in Butcha und anderswo in der Ukraine „während der russischen Besatzung". Dann ruft er, vollkommen logisch im Sinne internationaler Gerichtshöfe, die sich seit Nürnberg mit solchen Verbrechen auseinandergesetzt haben, zu einer unabhängigen Untersuchung auf über alle Grausamkeiten gegen Zivilisten in der Ukraine, damit die Verantwortlichen vor Gericht gestellt werden können. Nach einer bewährten Methodologie starke Beweise sammeln, damit es zu einem rechtsstaatlich soliden Verfahren kommen kann, fanden einige „dünn als Reaktion": Man kenne ja schon die Verantwortlichen, da mache Bettel es sich aber einfach, er sei ein Heuchler, der russische Einmarsch reiche als Beweis. Man warf dem Premier gar vor, er schütze die Mörder.

Die Pandemie hatte den Normen des gesellschaftlichen Zusammenlebens stark zugesetzt. Mit dem Ukraine-Krieg sind eine gemeinsame Sprache und das Einhalten von gemeinsamen Regeln in den Beziehungen zwischen den Staaten und Mächten kaum noch vorhanden. In den zivilen Beziehungen zwischen Sozialpartnern oder zwischen Staat und Bürgern sind sie auch in Luxemburg stark unter Druck gekommen. Der Gemütszustand der Menschen ist schwankend. Einmal verdrängen sie den Krieg, und dann haben sie schubweise Angst davor, persönlich hineingezogen zu werden. Sie fühlen die Prekarität ihrer Lebensumstände zwischen dem Medienspektakel um entfernte War-Games und dem pyroklastischen Strom, der sich ihnen schnell nähern könnte. Die Verherrlichung des Kriegerischen ist zwar marginal geblieben. Der Ruf nach Waffen für die Ukraine aber ist laut. Das Militärische, so glauben die meisten, sei die Sache der Anderen, der Ukrainer, und der NATO, als ob die NATO zuletzt nicht sie selbst wären. Die Ukraine war vor dem Krieg keine Demokratie im westlichen Sinne und noch viel weniger ein Rechtsstaat. Sie ist es immer noch nicht. Die Idealisierung der Ukraine ist jedoch schon so weit fortgeschritten, dass es als ungebührlich gilt, diese Binsenwahrheiten auszusprechen. Neu ist, dass der Krieg und die notwendige Unterstützung der Ukraine gegen die russische Aggression alle EU-Regierungen dazu gezwungen haben, sich endlich die strategische Frage der Verteidigung Europas neu zu stellen. Schlüssige Antworten auf diese Fragen werden keine Halbwahrheiten und Verdrängungen störender Fakten zulassen.

Zumal es ganz danach aussieht, dass Europa sich nach dem Ukrainekrieg neu strukturieren wird, wie es nicht nur Emmanuel Macron angedeutet hat. Deswegen wäre es wichtig, dass Luxemburg sich jetzt schon nach innen gesellschaftlich gerechter aufstellen würde. Es müsste sich mit seinem ganzen Reichtum, seinen breitgefächerten internationalen Beziehungen, die hoheitlichen Befugnisse des Kleinstaats voll ausschöpfend, also nicht nur als duldender Zuschauer, ins Gefüge eines souveränen und wirtschaftlich bis strategisch autonomeren und föderaleren Europas einbringen, das nach diesem Krieg entstehen dürfte. Gebärdet Luxemburg sich aber als Zwergstaat, indem es sich raushält, delegiert, nur mit dem Scheckbuch wedelt, seine angeborene Unschuld beteuernd, anstatt als Kleinstaat und regionale Metropole seine hoheitliche Lebensfähigkeit in der sich ankündigenden geopolitischen Krise handfest zu rechtfertigen, könnten die Karten neu gemischt und seine Staatlichkeit neu gezeichnet werden. Denn Souveränität und Unschuld schließen sich aus. ●

ZU GAST

Affär Chefredakter vum Tageblatt

Nodeems op engem Sonndegmueren, an dësem Fall den 9. Januar vun dësem Joer, de Chefredakter vum *Tageblatt* an der *RTL*-Emissioun „Presseclub" déi zwee ADR-Deputéiert Fernand Kartheiser a Fred Keup als „nidderträchteg Knaschtsäck" an als „doudgeféierlech" bezeechent hat, hate besoten Deputéiert, en vue d'Gravitéit vun deene perséinleche Beleidegunge géint si zwee, decidéiert, déi Affär och am perséinlechen Numm un de Parquet weiderzeginn.

> Den Alex Penning ass Generalsekretär vun der ADR

Dësen huet sech dann och direkt deem Dossier ugeholl an Enn leschte Mounts, dat no enger kontradiktorescher Enquête duerch d'Police, eng Verwarnung géint de betraffenen Tageblatt-Journalist ausgeschwat, an dëst well de Strofdotbestand vun der „injure à corps constitués", deen am Artikel 561 (7) vun eisem Code pénal virgesinn ass, ganz kloer ginn ass.

Eis Justiz huet deemno hei en Zeechen an an engems awer och eng Barrière gesat, géint esou perséinlech an onappetitlech Attacke vun engem Journalist géint e Volleksvertrieder, dat wuelwëssend, datt déi Entscheedung och gegollt hätt, wann d'Victime e Minister oder soss eng staatlech Instanz oder Perséinlechkeet gewiescht wier. Et gëtt deemno elo an dëser Matière e Prezedenzfall, wat natierlech ze begréissen ass.

D'ADR betount och natierlech an deem Zesummenhang, datt si onageschränkt zu der Pressefräiheet steet, mee och d'Opfaassung vertrëtt, datt dës net dierf als Deckmantel fir perséinlech Beleedegunge mëssbraucht ginn.

Zu der Meenungs- a Pressefräiheet gehéiert nämlech och Verantwortung, a mat dëser Decisioun weist de Parquet, datt eist héicht Gutt vun der Meenungsfräiheet net fir perséinlech Beleidegungen ze mëssbrauchen ass.

Nodeems de Parquet als neutral Instanz d'Pertinenz vun der Klo deemno festgestallt an eng Verwarnung ausgeschwat huet, gëtt d'ADR den Dossier virun un de Presserot.

Et bleift schlussendlech nach d'Fro, firwat de leedenden *RTL*-Moderator an déi aner Journalisten, déi deen Ament an der Sendung present waren, net op déi perséinlech Beleedegunge reagéiert hunn, fir déi de Parquet elo eng Verwarnung ausgeschwat huet. ●

Alex Penning

D'GEDICHT VUN DER WOCH

De Kinnek vun der Nuecht

Jacques Drescher

Den Uhu gëtt ganz grouss
A geet net gär zu Fouss.
Gejot gouf hie ganz schlëmm;
Lo ass e nees erëm.

E lieft gär an der Stad;
Am Bësch kennt hien all Blat.
E frësst alt wat e fënnt,
Wa nuets geflunn e kënnt.

Déi Nuetseil fënnt hiert Enn
Beim Fluch op d'Éolienne.
Si ass am Bësch geplot
Mam Velocross-Idiot.

Den Uhu lieft verstoppt,
Well d'Vullewelt hie mobbt.
Seng Fra ass ganz markant –
„Grand-Duc" gëtt e genannt.

DIE KLEINE ZEITZEUGIN

Russenkunst

Michèle Thoma

Haute Couture, **Maxim Kanton (2010)**

Der Künstler beziehe keinen Cent Honorar, sogar den Transport der Bilder habe er selber bezahlt, versichert der Direktor des MNHA (Musée national d'histoire et d'art). Pflichtschuldigst. Was hat sich der Künstler zuschulden kommen lassen, dass sich nicht nur derart entschuldigt wird, dass er auch noch eine Art Bußgeld dafür bezahlt um überhaupt auszustellen?

Seine Nationalität etwa? Wie krank das auch im dritten Jahrtausend in Europa klingt, Entwarnung diesbezüglich. Der Künstler hat seit 2016 nicht mehr jene, derzeit dem Reich des absolut Bösen zugeordnete, Staatsbürgerschaft. Sondern eine weltweit respektierte und als eher harmlos konnotierte, die deutsche. Seit Jahrzehnten lebt er außerhalb Russlands. Sein international anerkanntes und immer wieder in Luxemburg ausgestelltes Werk lässt keinerlei Schlüsse auf Sympathien mit dem russischen Regime zu. Vielmehr das Gegenteil.

Dennoch beklagt LUkraine asbl in einem offenen Brief den Tatbestand einer Ausstellung von Kantor gerade jetzt. Empfindet sie als beleidigend und lehnt die von Maxim Kantor angekündigte Aufteilung eventueller Erlöse an sowohl ukrainische als auch russische Familien, die er gleichermaßen als Opfer sieht, vehement ab. Diese Gleichsetzung von Opfern und Tätern nennt LUkraine asbl „abscheulich".

Ist das eine unzulässige Einmischung in europäische Kulturpolitik, die ja russische Künstler*innen derzeit sowieso scharf unter die Lupe nimmt? In der Venedig Biennale bleibt der russische Pavillon geschlossen, Anna Netrebko z.B. hat sich zu spät von Putin abgegrenzt um Schaden von ihrer Karriere abzuwenden. Reicht es denn nicht vollkommen, offiziell Russland vertretenden Künstler*innen abzusagen? Reicht wirklich allein schon der Geburtsort, der Geburtsunort um Persona non Grata zu sein? Oder Aussagen, die ein Künstler*in irgendwann im Laufe eines eventuell langen Lebens von sich gegeben hat?

Kantor, der Putin mit Hitler verglich, ihn Oberst der Oligarchen nannte, wird von der *Kyiv Post* rezenter überheblicher Statements gegenüber der Ukraine bezichtigt. Auf Facebook verglich er die Krim mit einer Prostituierten. Dass die Ausstellung *Rape of Europe* heißt, in einer Zeit in der unzählige Frauen vergewaltigt werden, sei ein weiterer Affront, neben der Gleichstellung von russischen und ukrainischen Opfern. Dass Letzteren ein Teil des potenziellen Ausstellungserlöses zugeteilt werde sieht *Kyiv Post* als moralische Vergewaltigung. Kantor, der auf der *In*-Welle des Pro-Ukrainismus surfe, wird Opportunismus vorgeworfen, dem luxemburgischen Museum Heuchelei.

Eigentlich hätte dieser Text ein feuriges Pamphlet werden sollen. Gegen Künster*innen-Bashing aufgrund von hm, seltsam, Nationalität, oder, hm, Religion, genau so seltsam, Geschlecht oder irgendeiner Identität die gerade als die falsche angesehen wird. Er wollte sich vehement dagegen verwehren, dass Kunstschaffende Bekenntnis ablegen müssen. Dass sie auf der richtigen Seite stehen, immer schon, dass Frauen mit Kopftuch öffentlich dem Islamismus abschwören müssen, Schriftstellerinnen ihre Transphilie bekunden. War nicht mal Grenzgangsterinnentum das Wahrzeichen, Individualismus, störrisches seinen Weg gehen, seinen Umweg, seinen Holzweg?

Und wo sind die Grenzen der Grenzenlosigkeit? Das brennende *Hunger* des späteren Hitler-Fans Knut Hamsun war eins der prägenden Bücher meiner Jugend. Ist ein russischer Top-Tenor, der auch jetzt noch zu Putin steht, in einem europäischen Opernhaus noch vertretbar? Oder wenigstens jemand, der geschickt oder auch nur apolitisch nicht Stellung bezieht?

Kantor liebt niemanden so wie seinen verstorbenen Vater. Psychologisch verständlich, dass das Vaterland seine schweren Schatten bis in manche rezente Posts wirft. Aber darf ein Künstler das, gerade jetzt? Ist die Wucht des Werkes über alles erhaben? Wuchtig ist auch der oft holzschnittartig altväterische Roman *Rotes Licht,* dessen Umfang und patriarchal brachialer Macho-Stil eine erschlagen können. Welche Stellung ergreifen? Egal, zumindest im Feuilleton ist der Stellungskrieg ein wichtiger. Das ist Demokratie, Theorie und Praxis. ●

CHRONIQUES DE L'URGENCE

Le cynique au XXIe siècle

Jean Lasar

Dans son acception contemporaine, le cynisme n'a plus grand-chose à voir avec les philosophes qui, dans la Grèce antique, prônaient autour de Diogène la désinvolture, l'humilité et l'anticonformisme. Il est mieux défini par cette phrase d'Oscar Wilde selon lequel le cynisme « consiste à voir les choses telles qu'elles sont et non telles qu'elles devraient être ». Être cynique aujourd'hui, c'est « une attitude ou un état d'esprit caractérisé par une faible confiance dans les motifs ou les justifications apparentes d'autrui, ou un manque de foi ou d'espoir dans l'humanité », nous explique Wikipédia. Alors que cette attitude a pu s'avérer utile pour démystifier les discours bien-pensants qui cherchent à justifier les institutions et autres structures de pouvoir, et ce d'autant plus qu'elles sont injustes et oppressives, elle s'avère aujourd'hui largement inefficace, mais surtout parfaitement contre-productive.

> *Le cynique interprète le monde avec superbe, mais renonce par avance à préconiser le moindre changement*

Le cynique d'aujourd'hui se complaît dans un scepticisme généralisé, quand ce n'est pas un nihilisme blasé. Lorsqu'il s'applique à analyser des faits sociétaux, il en conclut qu'ils sont inévitables parce qu'imposés par des rapports de force auxquels on ne peut rien ou par une « nature humaine » réputée immuable, quand il ne verse pas dans le complotisme pur et simple (le cynisme est parfaitement soluble dans les délires conspirationnistes de tout poil). Ainsi, le cynique du XXIe siècle interprète le monde avec superbe, parfois avec brio, mais renonce par avance à préconiser le moindre changement.

Alors que l'humanité est confrontée à des défis complexes qui exigent des réponses immédiates et des transformations en profondeur, la réponse prévisible du cynique est qu'il n'y a rien à faire. Changement climatique : la liste des raisons pour lesquelles il est selon lui inutile de tenter quoi que ce soit est longue comme le bras, des centrales au charbon construits par la Chine à l'avidité inscrite dans l'ADN de l'homo sapiens en passant par le caractère inéluctable de la combustion de toutes les réserves fossiles. Face au coronavirus, le cynique recommande de ne pas prendre de mesures de santé publique puisque, de toute façon, « tout cela est manigancé pour profiter aux multinationales pharmaceutiques ». Rien ne sert non plus de vouloir aider les Ukrainiens lorsqu'ils sont envahis par l'armée russe puisqu'ils ne pourront qu'être vaincus et subjugués par celui qui, au Kremlin, fait figure de champion planétaire toutes catégories de ce même cynisme.

Ainsi, le cynisme est devenu aujourd'hui le meilleur allié du statu quo. Or, celui-ci condamne, de facto, l'espèce humaine à la disparition. Il convient de ne plus lui conférer la moindre aura. Il s'agit au contraire d'embrasser précisément les attitudes et émotions que dédaignent les cyniques : l'indignation face aux injustices et la confiance en la capacité des humains à définir eux-mêmes la façon dont est organisée la société. Le cynique méprise l'enthousiasme et la soif de changement, alors que c'est, plus que jamais, de changement que nous avons besoin. ●

THÉÂTRE

Lucienne Jourdain contre-attaque

« Toutes les femmes ont déjà rêvé, à un moment ou un autre de leur vie, de tuer un homme, n'est-pas ? » Vous vous souvenez de *La ballade de Lucienne Jourdain* ? Voilà la sexagénaire bourgeoise, inventée par l'auteur Tullio Forgiarini, de retour, sous forme théâtrale. À la suite de la greffe d'un cœur de cochon, l'épouse discrète et soumise avait connu une « crise émancipatoire » qui s'était traduite par l'obtention du permis de conduire pour partir à la conquête de Paris, lieu de tous ses fantasmes. Suivait alors un *road movie* plein de rencontres bizarres dont celle d'une mystérieuse jeune fille aux cheveux bleus (la ressemblance avec *Miss Mona* du même auteur n'est pas fortuite) avec qui Lucienne tuera – accidentellement – son mari puis d'autres hommes qui font obstacle à cette libération, la série se terminant avec un curé intégriste.

Sollicité par le TOL, Tullio Forgiarni propose une suite tout aussi rythmée dans laquelle la vieille dame (Catherine Marques), revenue de son escapade parisienne, fait un malaise en découvrant deux cadavres dans son garage, dont celui de son mari. Le lendemain, le commissaire Fabère (Ali Esmili) vient présenter ses condoléances et, tant qu'à faire, enquêter un peu. Mais pourquoi diable porte-t-il des escarpins roses ? Derrière l'absurdité et le côté loufoque de la pièce, la question de l'émancipation des femmes reste centrale. Comme elle l'est toujours dans le monde actuel, la remise en question du droit à l'IVG aux États-Unis étant le dernier avatar de la domination masculine. Les questions autour de la masculinité et de la transidentité sont aussi soulevées à travers le personnage du commissaire, tantôt toxique, tantôt compréhensif. La pièce prolonge et approfondit des thèmes traités dans le livre mais peut être vue et appréciée sans avoir lu le récit initial. Si le nouvel épisode commence de manière traditionnelle, empruntant les codes du théâtre populaire, ces codes feront rapidement place à des situations absurdes et à un rythme de plus en plus soutenu, qui « massacre les clichés sexistes dans la joie et la bonne humeur » selon les termes de la metteuse en scène Pauline Collet que l'on avait découverte avec *Mentez-moi* (voir *d'Land* 15.01.2021). Cette pièce déjantée est à découvrir à partir du 12 mai (photo : Sven Becker). **ylb**

LITTÉRATURE

Du bruit

Comme son titre l'indique, *Lärm* de Guy Helminger a fait du bruit. Le livre vient d'être récompensé par le prix Servais 2022, doté de 6 000 euros et saluant l'ouvrage littéraire le plus significatif paru au cours de l'année. L'auteur, également connu pour ses pièces de théâtre, ses récits courts et ses poèmes, rejoint son frère Nico ainsi que Guy Rewenig sur la liste des rares auteurs doublement consacrés par ce prix, puisqu'il avait déjà été lauréat, il y a vingt ans, pour son recueil de nouvelles *Rost*. Dans ses écrits, Guy Helminger met souvent en scène les problèmes de communication et leurs conséquences, utilisant un mélange de fiction et de réalité. *Lärm* ne fait pas exception. Au long du roman, publié chez Capybarabooks, de nombreuses pistes se croisent afin de trouver la source d'une lettre de menace qui aurait été écrite par le psychothérapeute Konrad Schnittweg (lire la critique dans *d'Land* 11.02.2022). À travers les points de vue des nombreux personnages, l'auteur veut montrer qu'il n'existe pas une seule vérité, mais des perspectives multiples. Cette juxtaposition polyphonique de différents types de textes permettent d'atteindre plusieurs niveaux de lecteurs, une des raisons pour lesquelles *Lärm* a été salué. Au-delà de l'enquête, un éventail de thèmes est soulevé tels que le néolibéralisme, fortement critiqué, ou encore la signification de l'écriture. Il s'agit ainsi d'un roman à la fois « divertissant » et « intelligent », selon les mots du jury. Par ailleurs, un Prix d'encouragement a été attribué au manuscrit *Vies provisoires* de Julien Jeusette, roman dystopique « à la structure complexe qui reflète l'effacement des destins individuels dans une société totalitaire ». **ylb/fc**

RENCONTRE

Patrimoine en résidence

Neimënster place ce samedi sous la thématique du patrimoine et propose une performance et une porte ouverte d'atelier d'artistes. Une manière de valoriser les artistes qui bénéficient d'une résidence en son sein. Vanasay Khamphommala passe par une approche documentaire pour s'intéresser aux monuments historiques et à leur importance symbolique. Sa performance s'intitule *Monuments hystériques* et entend dérouter les sens du public, avec un goût certains pour l'irrévérence. Tout commence autour d'un piédestal vide, où cinq personnes sont rassemblées pour inaugurer un monument. Convaincu que la mémoire d'un lieu se transmet à celles et ceux qui savent écouter, l'ensemble artistique Théâtre Olympia, joue en résonance avec l'espace et l'histoire spécifique de l'abbaye, devenue hôpital militaire puis prison pour hommes et aujourd'hui centre culturel. À mi-chemin entre le théâtre et la performance, entre le documentaire et la fiction, la pièce met en évidence la façon dont nous organisons les espaces, en réponse à la manière dont ceux-ci sculptent nos imaginaires. Vanasay Khamphommala livre là le résultat de sa résidence à Neimënster en 2021. Maral Bolouri commence, quant à elle, une résidence et ouvre les portes de son atelier. Le patrimoine imprègne également les recherches de cette artiste née à Téhéran, mais qui se dit surtout déracinée pour avoir vécu en Malaisie et au Kenya avant de s'installer en France. Elle questionne la place faite aux identités minorées, à travers la vidéo, la photo, le dessin, la peinture et la sculpture. Son projet *Un-mothering* (photo), explore le lien maternel et la séparation, mais aussi les questions d'enracinement et de déracinement en utilisant des archives familiales anonymes ainsi que des photos trouvées. **ylb/fc**

MUSIQUE

Touch of Jazz

Avec les festival Touch of Noir et Like A Jazz Machine et une programmation de concerts tout au long de l'année, Dudelange s'affirme comme la « capitale du jazz au Luxembourg ». La dixième édition du Like A Jazz Machine le confirme avec, du 12 au 15 mai au Opderschmelz, quinze groupes et plus de 70 musiciens, aussi bien locaux qu'internationaux. Parmi cette pléthore, on soulignera l'ouverture avec le concert jazzXchange, dans le cadre des années culturelles d'Esch, Kaunas et Novi Sad, qui réunit sept musiciens du Luxembourg, de la Lituanie et de la Serbie, sous la baguette de Bojan Z (de son nom entier Zulfikarpašic). La soirée se poursuivra avec Maxime Bender et son quartet Universal Sky, puis Pit Dahm et Michel Reis, qui accueillent Ben Van Gelder et Zack Lober, artistes en résidence. Enfin Thomas de Pourquery clôturera cette première soirée avec la présentation de son album *Back To The Moon.* Le lendemain on pourra applaudir la saxophoniste Géraldine Laurent dont le dernier opus, *Cooking*, a remporté le titre d'Album de l'année aux Victoires du Jazz 2020. La même soirée, le quintet de pointures locales The Minor Majors (Paul Fox, Arthus Possing, Laurent Peckels, Georges Soyka et Jitz Jeitz) lanceront leur album *Try Me*, hommage au Hard Bop des années cinquante. Ils seront suivis de Adam Pieronczyk avec Majid Bekkas et Jean Paul Bourelly, puis de Bobby Sparks II. Samedi 14, les Belges de Nabou ouvriront le bal avec une formation originale de trombone, guitare électrique, contrebasse et batterie. Ils laisseront la scène à Sebastian Rochford & Kit Downes, puis à Stefand Agostini et Kenny Garett. Pour le dernier jour, ce sera le tour de Naïssam Jalal & Rhythms of Resistance pour un métissage franco-algérien qui affirme sa quête identitaire, puis du contrebassiste israélien Liran Donin. Enfin, Louise, le sextet d'Émile Parisien (photo : Samuel Kirszenbaum), considéré comme l'étoile montante du jazz français et désormais arrivé au sommet, clôturera un festival prometteur qui ouvre le jazz vers d'autres styles musicaux. **fc**

PERSONNALITÉ

Patrick Michaely

Après le départ à la retraite d'Alain Faber, le Musée national d'histoire naturelle se cherchait un directeur. La perle rare a été trouvée au sein de l'équipe en la personne de Patrick Michaely. Fidèle parmi les fidèles, ce diplômé en biochimie de l'Université de Strasbourg avait intégré le musée en 1994 et y était responsable du service de communication et relations publiques depuis 1996. Il a été curateur de plusieurs grandes expositions et une des chevilles ouvrières du réaménagement et de la réorganisation du musée lors des importants travaux menés de 2015 à 2017. Il était aussi le responsable de l'organisation du Science Festival, l'événement annuel de promotion des sciences et de la culture scientifique. Patrick Michaely devra poursuivre les missions de cet institut culturel qui compte une vingtaine de chercheurs dans des domaines aussi variés que l'astrophysique, la paléontologie, la minéralogie, la botanique, l'écologie ou la zoologie. Il devra aussi confirmer le travail pédagogique et de médiation qui est effectué à destination du grand public et notamment des écoles. **fc**

CINÉMA

Petite session

Pour sa deuxième session de l'année, le Comité de sélection du Fonds national de soutien à la production audiovisuelle a retenu quatorze projets sur les 31 présentés et leur a accordé un montant global de 8,32 millions d'euros (malgré sa volonté de transparence et les détails présentés pour chaque film, le Film Fund ne communique plus le montant global des aides). Une petite session si on compare aux plus de neuf millions accordés en février ou aux dix millions distribué en novembre. À peine trois projets reçoivent une aide à l'écriture et au développement : *Xavier Kieffer*, une série de Thierry Faber réalisée par Donato Rotunno, *La Part du Lion* un long-métrage d'animation de Carlo Vogele et *Ruby*, un long-métrage de Silvana Santamaria. Plus de huit millions vont aux aides à la production, dont trois pour *Hooped*, un drame écrit et réalisé par Adolf El Assal, produit par Paul Thiltges Distributions. Le réalisateur s'inspire à nouveau de son parcours entre l'Égypte le Canada et le Luxembourg pour une odyssée *coming of age*. Iris Productions se voit attribuer 1,5 million pour *The Lecture*, un thriller se déroulant en pleine Guerre froide à Varsovie, sous la loi martiale communiste de 1981, écrit et réalisé par Kasia Adamik en coproduction avec la Pologne et la République tchèque. Côté long-métrages de fiction toujours, on compte plusieurs projets « Cineworld », dont *A Case History*, le nouveau film de Radu Jude (*Bad Luck Banging or Loony Porn*). *Projecto Global*, une série de fiction coproduite par Tarantula avec le Portugal reçoit un peu moins de 1,5 million. Ivo Marques Ferreira suit une organisation armée d'extrême gauche qui fait trembler le pays dans les années 1980. Deux œuvres en réalité virtuelle sont dotées respectivement de 590 000 et 490 000 euros : *Winterover* de Ido Mizrahy, Nir Sa'ar (a_Bahn) et *Champ de Bataille* de François Vautier (Skill Lab). **fc**

Tablo

CINÉMASTEAK

Un de doigté pour un piano à queue

Lauréat de la Palme d'or au Festival de Cannes, *La Leçon de piano* (1993) est le film le plus célèbre de Jane Campion. Mais aussi son long-métrage le plus lisse formellement, bien moins borderline et rock & roll que les trois longs-métrages qui l'ont précédé (*Two Friends*, 1986 ; *Sweetie*, 1989 et *An Angel at my table*, 1990). Cela a pu dérouter les fans de la réalisatrice : sa faculté à se renouveler, à passer d'un genre à l'autre, au risque de perdre parfois son public, continuellement privé de repères stables et de ligne directrice apparente. À l'image de Stanley Kubrick, l'une de ses principales références cinématographiques.

Comme souvent, Jane Campion s'empare tout d'abord d'un livre, *Histoire d'un fleuve en Nouvelle-Zélande* (1920), et de son auteure, Jane Mender (1877-1949), une pionnière du journalisme féminin avec laquelle elle partage de nombreux points communs. Une affinité de nature autobiographique : outre le prénom et la nationalité néo-zélandaise, il y a le goût de l'altérité et, surtout, la transgression des mœurs portée par une femme au milieu d'une société patriarcale et conservatrice. Une soif d'émancipation qui déborde aussi dans d'autres ouvrages de cette période, à l'instar du sulfureux *L'Amant de Lady Chatterley* (1928) de D.H. Lawrence, adapté pour le grand écran par Pascale Ferran en 2006. Le récit que déroule ici Campion, sans même mentionner au générique la source de son inspiration, est quelque peu le même : Ada, interprétée par l'impassible Holly Hunter, débarque en silence sur la plage de Karekare avec ses effets personnels en vue d'être mariée à un homme qu'elle ne connaît pas, qu'elle n'a même jamais vu. Celui-ci l'a choisie sur la seule base d'une photo – le Tinder de l'époque, si on veut. Là, elle est contrainte à cohabiter avec les colons et le peuple maori, peu à peu exproprié de sa terre. L'île sauvage où Ada se retrouve vient la rappeler à ses sens, à son désir charnel, à sa nature d'être sexué, n'en déplaise à son corset et à la rigidité toute protestante de sa crinoline victorienne ! Une sensibilité qui éclot peu à peu au contact de Baines, incarné par le grand Harvey Keitel, qui fait office de trait d'union entre les Occidentaux et les autochtones, comme en témoigne son tatouage facial laissé inachevé. Un rôle bien prude pour l'acteur américain, un an après *Bad Lieutenant* (1992) d'Abel Ferrara.

CCarlotta Films

Un jeu trouble entre Holly Hunter et Harvey Keitel

Mais le vrai sujet du film, c'est le piano à queue, ainsi que se présente le titre original dans son plus simple dénuement (*The Piano*). Un objet que Jane Campion représente comme hautement sensuel, voire ouvertement érotique. Les doigt d'Ada glissent sur chacune de ses touches, comme plus tard ils effleureront les corps de Baines ou de son mari. Ladite leçon de piano sert en fait l'éveil sexuel de la jeune femme, malgré le chantage initialement pernicieux proposé par Baines : une leçon, en échange d'un gros câlin coquin. Ada tombe volontiers dans le piège, quitte à en demander finalement plus que n'espérait le brave insulaire. Voilà comment, d'un piège que n'aurait sans doute pas désavouer Dr Weinstein, un étrange féminisme sensualiste finit par s'insinuer, jusqu'à reprendre voix. L'image muette à laquelle était jusque-là réduite Ada y devient alors incarnation parlante. Au spectateur d'éprouver si ça frissonne, ou non, au fond de son cœur et de sa culotte. ● **Loïc Millot**

The Piano (1993, Nouvelle-Zélande - Australie), vostf + all, 121', est présenté mercredi 11 mai à 20h30 à la Cinémathèque de la Ville de Luxembourg

FESTIVAL

Retour en terrain connu

Romuald Collard

Dimanche se clôturait le festival Aralunaires à Arlon. Une 22e édition qui, c'est même la marque de fabrique de ce festival, mélangeait les styles musicaux (hip Hop, indie pop, post rock, post punk, electro, jazz,…), mais aussi les lieux de concerts (église Saint-Martin, l'Entrepôt, le Palais, l'escalier de l'Université de Liège,…)

C'est simple, tous les gens qu'on a rencontré le premier soir s'accordaient pour dire que, « en ville » (comprendre dans le centre d'Arlon), c'était un joli foutoir. Un foutoir bien sympathique, organisé et créé par l'équipe du festival avec Sa Majesté McCloud Premier, Prince Carnaval de Schaerbeek depuis 2020. C'était évidemment bien plus calme du côté de l'église Saint-Martin avec la venue d'Antoine Wielemans, leader des Girls in Hawaii. À l'Entrepôt, Sopico qui, deux jours plus tard s'offrira l'Olympia, a mis le feu, comme souvent.

Le lendemain, on voulait surtout voir Lo Bailly (à mi-chemin entre Fauve et Orelsan), mais c'est finalement Léa Bastien, une gamine de 19 ans qui, sous ses faux airs d'une mini-Angèle, nous aura fait craquer. Il faut dire que l'endroit – les surréalistes escaliers de l'Université de Liège, est assez incroyable et aura ajouté un supplément d'âme étonnant. Imaginez : des escaliers en colimaçon qui grimpent à onze mètres de haut avec et la scène, tout en bas ! C'est un lieu unique, un peu comme l'écriture de Léa d'ailleurs, à la fois naïve et mature. Elle explique : « Le processus d'écriture chez moi, se fait dans l'instantanéité. J'écris mes ressentis, mes émotions, mes expériences lorsque je les vis et qu'elles m'enflamment. J'ai constamment le besoin d'extérioriser mes histoires de façon brute. Lorsque je les relis ou les chante plus tard, je me rends compte des proportions qu'elles prenaient dans ma vie, disproportionnées, parfois, pour ce que c'était et il est probable que le côté enfantin vienne de là… mais je trouve ça assez chouette ! »

Pas tout à fait une première pour la jeune femme. « Les Aralunaires, c'est un festival très symbolique pour moi, c'était mon tout premier concert en 2019. À l'époque, j'étais déjà très contente de m'y produire dans le Lab. Mais cette fois-ci a été encore plus émouvante étant donné le cadre idyllique dans lequel je me produisais. Et le fait d'avoir chanté mes compositions, qui depuis deux ans, ne demandaient qu'à être entendues par un public, était à la fois carrément déstabilisant… et émerveillant. » Léa Bastien, fan aussi bien d'Iliona que de James Blake, croyez-moi, on va en reparler.

Apolline Lafontaine

L'impressionnant escalier où joue Léa Bastien

De ces escaliers dingues aussi on va reparler. C'est là une des grandes forces de l'équipe du festival : trouver des endroits improbables pour y faire jouer les artistes. Khalid, l'un des organisateurs explique : « C'est toujours un challenge de trouver de nouveaux endroits car les contraintes sont nombreuses. Mais aujourd'hui, on est mieux équipé et généralement, les lieux possèdent leur propre sono, ce qui nous facilite la tâche. » Fred, responsable logistique, confirme : « Après une année 2021 loin d'être évidente vu les conditions (pour rappel, le festival se déroulait uniquement en plein air et sur le site de l'Université de Liège, ndlr), on est revenu en terrain connu. Du moins, en ce qui concerne l'Entrepôt. Pour les scènes situées en ville, on n'est jamais à l'abri d'une surprise… comme une cérémonie d'enterrement à l'église qui nous a obligé à changer nos plans. »

Sébastien, programmateur bien connu du festival, était radieux dimanche soir lors de la clôture. « Je suis content même si on a eu un peu peur cette année car les préventes ont mis beaucoup de temps à démarrer. Mais on s'en sort très bien au final. Comme à chaque fois, on essaye vraiment d'installer le festival dans la ville et d'en faire surtout quelque chose de local comme avec la bière que l'on a créée avec la BAC (Brasserie Arlon Coopérative). On continue aussi à chercher des endroits originaux où faire jouer les groupes et on essaye toujours de terminer le festival avec quelque chose de festif, comme avec Lalalar ce soir. Un truc qui nous a plu cette année est la création du premier jour. Ça, c'est quelque chose qu'on va vraiment travailler pour l'année prochaine. On a d'ailleurs une idée avec un artiste qui s'est produit cette semaine. Espérons que ça puisse se faire ! » ●

KINO

Nicolas, Nick und Nicky

Marc Trappendreher

The Unbearable Weight of Massive Talent begleitet den Weg des alternden und andauernd erfolglosen Schauspielers Nick Cage (Nicolas Cage). Der Ruhm seiner einstigen großen Filme ist längst verblasst und auch privat drohen die Beziehungen zu seiner Tochter Addy (Lily Sheen) und Ex-Frau Olivia (Sharon Horgan) endgültig zu scheitern. Als sein Agent Richard Fink (Neil Patrick Harris) ihm das Angebot unterbreitet, der Geburtstagsparty des reichen Playboys und großen Nicolas Cage-Fans Javi Gutierrez (Pedro Pascal) beizuwohnen, nimmt Cage nach anfänglichem Zögern dann doch an. Aber der lebensfrohe Fanatiker Gutierrez scheint nicht der zu sein, der er vorgibt, und alsbald soll Cage gemeinsam mit der CIA einen Ring aus Waffenhandel und Kindesentführung zerschlagen.

Der Filmtitel dürfte keinen Zweifel daran lassen – *The Unbearable Weight of Massive Talent* ist ein Werk von äußerst ungemeiner postmoderner Ironie. So wie die Moderne auf die Klassik reagierte, ihr Wissen um die Klassik durch kritische Reflexion und Revision ausstellte, so weiß die Postmoderne wiederum um die Moderne und um die Klassik – wir wissen, dass wir wissen. Postmoderne Ironie entsteht da, wo Selbstreflexivität, Selbstreferentialität und Autothematik sich selbst zum Zitat genügen. Ein Film, der ein äußerst vielschichtiges Geflecht aus Selbstreflexivität, Selbstreferentialität und Autothematik auf sich vereinen konnte, war John McTiernans *The Last Action Hero* (1993). Darin gab Arnold Schwarzenegger als fiktiver Action-Held Jack Slater eine Kulmination seiner vorherigen Rollen, insbesondere die des Terminators, die in der Beziehung zu dem jungen Filmkenner Danny (Austin O'Brien) evident wird. Um einen Nicolas Cage Film der Neunzigerjahre zu bemühen: *In The Rock* (1996) gibt Sean Connery mit dem britischen Geheimdienstagenten John Patrick Mason eine gealterte Version seines James Bond-Charakters, ja spätestens, wenn er nahezu augenzwinkernd meint, er sei „retired, of course" – dann wissen wir wer gemeint ist. Tatsächlich kursieren äußerst weitläufige Fantheorien, die Michael Bays *The Rock* als letzten James Bond-Film der Connery-Ära werten.

Die postmoderne Ironie wird selbst zum Bedeutungs- und Handlungszentrum des Films

The Unbearable Weight of Massive Talent wirkt unter diesem Aspekt wie zeitversetztes Kino, weil die postmoderne Ironie selbst zum Bedeutungs- und Handlungszentrum des Films wird. Der Plot ist Aufhänger zum Durchlaufen einzelner Filmszenen des besonders Action-betonten Blockbuster-Kinos, das Cage mit Filmen wie *Con Air* oder *Face/Off* dominierte. Zeitversetzt, weil er rund zwanzig Jahre „zu spät" erscheint. Den Schluss, den Regisseur Rom Gormicon mithin nahelegt, ist, dass sich Cages Filmerbe anders als bei den oben angeführten Beispielen nicht so sehr auf bestimmte Rollenbilder stützt, sondern vielmehr auf die eigene Persona, als Schauspieler mit dem Hang zum übergroßen Overacting. Dass sich die Gleichung zwischen Schauspieler und Filmfigur indes nicht gänzlich deckt, legt bereits die Vermarktung des Films nahe, wenn es etwa auf dem Filmplakat heißt „Nicolas Cage is Nick Cage". Ferner stellt der Film dann doch Bezüge her, die das Publikum freilich nicht überstrapazieren darf und doch nicht aus dem Hinterkopf verbannen kann: Der kommerzielle Absturz des einstigen Stars des amerikanischen Mainstreamkinos, seine hohe Verschuldung oder noch seine besondere Vorliebe für die Schauspielkunst des deutschen Expressionismus der Zwanzigerjahre sind hinlänglich bekannt; so entsteht der besondere Reiz dieser etlichen Mises-en-abymes, die *The Unbearable Weight of Massive Talent* bemüht, in der nicht aufzulösenden Frage, was denn nun eigentlich stimmt? Eins jedenfalls ist gewiss: Man spürt das im Filmtitel anklingende Gewicht, die Masse dieses Schauspielers, durchweg. Es gibt zum einen diesen Nick Cage, der der Schauspieler Nicolas Cage ist, dann gibt es noch den von Nick imaginierten Nicky, die jüngere Version seiner selbst, eine Art Amalgam seiner großen Rollen der früheren Jahre, der mit Nick Zwiegespräche führt und an den Ruhm vergangener Tage anknüpfen will. Nicolas, Nick und Nicky – mehr Nicolas Cage und Mythenbildung geht nicht. ●

Metropolitan FilmExport

Nicolas Cage

FILM MADE IN LUXEMBOURG

Beziehungsweise Bachmann

Anina Valle Thiele

Mit *Bachmann & Frisch* dreht Margarethe von Trotta erneut einen Film über eine starke Frauenfigur, koproduziert von Amour Fou. Vicky Krieps spielt die berühmte Lyrikerin, die im Schatten von Max Frisch fast zerbrochen sein soll. Bachmanns Leben und Schreiben allein böte genug Stoff für einen Film. Ein Besuch am Luxemburger Drehort

Ein festliches Abendmahl in Rom im Jahr 1962. Am Tisch sitzen Marianne Oellers und Tankred Dorst. „Dorst war damals schon bekannt, er hatte zwei Bücher publiziert. Sie war eine junge Frau, und er erzählt, wie es da war in der Villa Massimo in Rom, kein Damenbesuch nach zehn Uhr. Marianne war mit ihm gereist, um Rom zu sehen, und es war das erste Mal, dass sie Rom besuchte", erzählt Filmproduzentin Bady Minck. Eine aufwändige Kulisse in Kehlen, an der man sieben Wochen gebaut habe, so Produzent Alexander Dumreicher-Ivanceanu.

Max Frisch habe schnell gemerkt, dass Marianne noch nie in Rom war, und gab sich als galanter Charmeur. Bachmann habe ihm gewissermaßen dabei geholfen, die junge Frau zu erobern: „Max, dann kannst Du sie ja herumführen. Du kennst ja schon Rom, dann habe ich meine Ruhe, zum Schreiben", sagt Ingeborg Bachmann.

Literat Frisch sei maßlos eifersüchtig gewesen, und auf diese privaten Konstellationen legt der Film viel Wert. Jeder Journalist, der die Bachmann interviewt habe, war in seinen Augen ein potenzieller Lover. Gleichwohl sollte Frisch sie für die jüngere Marianne Oellers verlassen. – Der klassische Mechanismus narzisstischer Projektion. Dabei ist Frisch nie vor Indiskretionen zurückgeschreckt; Bachmann soll sich in zahlreichen seiner Frauenfiguren wiedererkannt haben. Nach dem Erscheinen seines Romans *Mein Name sei Gantenbein* (1964) plagten sie Alpträume und das Gefühl des Verwertet-Seins. Sie hingegen entwarf in ihrem Schlüsselroman *Malina* (1971) eine solidarische Liebesbeziehung: „(...) nichts ereignet sich und eignet sich dazu, preisgegeben, seziert und analysiert zu werden, denn Ivan und ich schleifen, rädern, foltern und ermorden einander nicht, und so stellen wir uns einer vor den anderen und schützen, was uns gehört und nicht zu greifen ist."

Ingeborg Bachmann ist durch ihre kompromisslose Lyrik wie durch ihren frühen (Feuer-)Tod zu einer Art Mythos geworden. Doch nicht nur diese haben sie berühmt gemacht, in ihrer Prosa (*Malina*, und ihrem posthum veröffentlichten unvollendeten Roman *Der Fall Franza*) traf sie einen zeitgemäßen Ton, der diese Zeit überdauert hat. Im Individuellen thematisierte sie, wie Frauen von der patriarchalischen Gesellschaft zerstört werden: „Der Faschismus ist das erste in der Beziehung zwischen einem Mann und einer Frau", diagnostizierte die Lyrikerin, die während der Beziehung zu dem Schweizer Frisch abwechselnd in Zürich und Rom lebte und durch die Demütigungen Max Frischs' eine Zeitlang wortlos war. Die Ehe lehnte sie „als unmögliche Institution" kategorisch ab. Für eine Frau, die denke, arbeite und selber etwas wolle, sei sie unvorstellbar.

Ein Biopic über die Lyrikerin, die die damals männerbeherrschte *Literaturgruppe 47* aufwirbeln sollte, birgt das Risiko der Verkürzung. Das Augenmerk auf den *amour fou* zwischen Frisch und ihr zu legen, nimmt in Kauf, dass das Werk der Lyrikerin in den Hintergrund tritt.

Es ist eine aufwändige Produktion, die nicht nur mit großen Namen wie Margarethe von Trotta und Vicky Krieps lockt; um Schlüsseletappen des Lebens der Bachmann zu rekonstruieren, wurde insgesamt an sieben Spielorten gedreht, heutzutage auch immer Resultat der Zwänge der europäisch-multinationalen Filmförderung. Das Gesamtbudget betrug über acht Millionen Euro.

Und eigentlich war es eine Tragik, dass zwei Menschen, die so große Literaten sind, es dann doch nicht miteinander schaffen

Vier Jahre führten Bachmann und Frisch eine Beziehung, und dies auf dem Zenit ihres Erfolges. Es ist ein leidenschaftliches Verhältnis, das jedoch geprägt ist von Konkurrenz und zersetzender Eifersucht: Auf der einen Seite die freiheitssüchtige, kompromisslos liebende Intellektuelle, an ihrer Seite der narzisstische, stets eifersüchtige Gockel Frisch, dessen Theaterstücke überall gespielt werden und der ihr ständig Szenen macht.

Während sie sich bei vorangehenden Filmen über starke Frauen (Rosa Luxemburg oder Hannah Arendt) auf Briefwechsel stützen konnte, verweigerte Suhrkamp zunächst den Produzent/innen, später Margarethe von Trotta die Einsicht in Bachmanns Briefwechsel mit Frisch, der lange verschlossen war und diesen Herbst erscheinen soll.

Die drei Produzent/innen (Katrin Renz von Tell Film, Alexander Dumreicher und Bady Minck von Amour Fou) entschieden sich bewusst, die Beziehung Bachmanns mit Max Frisch zu thematisieren. Nachdem sie Margarethe von Trotta als Regisseurin gewinnen konnten, schälte sich heraus, dass sie den Fokus auf die Jahre 1958 bis 1964 setzen wollten. Die Beziehung zu Paul Celan sei viel textlastiger gewesen, bestand wesentlich im Briefaustausch. Zudem gebe es bereits einen Film von Ruth Beckermann (*Die Geträumten*; 2016), der auf dem Briefwechsel zwischen Bachmann und Celan beruhe. „Die Briefe sind phantastisch", so Minck. „Aber sie hatten nicht viel Zeit zusammen. Das wäre nicht sehr visuell gewesen."

An der Beziehung zwischen Bachmann und Frisch hat von Trotta zudem die Parallele zu ihrer eigenen Biografie gereizt: „Volker Schlöndorff und ich waren zwei Regisseure, also erstmal habe ich da eine gewisse Parallelität entdeckt und wollte nachprüfen, wie ist es bei den beiden gewesen? Und eigentlich war es genauso verletzend und enttäuschend und ja, eine Tragik, dass zwei Menschen, die so große Literaten sind, es dann doch nicht miteinander schaffen. Also das war mein Begehr, das zu zeigen."

Dass Vicky Krieps, die nach dem Erfolg des Hollywood-Films *Phantom Thread* (2017) von Paul Thomas Anderson in zahlreichen Produktionen zu sehen ist, vom Frauentypus eher lieblich-reizend ist und im Vergleich zur spröden Intellektuellen Bachmann (als sie mit Frisch zusammen war, war sie über 40) sehr jung, empfindet von Trotta nicht als störend: „Die Eindeutigen sind doch langweilig. Je komplizierter eine Person ist, desto besser ist sie doch für Film. – Ich glaube, mit Vicky Krieps kann es nur klappen. Für mich ist sie die absolute Traumbesetzung."

Noch scheint sich die Luxemburger Hollywoodhoffnung mit der Annäherung an die Rolle einer Literatin schwerzutun. Auf Fragen nach Bachmanns Büchern oder *der Gruppe 47* reagierte Krieps am Rande des Drehs eher ratlos. Dennoch sei sie sich der Vielschichtigkeit der Figur, die sie verkörpern soll, bewusst: „Ingeborg Bachmann war für mich eine lebendige Frau. Das heißt, sie war absolut lebendig. Sie war alles. Und das ist immer noch so, denn in ihren Büchern ist ja all das noch enthalten. Diese Zerrissenheit und dass sie weder das eine noch das andere war, sie war all dies gleichzeitig: sie war eine sehr starke Frau, aber wie jeder Mensch hatte sie ihre Schwächen, ihre Zweifel, ihre Ängste und ihren Schwindel – auch im Hinblick auf das Leben."

Keine Blöße gab sich Ronald Zehrfeld, der die Rolle des Max Frisch spielt. Er stand am Rande des Filmdrehs dann doch nicht für Interviews zur Verfügung. Zehrfeld ist ein Schauspieler, der neben Rollen in zahlreichen deutschen Abendserien etwa auch schon den engen Vertrauten von Fritz Bauer in Lars Kraumes *Der Staat gegen Fritz Bauer* (2015) gespielt hat. An der Seite des beleibten Berliner Schauspielers, den Peter Zadek für das Deutsche Theater entdeckte, wirken Luna Wedler in der Rolle der Marianne Oellers wie auch Vicky Krieps als Bachmann zerbrechlich. Der Luxemburger Tausendsassa Marc Limpach spielt die Rolle des Tankred Dorst.

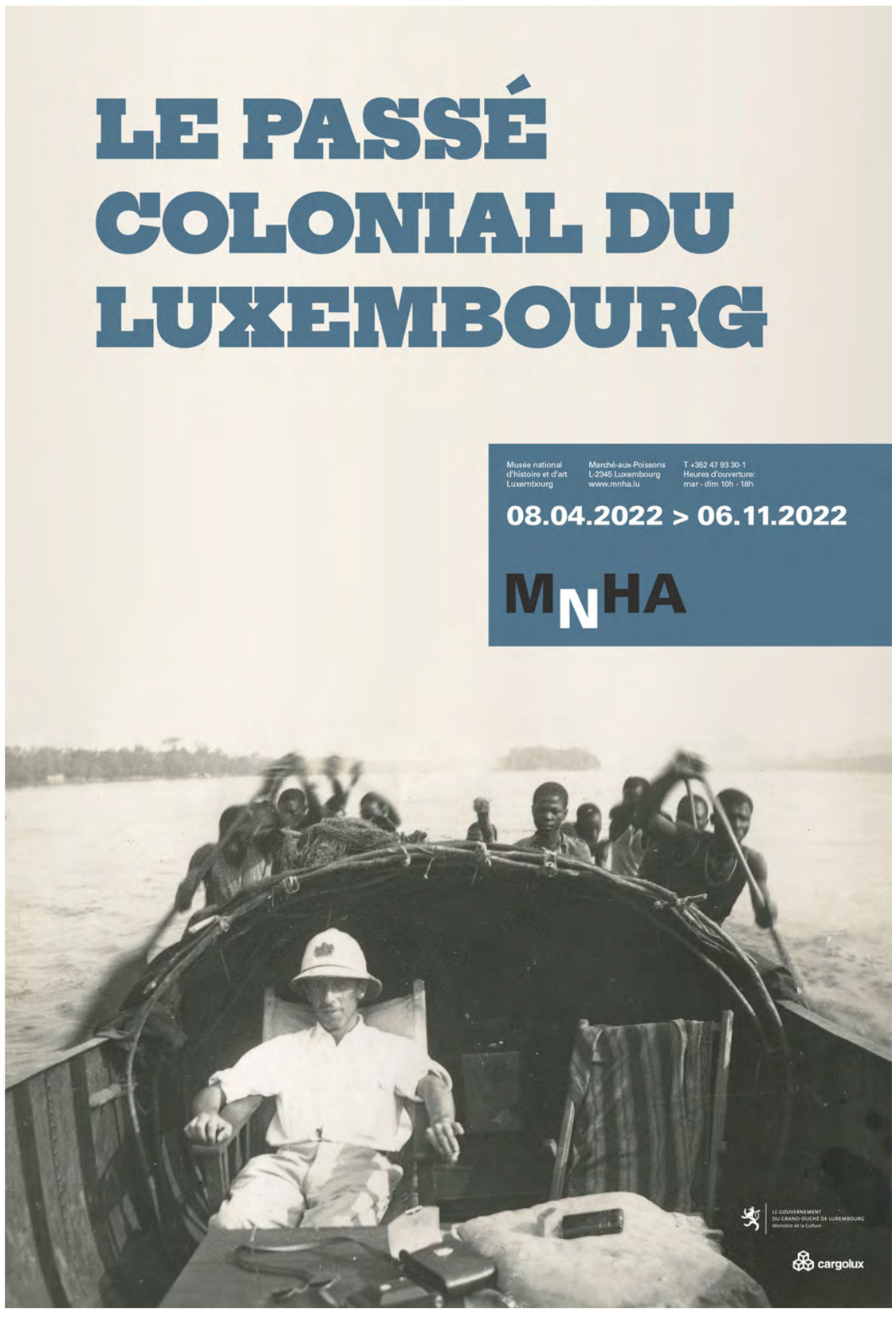
Die aufwändigen Kostüme wurden von Uli Simon gefertigt. Auch modisch habe Bachmann Akzente gesetzt. „Sie hat ihren eigenen Stil gehabt, und das haben wir auch versucht, mit ihrem Kostüm-Bild, dass sie so einen kleinen Twist hat. Sie ist ihrer Zeit voraus. Es passt nicht immer alles perfekt. Sie hatte gern dicke Ketten an ... und sie wollte ja frei sein. Das haben wir versucht, umzusetzen."

Sven Becker

Eine Filmkulisse wie bei Fellini: Altmeisterin Margarethe von Trotta und Vicky Krieps beim Dreh von *Bachmann & Frisch* in Kehlen

Beruhigend ist, dass Bachmanns Tod offenbar nicht filmisch ausgeschlachtet wird: „Jeder kennt Ingeborg Bachmanns tragisches Ende. Das wollte ich nicht erzählen, sondern vielmehr, dass es davor diesen Moment der Hoffnung gab", verriet von Trotta dem österreichischen Filminstitut. André Mergenthaler wird den musikalischen Rahmen setzen. Im besten Fall wird *Bachmann & Frisch* die Zuschauer/innen also dazu einladen, das Werk Bachmanns zu entdecken und auch zu lesen.

Bis zur Berlinale werde es knapp mit der Fertigstellung, so Minck, deshalb würden sie eher die Filmfestspiele in Venedig 2023 anpeilen. Dort habe Margarethe von Trotta den Goldenen Löwen gewonnen (1981 als erste Regisseurin für *Die bleierne Zeit*), dort habe sie gelebt, alle ihre Italien-Filme seien dort gezeigt worden. ●



ACTUALITÉ DISCOGRAPHIQUE

Sacré Rossini

José Voss

Quand l'OPL grave le *Stabat Mater* du Mozart transalpin

Premier enregistrement de Gustavo Gimeno à la tête de l'OPL pour le label Harmonia mundi et coup de maestro : l'Espagnol y démontre, une fois encore, quel musicien sensible et méticuleux il est. Tout est, dans ce *Stabat Mater* de Gioacchino Rossini, senti et travaillé à la fois : l'équilibre entre solistes vocaux, chœur et orchestre ; le phrasé ; le *rubato*, jamais outré ; les nuances, finement graduées ; l'accentuation on ne peut plus précise ; bref, du grand art, mais aussi du grand artisanat.

Ce disque est là pour nous rappeler le génie d'un compositeur dont on commence tout juste à entrevoir le vrai visage. Une grande part du malentendu autour du maestro de Pesaro vient du fait qu'on a cru qu'il continuait la tradition de la comédie italienne du pur divertissement, alors qu'il ne pensait qu'à la fusion des contraintes sur le modèle mozartien.

Ceci étant, il suffit d'écouter quelques mesures du *Stabat Mater*, écrit dix ans après sa renonciation à l'opéra, pour se convaincre que la fibre opératique n'avait pas complètement lâché Rossini, que l'œuvre témoigne même d'un « désir d'opéra » que soulignent nombre d'interprètes en la théâtralisant. Nous avons aussi appris que les emplois rossiniens exigent une part de créativité, d'imagination, sans laquelle le texte rossinien est lettre morte. Et nous avons, aujourd'hui, une idée plus précise de ce que doit être le « baryténor » rossinien, ce chanteur large à l'aigu facile, mais au medium imposant. L'Américain René Barbera en est un bon exemple, en ce qu'il peut se prévaloir d'un registre central étonnant, autant que de stupéfiantes facilités dans l'aigu, tout en cultivant un chant élégant, une *morbidezza* très utile au bel canto rossinien.

Fort de la générosité enthousiaste qu'on lui connaît, Gimeno est ici au mieux de ses moyens, tant il parvient à imposer sa suprématie par la chaude sonorité de son orchestre, l'ampleur des chœurs du prestigieux Wiener Singverein et une authentique spiritualité, gommant tout douteux effet de manche. S'y ajoute le mérite de faire appel à de vraies grandes voix italiennes, qui, non seulement ne sont pas pour rien dans cette réussite, mais dont le chant touche au sublime : de la pureté extatique de la soprano Maria Agresta, laquelle, de surcroît, fait preuve de beaucoup d'autorité et de naturel dans ses interventions, au bronze mordoré de la basse Carlo Lepore, qui joue parfaitement son rôle de pater nobilis, en passant par le cuir teinté de sensualité dorée de la mezzo Daniela Barcellona.

Ainsi, le duo des deux voix féminines réussit un impeccable *Quis est homo*. Quant aux hommes, ils ne sont pas moins vaillants. Véritable aria d'opéra, l'air du ténor *Cujus animam* est un modèle de bon goût. Et René Barbera a le sens stylistique et le timbre fruité typique des basses qui sied au *Pro peccatis*. Du chœur viennois, qui donne la plénitude de son talent en timbrant magnifiquement, par exemple, les *sotto voce*, on louera la manière dont il répond illico aux intentions du chef. Enfin, faut-il encore faire l'éloge du Philharmonique maison, avec ses cordes soyeuses et ses vents chatoyants ? Ah ! Les cors introductifs du duetto !

Déconstruisant la critique acerbe de Richard Wagner, qui fustigeait la perméabilité de cette œuvre sacrée au style lyrique, et pour lequel le Stabat rossinien n'est pas de la musique religieuse, mais de la musique d'opéra assaisonnée de paroles latines, le grand poète Heinrich Heine, domicilié à Paris depuis 1841, parlait, à propos du *Stabat* rossinien, de « sensation d'infini ». Rarement on l'a ainsi perçu que dans cette gravure, portée qu'elle est, d'un bout à l'autre, par une ferveur, une intériorité, un recueillement, une dévotion religieuse, un sens mystique de l'Au-delà. C'est dire si cet enregistrement est bienvenu.

Force est de reconnaître que Gustavo Gimeno effectue ici un très beau travail d'ensemble, mené avec autant d'énergie que de poésie : équilibre entre instrumentistes et chanteurs, sans qu'il se fasse au détriment des chanteurs, dont nul n'ignore qu'ils sont toujours au cœur des préoccupations de Rossini ; précision rythmique, qui fait merveille dans les formules d'accompagnement des cordes ; contrastes dynamiques cinglants ; et j'en passe. Tout compte fait, nous possédons là une version qui compte, charpentée par un orfèvre du son, aussi intéressante que séduisante. ●

Enregistrement réalisé en décembre 2019 au Grand Auditorium de la Philharmonie Luxembourg. Prise de son : Karel Bruggeman. Minutage : 56'24''. Excellent texte de présentation trilingue français-anglais-allemand. Texte du *Stabat* en latin et traduction trilingue. L'album, paru sous le label Harmonia mundi, est produit par l'Orchestre Philharmonique du Luxembourg. Référence : HMM 905355

Das Bezirksgericht Amsterdam hat die Amsterdam Trade Bank N.V. („ATB"), die auch unter den Namen ATBANK, ATBConnect, ATBSavings, FIBR und FIBR Bank firmiert und bei der niederländischen Handelskammer unter der Nummer 33260432 eingetragen ist, am 22. April 2022 für insolvent erklärt (F.13/22/77). Die Amsterdam Trade Bank N.V. hat ihren satzungsgemäßen Sitz an der Strawinskylaan 1939 (1077XX) in Amsterdam. Das Gericht hat C.H. Rombouts zum Insolvenzrichter ernannt. A. van Hees und J.E.P.A. van Hooff, P.O. Box 75640 (1070 AP) Amsterdam, Niederlande, wurden als Insolvenzverwalter der Amsterdam Trade Bank N.V. ernannt. Die Insolvenzverwalter werden alle bekannten Gläubiger kontaktieren. Wenn Sie ein Gläubiger der ATB sind und weitere spezifische Fragen zum Konkurs haben, wenden Sie sich bitte per E-Mail an die Informationsstelle der Insolvenzverwaltern unter *infoatb@stibbe.com*

Le tribunal de district d'Amsterdam a déclaré l'Amsterdam Trade Bank N.V. (« ATB »), également commercialisée sous les noms ATBANK, ATBConnect, ATB-Savings, FIBR et FIBR Bank, enregistrée à la Chambre de commerce néerlandaise sous le numéro 33260432, en faillite le 22 avril 2022 (F.13/22/77). Amsterdam Trade Bank N.V. a son siège social à Strawinskylaan 1939 (1077XX) à Amsterdam. La Cour a désigné C.H. Rombouts comme juge de surveillance. A. van Hees et J.E.P.A. van Hooff, P.O. Box 75640 (1070 AP) Amsterdam, Pays-Bas, ont été désignés comme administrateurs judiciaires de l'Amsterdam Trade Bank N.V. Les administrateurs judiciaires contacteront tous les créanciers connus. Si vous êtes un créancier d'ATB et que vous avez d'autres questions spécifiques concernant la faillite, veuillez contacter le bureau d'information des syndics par courriel à *infoatb@stibbe.com*

Administration communale de Garnich

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Fournitures

Ouverture le 14.06.2022 à 14.00 heures.

Intitulé :
Fourniture d'un nouveau tracteur

Description :
Fourniture d'un nouveau tracteur pour les besoins du service technique communal et reprise de l'ancien tracteur.

Conditions de participation :
Voir dossier de soumission.

Modalités visite des lieux/réunion d'information :
La visite des lieux (pour estimer le prix de reprise de l'ancien tracteur) est laissée à l'appréciation du soumissionnaire.

Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Les bordereaux et cahiers des charges relatifs à la fourniture du nouveau tracteur sont téléchargeables sur le Portail des marchés publics.

Réception des offres :
Les offres établies sur des bordereaux qui n'ont pas été téléchargés sur le Portail des marchés publics, ne seront pas prises en considération. Les offres, conformes au règlement grand-ducal du 8 avril 2018 portant exécution à la loi du 8 avril 2018 concernant le régime des marchés publics de travaux et de fournitures, doivent être déposées et signées obligatoirement de façon électronique sur le Portail des marchés publics avant l'heure et date fixée pour l'ouverture.

Informations complémentaires :
Délai de fourniture : fin novembre 2022

Date de publication de l'avis 2200953 sur *www.marches-publics.lu* :
05.05.2022

Le collège des bourgmestre et échevins
Georges Fohl, bourgmestre
Arsène Muller, Sonia Fischer-Fantini, échevins

Commune de Steinsel

Avis de marché

Procédure : ouverte
Type de marché : Travaux

Ouverture le 07.06.2022 à 11.00 heures

Lieu d'ouverture :
Administration Communale de Steinsel,
9, rue Paul Eyschen,
L-7317 Steinsel

Intitulé :
Aménagement d'un parking et alentours de la nouvelle école dans la rue des Jardins à Steinsel - Phase 1

Description :
- Travaux de terrassement : 800m³ ;
- Remblai 0/150 : 850 to ;
- Remblai 0/45 : 1610 to ;
- Remblai 16/32 : 190 to ;
- Enrobés : 110 to ;
- Canalisation EP DN315 : 35m ;
- Canalisation EU DN315: 15m.

Modalités visite des lieux/réunion d'information :
La visite des lieux est laissée à l'appréciation du soumissionnaire.

Conditions d'obtention du dossier de soumission :
Pour être considérés comme candidats à l'exécution du présent marché, les Opérateurs économiques doivent préalablement s'inscrire comme tels sur le portail des marchés publics (*www.pmp.lu*). Le dossier de soumission et ses annexes sont ensuite à télécharger sur ledit site. Il ne sera pas procédé à des envois de bordereaux papier.

Réception des offres :
Les offres, conformes à la législation et à la règlementation en vigueur, sont à remettre avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture via le portail des marchés publics (*www.pmp.lu*).

Informations complémentaires :
Début prévisible des travaux septembre 2022

Durée des travaux 60 jours ouvrables

Date de publication de l'avis 2200981 sur *www.marches-publics.lu* :
05.05.2022

Le collège des bourgmestre et échevins
Fernand Marchetti, bourgmestre
Jean Rossy, échevin
Fernand Wies, échevin

d'Lëtzebuerger **Land** **Fondé en 1954 par Carlo Hemmer, édité par Leo Kinsch de 1958 à 1983.** Hebdomadaire politique, économique et culturel indépendant paraissant le vendredi. Publié par les Éditions d'Letzeburger Land s.à r.l., R.C. B 19029,N° TVA LU 12 12 40 22. La reproduction des articles et illustrations est interdite sans l'accord écrit de l'éditeur. **Gérant** Stephan Kinsch (48 57 57-1; land@land.lu), **Rédacteur en chef** Peter Feist (48 57 57-24; pfeist@land.lu), **Rédaction** France Clarinval (48 57 57-26; fclarinval@land.lu), Luc Laboulle (48 57 57-28; llaboulle@land.lu), Stéphanie Majerus (48 57 57 35; smajerus@land.lu), Sarah Pepin (48 57 57 36; spepin@land.lu), Pierre Sorlut (48 57 57-20; psorlut@land.lu), Bernard Thomas (48 57 57-30; bthomas@land.lu), **Mise-en-page** Pierre Greiveldinger (48 57 57-34; pgreiveldinger@land.lu), **Photos** Sven Becker (48 57 57-36; sbecker@land.lu), **Administration et publicité** Zoubida Belgacem (48 57 57-32; zbelgacem@land.lu) **Édition et rédaction** 59, rue Glesener L-1631 Luxembourg Courrier Boîte postale 2083, L-1020 Luxembourg **Téléphone** 48 57 57-1 **Fax** 49 63 09 **E-mail** land@land.lu **Internet** www.land.lu **Twitter** @Letzland **Facebook** d'Lëtzebuerger Land **Instagram** letzebuerger_land **Impression offset** Mediahuis Luxembourg S.A. **Prix par numéro** 5,00 € **Abonnement annuel** 180,00 € **Abonnement étudiant/e** 95,00 € **Comptes en banque** CCPLLULL: IBAN LU59 1111 0000 5656 0000, BILLLULL: IBAN LU29 0027 1003 6990 0000, BGLLLULL: IBAN LU32 0030 0431 7039 0000, BCEELULL: IBAN LU30 0019 1000 2939 1000, CELLLULL: IBAN LU71 0141 7162 5000 0000, BLUXLULL: IBAN LU59 0080 0484 9600 1003 **www.land.lu**

FESTIVAL DE PÂQUES DE SALZBOURG

On la réfère à Leningrad…

Lucien Kayser

…mais la *Septième Symphonie* de Chostakovitch atteint à l'universalité dans ses accents funèbres comme apaisés

Les artistes russes (comme les sportifs) connaissent un sale temps (on répliquera que les Ukrainiens, eux, vivent l'enfer, plus de cinq millions ont déjà fui). Les uns sont sommés de prendre position, ce qui est difficile quand même pour les compositeurs morts, et ainsi un festival suisse va remplacer Tchaikovsky par Verdi, avec toujours la même Jeanne au programme ; les autres sont forcés à l'exil (et les hommes à un combat inégal). Comment s'en sortir, s'il ne suffit pas décidément d'affirmer haut et fort son désir de paix ? Le chef d'orchestre Tugan Sokhiev n'a pas trouvé de porte de sortie, ou bien si, sa démission des postes de directeur musical du Bolchoï et du Capitole de Toulouse, « incapable de choisir entre ses musiciens russes et français bien aimés ».

L'orchestre toulousain a fait bloc derrière le maestro, lui a exprimé publiquement son soutien à l'occasion d'un concert à la Halle-aux-Grains. Tugan Sokhiev a été à Salzbourg, pour le festival de Pâques, pour deux concerts à la tête de la Sächsische Staatskapelle Dresden. Au programme, la *Septième Symphonie* de Dmitri Chostakovitch, aïe, un compositeur russe, ou soviétique, et une pièce musicale rapportée d'habitude au siège de Leningrad, à la résistance contre l'envahisseur nazi. Elle a valu au compositeur le prix Staline en 1942.

C'est bien compliqué, on le voit. Et en l'occurrence beaucoup plus encore qu'on ne pourrait croire. Car si la *Septième* a bien été créée en 1942, loin de Leningrad cependant, à Kouïbychev (actuellement Samara), et jouée à Leningrad quelques mois plus tard, le 9 août, malgré l'obstruction de l'artillerie allemande, il y a de quoi se disputer sur son expression véritable, œuvre antinazie, sans doute, mais aussi et peut-être plus, antistalinienne. Tout dépendant de la date du début de composition qu'on retient. Ou à la foi qu'on attache aux paroles de Chostakovitch lui-même plus tard : c'est Staline qui a détruit Leningrad, Hitler n'a eu qu'à l'achever.

Pas envie d'argutier plus longuement, quand c'est Tugan Sokhiev, avec les musiciens saxons, pour nous

> *L'orchestre nous fait passer par les moments les plus extrêmes que l'existence peut réserver à un individu*

plonger pendant près d'une heure et demie dans une musique qui très vite s'élève au-dessus de toute circonstance particulière, sans l'effacer, sans la faire oublier, pour atteindre à l'universalité. Et la direction de notre chef d'orchestre, qui a beau être né en Ossétie du Nord, de nous faire passer par les moments les plus extrêmes que l'existence peut réserver à un individu, que l'Histoire fait subir aux peuples, tantôt apaisés, tantôt funestes, funèbres. Soit dit en passant, Tugan Sokhiev était à Luxembourg, en 2005, pour *L'Amour des trois Oranges*, de Prokofiev, opéra repris alors du festival d'Aix.

La *Septième* fait fi du développement des thèmes initiaux, solide et énergique ou paisible et rêveur, car voilà que déjà se devine, à peine perceptible, le très lointain roulement de tambour, invasion étrangère ou destruction interne, asservissement des esprits de toute façon. C'est proche du *Boléro*, mais l'esprit est autre que chez Ravel. L'état de tension est toujours là, dans le *scherzo*, mais Chostakovitch nous rassure, on ne peut y tenir continuellement l'auditoire.

De la sorte, des fois la musique se fait plus chantante, avant qu'un climat de violence ne ressurgisse, aussitôt repris par une pointe d'humour, voire de sarcasme. Il en va ainsi, d'une émotion à l'autre, jusqu'à ce qui peut être qualifié d'allure triomphale non exempte d'accents bien sombres. ●

Erika Mayer

Tugan Sokviev sur la scène du Festspielhaus

BANDE DESSINÉE

Branlette de luxe

Pablo Chimienti

Joseph Safieddine, Thomas Cadène et Pierre Thyss arrivent en librairie avec *À pleines mains*, un one-shot aussi amusant que surprenant sur la satisfaction sexuelle, qu'elle soit en couple ou solitaire.

Pablo est un branleur ! Au sens figuré, mais aussi et surtout au sens strict du terme. Alors qu'il a atteint la trentaine, il ressemble encore à un ado avec sa peau grasse, ses cheveux mi-longs et mal coiffés ou encore sa petite moustache naissante sur la lèvre. Son style vestimentaire va d'ailleurs de pair avec sa dégaine mal dégrossie : jeans troués et élimés en bas, Converses, t-shirt col rond… Après tout, peu importe le style quand on est propriétaire d'un sex-shop de quartier aux murs fissurés et aux vitrines loin d'être immaculées.

Sa vie se limite à son petit sex-shop, à son mini back-office et à son studio rikiki où on trouve un futon, une table basse et quelques livres comme seul ameublement et décoration. Une vie de bohème, sans le sou, sans attaches, sans obligations. Il n'a ni femme, ni amie, ni potes… Malgré tous les gadgets à sa portée, ses relations intimes se limitent à ses fantasmes avec Gudrun, une guerrière blonde aux formes généreuses et ne portant qu'un tout petit, petit, bikini en fourrure, qu'il a jadis créée avec Paintbrush. Pour la faire apparaître, une seule solution, l'onanisme. Et encore, dernièrement, Pablo n'arrive même plus à finir sa petite affaire solitaire. Décidément, plus rien ne va.

Ses parents habitent loin et Pablo leur ment depuis toujours : Ils croient qu'il est bibliothécaire ! À force que ses clients trouvent « bien mieux sur le net », les dettes s'accumulent, et son « Sex Quest » se borne à devoir la coquette somme de 45 769 euros en retard de loyers. Pas le choix, il doit fermer sa « librairie », ranger toutes ses affaires dans quelques cartons et retourner chez ses parents.

Là, il retrouve Émile, son meilleur pote de lycée, sa mère toujours inquiète, son père taiseux et sa chambre d'adolescent. Avant son retour, ses parents ont tout remis en place : ses vinyles de Metallica, sa collection de *Galaxie*, ses cartes Crados,

son vieux PC. « J'ai l'impression d'avoir fait un voyage dans le temps », lance-t-il à sa mère, mi fasciné, mi déprimé. « Bonjour la chute… Je suis revenu littéralement au point de départ. Me manque plus que l'acné », se dit-il une fois seul dans sa piaule. Et là, comme par miracle, sa relation avec Gudrun reprend de plus belle. « C'est ici que je t'ai créée, logique que je t'y retrouve », se dira-t-il encore.

Et là, juste après une nouvelle partie de touche-pipi, il a une idée de génie. Il va lancer un nouveau business, un « espace à branlette ». Dans un hangar discret, il recrée pour des particuliers fortunés, le cadre quotidien des fantasmes de leur jeunesse.

Une petite start-up qui deviendra vite le leader de la « branlette de luxe » grâce à des décors magnifiques réalisés par Émile enrichis par les objets que leur met à disposition Marcella, brocanteuse entreprenante dont le physique n'est pas sans présenter quelques similarités avec celui de Gudrun.

Que ce soit une vieille chambre d'étudiant avec les posters des Chicago Bulls ou ceux des Spice Girls, une vieille Renault 5 avec moumoute sur le volant, une salle de sport aux larges miroirs, un télésiège dans un décor de montagnes, un bureau pendant une campagne politique ou encore une petite cabane au fond du jardin… rien n'est trop beau pour APM. À condition que le client, ou la cliente d'ailleurs, puisse y mettre le prix !

On ne comprend pas trop comment Pablo a pu trouver les moyens financiers pour lancer ce nouveau projet professionnel, mais peu importe. Le récit – dont le point de départ n'est pas sans rappeler le film de Nicolas Bedos, *La Belle époque* – est on ne peut plus sympathique et pétillant. Coquin, certes, grivois même, mais sans tomber dans la vulgarité. Car finalement c'est avant tout une comédie romantique que proposent les trois auteurs : Joseph Safieddine (*Yallah Bye*, *L'Enragé du ciel*), Thomas Cadène (*Les Autres Gens, Alt-Life*) et Pierre Thyss (*Traducteurs afghans – Une trahison française*), une histoire d'amour au parcours initiatique et qui se termine bien. Finalement le sex-shop de Pablo résume à merveille le parcours de ce puceau impuissant qui finira par trouver l'amour véritable et découvrir le sexe à deux !

L'humour potache et la dérision sont omniprésents tout au long des 160 pages de l'album : dans le scénario, dans les dialogues mais aussi dans le dessin. Attachants, les personnages, à l'allure bien ronde, sont imparfaits, parfois faux, un peu patauds mais tellement humains qu'on ne peut que se sentir bien à leurs côtés, même dans les moments les plus intimes. Du coup, on se laisse emporter par cette histoire un peu folle qui prône une sexualité amusante et assumée, qu'elle soit solitaire ou à plusieurs. On se laisse aussi emporter par ces dessins rigolos et ses couleurs chatoyantes. Au point que, dès qu'on referme l'album, on a rapidement envie de le reprendre… à pleines mains ! ●

À pleines mains de Safieddine Joseph, Cadène Thomas et Pierre Thyss. Dargaud.

Das Ohne-Bier

Stéphanie Majerus

Zu herb, zu süß, zu wässrig, – es gibt neuen Stoff für Meinungsverschiedenheiten und Connaisseur-Gehabe. Die Materie, über die noch vor vier Jahren niemand ein Urteil fällen musste, heißt alkoholfreies Bier. Heute quetscht das Ohne-Bier sich auf jede Getränkekarte, auf der es noch Platz findet; in den Supermarktregalen drängelt es sich vor die Hochprozentigen; es will aus seinem Nischendasein und hat dies letzten Sommer geschafft.

Ist die Menschheit in den westeuropäischen Breitengraden prüde und rauschaversiv geworden? Nein, schon seit der Antike faseln Philosophen von der Wucht technischer Innovationen; die Akteur-Netzwerk-Theorie hat gar eine regelrechte Obsession mit nicht-menschlichen Handlungsträgern, und geht mit der Fragestellung hausieren, ob etwa Techniken und Gegenstände unser Sozialverhalten verändern. Im Falle von alkoholfreiem Bier muss man eingestehen: Neue Gärverfahren etablieren neue Trinkgewohnheiten.

Während früher nach einer gewissen Zeit die Gärung unterbrochen werden musste, geht das Brauwesen heute anders vor: Die Braumeisterinnen lassen das Bier zu Ende gären und entnehmen der Brühe anschließend das Prozentige. Umkehrosmose, Dialyse oder Vakuumverdampfung heißen die innovativen Verfahren, die die Aromen des Biers erhalten und die Restsüße reduzieren. So schafft es neuerdings das Brauwesen, ein fast richtiges Bier ohne Alkohol auf den Markt zu bringen. Daneben ist die neue Generation der Alkoholfreien mittlerweile tatsächlich alkoholbefreit, während die Vorgängerversion häufig bis zu 0,5 Prozent Ethanol enthielt – für trockene Alkoholiker nicht ganz unbedenklich.

Was würde *Den Dokter* zu dem Trend hin zum Prozentlosen sagen? In der schwarz-weiß Werbung *Den Dokter*, die aus Zeiten stammt, in denen es noch Hüte tragende Männer gab, wird geschwärmt: „Déi beschten Medezin fir eise Kierper ass a bleift de gudde Lëtzebuerger Béier.“ Die drei Protagonisten entscheiden deshalb, „elo een zesummen huelen ze goen“. „Een zesummen huelen goen“, macht man nicht mit *low-* oder *no*-Prozentigem. Es steht für ein anderes Sozialverhalten; es steht für Geselligkeit bei der man „elo mol lues mécht“ oder das Trinkritual nach dem Sport. Denn in der Tat ist der Mineralstoff-Gehalt von dem Malz-, Hopfen-, Wasser- und Hefe-Gebräu nicht uninteressant: Mit Calcium, Natrium und Magnesium punktet es. Deshalb gilt Bier als isotonisch – statt Isostar und andern Sportlergetränken, können Durchgeschwitzte nach ihrem Training sorglos zum Flüssigbrot greifen. Insofern müsste *Den Dokter* auch dem Ohne-Bier seinen Segen erteilen.

Bald wird jedes zehnte Bier ein Entalkoholisiertes sein

Diekirch und Simon haben bereits 0,0-Prozentige lanciert. Die sucht man vergeblich auf alkoholfreishop.lu, wo Interessierte alkoholfreies Bier aus den Niederlanden, Belgien, Deutschland, Italien und Frankreich kaufen können. Weil alkoholfrei nicht immer ausreichend „frei“ ist, kann man den Algorithmus zudem auf vegan, halal und bio trimmen. In den berlinimtierenden Speciality-Coffee-Buden der Stater Gare sind daneben *Cool Ginger Beers* zu kaufen, in denen man das Bier vergeblich sucht. Das sei normal; so ließt man: Es handele sich um eine scharf-süße Erfrischungslimonade aber eben nicht um Bier, – „anders als der Name vermuten lässt.

Laut einer Eurostat Auswertung verfallen 34 Prozent der Erwachsenen Luxemburgs mindestens einmal im Monat starkem Alkoholkonsum. Damit führt das Großherzogtum mit Dänemark und Rumänien in der Liste der EU-Mitgliedstaaten. Diese Pionierposition wird vielleicht von dem Ohne-Bier herausgefordert. Denn Westeuropa ist derweil führend beim Brauen des Prozentlosen. Berechnungen des Deutschen Brauer-Bundes prophezeien: Bald wird jedes zehnte Bier ein Entalkoholisiertes sein. Die Barasserie de Luxemburg schreibt, das 0,0,-Prozentige habe den Vorteil, dass man jetzt zu jeder Tageszeit von dem „vrai goût de la bière“ profitieren kann. „Un plaisir sans limite“ verspricht die Brasserie Simon. Santé! Prost! ●

Stil

L'OBJET

Möbino

Boire son expresso en prenant une éternité peut sembler contradictoire, mais c'est bien l'idée de Metaform Architects avec la création de la tasse Möbino. Le nom vient du célèbre ruban de Möbius, cette forme repliée sur elle-même qui symbolise l'infini. Rappel du pavillon du Luxembourg à Dubaï, dessiné par les mêmes architectes, la tasse emprunte le même design. Ce n'est pas seulement une affaire de style : la courbe prolonge le goût du café en promettant un parfait mouvement de la crème vers la bouche. En plus, Möbino est constitué d'une céramique à double paroi permettant de garder le café chaud plus longtemps sans se brûler les mains. Après un long travail consacré à la recherche et aux tests, depuis les prototypes imprimés en 3D jusqu'aux modèles de moules pour la céramique, une première série de mille exemplaires a été réalisée par les Ateliers Kräizbierg (photo). Chaque tasse est vendue à 35 euros et la totalité des recettes est reversée directement à la fondation Kräizbierg qui œuvre pour une meilleure insertion des personnes en situation de handicap dans la société. En somme, un beau produit de qualité accompagné d'une belle action. ylb

L'ENDROIT

Bella Ciao

Les frères De Toffol ont de la suite dans les idées. Après le Partigiano, ils viennent d'ouvrir le Bella Ciao, à la place d'Armes. Deux noms choisi en hommage au grand-père d'Alexandre et Erik, résistant italien. La parenté entre les deux établissements ne s'arrête pas au nom mais se repère dans le décor et dans la carte : Un néon comme signature du lieu, des murs « végétaux » (ce ne sont pas des vraies plantes, dommage), des couleurs froides (ici un vert sauge de très bel effet) et des assiettes d'inspiration italienne (photo : fc). La carte des pizzas n'a rien à envier au grand frère de la rue de Strasbourg et on retrouve avec plaisir les créations qui ont fait la renommée du premier établissement (Sophia, Wolfgang ou Malaka). Les propositions de pâtes, les plats de viande et de poissons complètent parfaitement le menu avec notamment une bouillabaisse italienne, une escalope milanaise très généreuse (300 grammes) ou des tagliatelle noires aux palourdes. Un focus est mis sur les cocktails travaillés par George Sahinides qui avait fait les beaux jours (ou plutôt les belles nuits) du Tailors concept. Il signe des créations originales comme le Burlesque (vodka, bergamote, citron, sorbet et prossecco) ou le Whisper (gin, vermouth, orange sanguine, Aperol, thym). Les deux étages du restaurant comptent 80 places et la terrasse une bonne cinquantaine. De quoi satisfaire les appétits de nouveautés. fc

LA BOUTEILLE

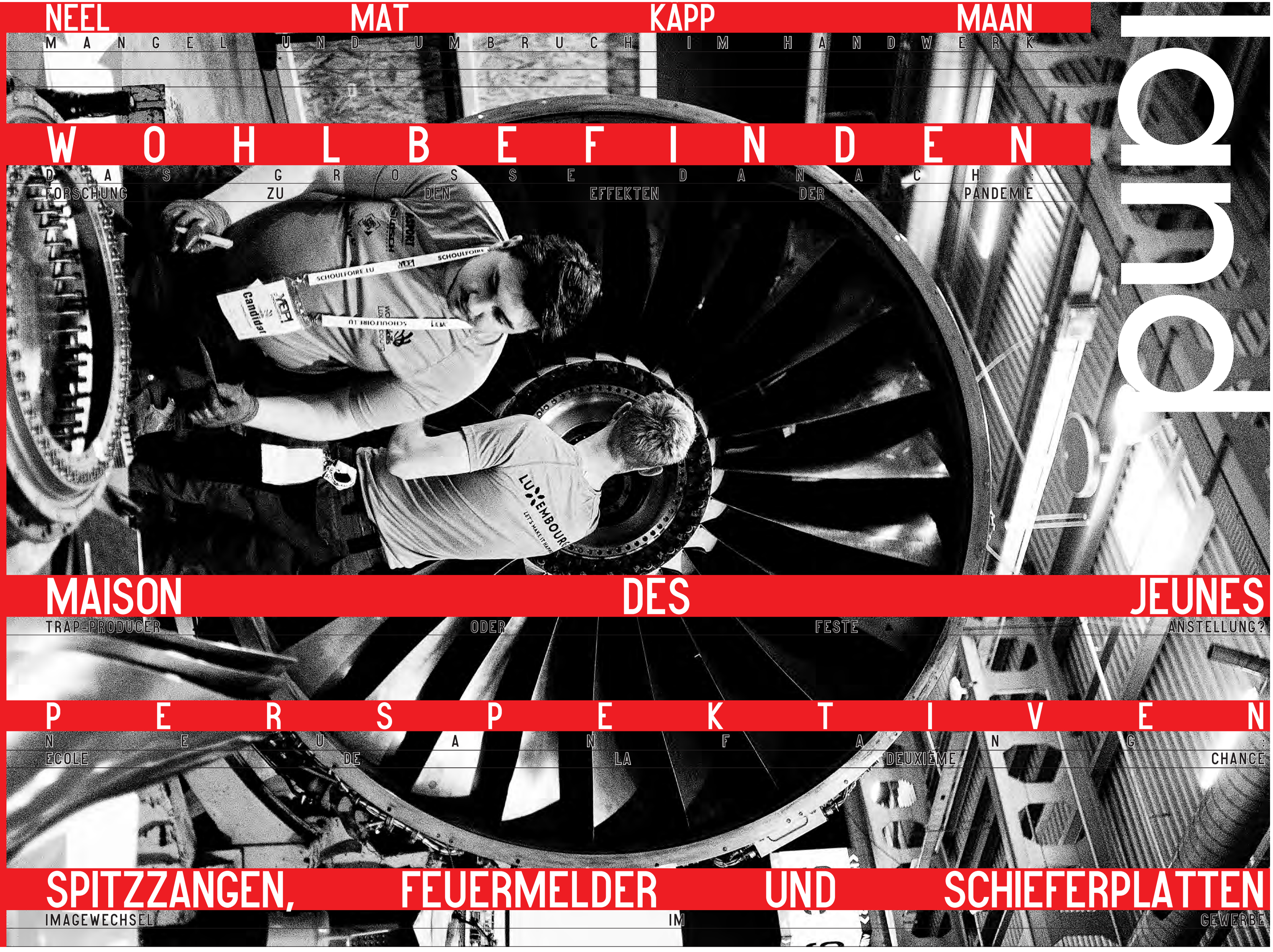
Opyos vermouth

Tout le monde connaît la marque italienne de vermouth dont le nom est proche de Martin, mais savez-vous que cet apéritif créé à Turin à la fin du 18e siècle doit son nom au « Wermut », l'absinthe en allemand ? Il se boit pur ou en cocktail, comme le Negroni qui fait son retour en force dans les bars et dont l'équipe de Opyos raffole. Le fabriquant luxembourgeois de spiritueux s'était fait connaître avec des gins, puis un pastis est venu compléter la gamme, à présent élargie par le premier vermouth rouge du Luxembourg (le blanc étant déjà proposé par la marque Vermor, à base d'Elbling). Le vermouth d'Opyos Beverange (photo) est un assemblage de vins blancs provenant de différents cépages luxembourgeois et de vins rouges italiens, macérés avec différentes herbes, fleurs et fruits. «Au nez, ce vermouth est fort en menthol et armoise, associés à de la sauge épicée et à une touche florale provenant de roses, de fleurs de sureau et de gentiane. Le tout est complété par des notes persistantes de citron frais et

d'orange. Au palais, un subtil mélange aromatique suivi par des arômes d'écorce d'orange douce, complétée par l'acidité du vin. Sa persistance en bouche est agréable, animée par des arômes de menthe et d'eucalyptus et se terminant par une note finale fraîche et douce-amère.» On peut le marier avec d'autres alcools ou le déguster pur avec des glaçons et une tranche d'orange. Santé ! ylb

Maniff den 1. Mee vum OGB-L. | „Familljefest“ den 1. Mee vum LCGB. | De Premier war beim Fest vum LCGB den 1. Mee. | De Kaviarzozialismus ass och net méi deen, deen e ni war, an den Dan Kersch verstoppt sech ënnert dem Kichendësch.

Jeunesse éducation formation



NEEL MAT KAPP MAAN

MANGEL UND UMBRUCH IM HANDWERK

WOHLBEFINDEN

DAS GROSSE DANACH: FORSCHUNG ZU DEN EFFEKTEN DER PANDEMIE

MAISON DES JEUNES

TRAP-PRODUCER ODER FESTE ANSTELLUNG?

PERSPEKTIVEN

NEUE ÜBERGANGSSCHULE: ECOLE DE LA DEUXIÈME CHANCE

SPITZZANGEN, FEUERMELDER UND SCHIEFERPLATTEN

IMAGEWECHSEL IM GEWERBE

Zurück in die Zukunft

Sarah Pepin

Krieg, Überwachungskapitalismus, Klimawandel. Puh. Erwachsenen fällt es derzeit im 24/7 *Doom-scrolling* oftmals schwer, positiv in die Zukunft zu blicken. Geht das auch „jungen Menschen" so? War früher einfach mehr Zukunft? Wenn man seinen Weg im jungen 21. Jahrhundert begann, wo die Probleme soviel komplexer wirken, global und ausweglos, die Lösungen scheinbar in weiter Ferne? Oder ist das alles Schwarzmalerei, Projektion, wie sie sich zwischen den Generationen seit jeher eingebürgert hat?

Alleine die Idee, sich „der Jugend" anzunähern, ist voller Fallstricke. Sie wirft die Schreibenden auf ihr eigenes Alter zurück, das sich offensichtlich immer mehr von der *prime of life* absetzt. Mehr denn je scheint sich die Generation Z, jene Jugendlichen, die in den späten 90er-Jahren geboren sind, konkreten Zuschreibungen zu entziehen. In ihrem Buch „iGen" beschreibt die amerikanische Professorin für Psychologie Jean M. Twenge eine Generation, die sehr behütet und beschützt aufwächst, äußerst tolerant und ständig online ist, gleichzeitig aber absolut unvorbereitet auf das Leben als erwachsene Person. Eine Generation ist meist eine Reaktion auf die vorangegangene. Aber wie stellt sich die Smartphone-Generation ihre Lebensmitte vor? Ein (un)bezahlbares Einfamilienhaus mit Garten, ein handfester Beruf, viel Geld mit Instagram-Kooperationen verdienen? Die Jugendarbeitslosigkeit mag sinken, im Februar lag sie in Luxemburg mit 14,5 Prozent knapp unter EU-Niveau (14,9 Prozent im Dezember 2021). Mit Zahlen lassen sich zwar nur bedingt emotionale Lebensrealitäten abbilden, aber sie sind ein Weg die Chancenungleichheit, die auch im kleinen Großherzogtum hoch ist, sichtbar zu machen.

Um diesen Dingen auch im Kontext der Pandemie auf den Grund zu gehen, baten wir die Wissenschaftler des Jugendberichts 2021 der Universität Luxemburg ihre aktuelle Forschung zum Wohlbefinden der Jugend vorzustellen (S. 24-25). Wir haben ein Jugendhaus besucht, in dem von Musikkarrieren geträumt wird (S.28). Apropos Berufswelt: Dass Entscheidungen, die man als junge Person trifft, nicht immer die letzten sein müssen, sondern Kurskorrekturen durchaus möglich sind, darauf kommt Franziska Peschel zu sprechen (S. 23). Und Stéphanie Majerus hat sich mit der sozialen Ab- und wieder Aufwertung des Handwerks beschäftigt (S. 26-27). Was die Erwachsenen von morgen machen werden, können wir heute nur erahnen. Aber die Zukunft kommt bekanntlich früh genug.

Index

23
Auf Umwegen
Mobbing, Leistungsdruck, Krach mit den Lehrern: Viele Schüler brechen vor ihrem Abschluss ab. Dann wird der Weg oft holprig
Franziska Peschel

24
Das große Danach
Wie Jugendliche in Luxemburg auf die Covid-19 Pandemie und ihre Zukunft blicken
Andreas Heinen, Caroline Residori und Robin Samuel

26
Volle Auftragsbücher, leere Posten
"Mir sichen" hört man von Seiten der Handwerksbetriebe. Trotzdem hat der Berufszweig ein Nachwuchsproblem
Stéphanie Majerus

28
Tiktok, die Zeit läuft
Ein Besuch im Jugendhaus, wo von Musikkarrieren geträumt wird
Sarah Pepin

Coordination : Stéphanie Majerus, Sarah Pepin
Photos : Sven Becker

Auf Umwegen

Franziska Peschel

Mobbing, Leistungsdruck, Krach mit den Lehrern – viele Jugendliche erleben die Schule als einen schwierigen Ort. Einige fühlen sich so unwohl, dass sie die Schule abbrechen, Abschlusszeugnis hin oder her. Dann wird der Weg oft holprig

Sven Becker

Ein Viertel der Schulabbrecher kehrt zurück, um den Abschluss nachzuholen

Es ist Mittagspause an der Ecole Nationale des Adultes (Enad). Ein paar Schüler schlendern durch das Foyer, einige sitzen zum Mittagessen unterhalb der großen Treppen mit offenen Büchern auf den Tischen. Die Enad ist der letzte Hafen für diejenigen, die an anderen Schulen nicht bis zum Ende durchgehalten haben. „Das war die einzige Wahl, die ich hatte", sagt Bruno, einer der Flurschlenderer. „Ansonsten hätte ich arbeiten gehen müssen und ich habe noch keinen Abschluss." Seine Noten am Lycée waren nicht gut genug, Mathe, Französisch, Literatur – er hat das Jahr nicht bestanden und die Schulleitung legte ihm nahe, es an der Enad zu probieren. Nun bestreitet er mit 19 sein erstes Jahr an der Enad.

Viele Jugendliche, die Statistiken als Schulabbrecher und „NEETs" (Not in Employment, Education or Training) einstufen, sehen sich selbst nicht als solche: Sie betrachten ihren Ausstieg als eine Auszeit von der Schule. Zu diesem Schluss kam die Studie „Regards de jeunes sur leur parcours de décrochage dans l'enseignement général" vom Luxembourg Institute for Socio-Economic Research (Liser). Laetitia Hauret, Roland Maas und ihr Team haben diese Studie im vergangenen Oktober veröffentlicht, beauftragt vom Bildungsministerium. „Viele wollten gar nicht erst teilnehmen, weil sie sich nicht als Schulabbrecher sehen", sagt Roland Maas. Ein Viertel derer, die die Schullaufbahn nicht zu Ende gegangen sind, kehrt zurück, um den Abschluss nachzuholen. Die Umfrage führten die Forscher schließlich mit 22 Teilnehmern im Alter von 16 und 17 Jahren durch. Bei der Mehrheit von ihnen standen entweder Konflikte mit Lehrkräften und Mitschülern oder zu schlechte schulische Leistungen dem Abschluss im Weg.

Die Ergebnisse der Studie dienten dem Bildungsministerium als wissenschaftliche Grundlage für das Gesetzesprojekt, das Minister Claude Meisch im Februar vorgestellt hat: Schulpflicht für alle unter 18 Jahren. 8,2 Prozent der Schüler und Auszubildenden bis zum 24. Lebensjahr haben im vergangenen Schuljahr ohne Abschluss den Klassensaal verlassen. Ein Drittel von ihnen ist zwischen 16 und 17 Jahre alt. Mit der Schulpflicht bis zur Volljährigkeit soll diese Zahl verringert werden und auch die der Jugendarbeitslosigkeit, die vor der Pandemie bei 18 Prozent lag. Doch manchmal geht es einfach nicht mehr.

Diese Erfahrung hat Felix Mersch gemacht, mehr als einmal. In der 11e fingen die Schwierigkeiten für ihn an und ließen ihn nicht mehr los. Die elfte Klasse war sein Endgegner, noch bevor das Spiel des Lebens richtig angefangen hat. Felix Mersch ist ein ruhiger Typ, trägt Brille und Kapuzenpullover, die Jeans hängt locker an seinen Beinen. Er überlegt, bevor er spricht, sagt lieber Ja als Nein. Seine schulische Laufbahn begann er im Schengenlyzeum in Perl, genau wie seine jüngere Schwester, die dort bis zum Abitur alle Klassen problemlos hinter sich gebracht hat. Felix fühlte oft, dass er nicht so richtig reinpasste. „Im Schengenlyzeum war es ganz schlimm mit den anderen Schülern", erzählt er. „Ich war in einer dummen Klasse, wurde gemobbt und so weiter. Ab der zehnten Klasse ging es, die elfte auch." Doch seine Noten wurden schlechter, sodass er die elfte Klasse nicht bestand. Die Motivation fehlte. „Mein Vater ist dann in die Schule gekommen und hat gesehen, dass das gar nichts mehr bringt", sagt er. Felix verließ die Schule. Dass er zu Hause herumhing, haben seine Eltern nicht toleriert, also jobbte er sechs Monate im Lebensmittelladen.

Dann die nächste Schule. „Ich wollte es doch noch mal probieren." Seine Eltern haben ihn gedrängt, schickten ihn in das Atert Lycée in Redingen, auf den Weg zum Diplôme de Technicien (DT), und ins Internat, direkt neben der Schule, „damit ich ein bisschen selbstständiger werde." Wieder sollte die 11e ihm einen Strich durch die Rechnung machen. „Im Internat habe ich lange gebraucht, um Freunde zu finden und mal reinzukommen, aber dann ging es sehr gut." Dort hat Felix haltbare Freundschaften geschlossen. Doch in der Schule kam er nicht klar, weder mit den Mitschülern noch mit dem Unterrichtsstoff, Französisch vor allem, Literatur. Und auch die Motivation fehlte. „Ich habe gemerkt, dass ich mit der Schule nicht so richtig klarkomme."

So geht es vielen jugendlichen Schülern. Die Schulpflicht abzuheben, ist da eher Pflaster als Behandlung. „In manchen Fällen mag das eine gute Idee sein, aber nur, wenn es ein anderes Schulangebot gibt als das, was sie gewohnt sind", sagt Jos Bertemes, Schulleiter der Enad. „Wenn Jugendliche entscheiden, die Schule zu verlassen, sehen sie dort keine Zukunft. Sie haben das versucht und wollen das nicht mehr. Diese Schüler brauchen ein anderes Lernmodell." Das Gesetzesprojekt des Bildungsministerium sieht vor, mehr alternative Bildungseinrichtungen zu schaffen. Heute verweisen Schulen und Bildungsbeauftragte junge Menschen an die Angebote des Service National de Jeunesse (SNJ). Orientierung und Fortbildung stehen dort im Fokus. Der SNJ hat Felix Mersch hat eine Perspektive eröffnet.

Statt Schule und Ausbildung weiterzumachen, engagierte Felix sich beim SNJ. Drei Monate lang beteiligte er sich beim Jugendsender von Radio Ara. Auch nach dem Workshop engagierte er sich dort weiter freiwillig, hat inzwischen eine eigene Sendung. Felix hat dort Halt gefunden und eine Leidenschaft entdeckt, die ihm heute einen Weg nach vorn weist.

8,2 Prozent der Schüler und Auszubildenden bis zum 24. Lebensjahr haben im vergangenen Schuljahr ohne Abschluss den Klassensaal verlassen

Das Atert Lycée hatte ihn fortgeschickt mit der Empfehlung, kleiner einzusteigen. In zwei weiteren Anläufen schaffte er schließlich das Diplôme d'Aptitude Professionelle (DAP) an der vierten Schule seiner Laufbahn. Zwei Tage Unterricht pro Woche und drei Tage Papierkram im Bildungsministerium erledigen, „das war gut, dort habe ich mich mit allen super verstanden." Die Trennung half auch, um mit den Mitschülern zurecht zu kommen. „Da wir uns nur zwei Tage in der Woche sahen, ging es. Die waren ja auch alle verschieden, auch Ältere." Einen letzten Anlauf unternahm Felix, um doch noch das DT zu bekommen, im Nic Biewer Lycée in Düdelingen, nachdem eine Lehrerin ihm sagte, er könne es doch noch mal versuchen. „Da ich dann der Älteste war in der Klasse, ging das auch nicht so richtig. Ich suche immer Kontakt mit anderen Leuten, ich renne denen dann so hinterher. Dann frage ich, kann ich mit euch kommen? Die Antwort war Nein, wir wollen gern allein sein unter uns. Die Sektion hat mir auch gar nichts mehr gesagt zu dem Zeitpunkt." Ein halbes Jahr später reicht es ihm mit Schule. Das DAP muss genug sein.

Felix ist jetzt 23. Im September zieht er nach Köln, um Audio-Engineering an einer Privatschule zu studieren. Die Maison de l'Orientation hat ihm diesen Vorschlag ausgespuckt, auf Basis seiner Interessen. Das paraschulische System hat ihn immer wieder aufgefangen, eine Beraterin, die ihn an die richtige Stelle verwiesen hat, ebenso wie seine Eltern es versucht haben. „Ich bin jetzt mal froh, dass ich mein DAP habe. Ich finde es auch nicht schlimm, dass es mit dem Technicien nicht geklappt hat", sagt er. Felix hatte Glück, zumindest zweimal in seiner Schullaufbahn den richtigen Menschen gegenüberzusitzen – zwei von Dutzenden Bildungsbeauftragten, die ihn und seine Schulakte kennen.

Den Halt und die Perspektive, die Felix durch das SNJ beim Radio gefunden hat, versuchen die Jugendhäuser außerhalb der Einrichtungen des Bildungsministeriums zu geben. In das Jugendhaus von Inter-Actions in Bonneweg kommen die Teenager nicht, um Verantwortung zu lernen oder mit dem Ziel, ein berufliches Projekt anzustreben. Sie kommen, um Zeit mit ihren Freunden zu verbringen – Tischtennis spielen, Kuchen backen, rumhängen. Die Sozialarbeiter verstehen ihre Aufgabe so, dass sie es trotzdem tun: Verantwortung vermitteln und Perspektiven zeigen, in einem freundschaftlichen lockeren Rahmen. Die Jugendhäuser sind Safespaces. Die Schule hat hier keinen Einfluss und auch die Familien halten sich in der Regel raus. Eigenverantwortung wird erwartet, doch ohne Druck. Jedes Jahr veranstaltet das Betreuerteam eine Reise ins Ausland. Wer mitkommen möchte, muss sich das Geld dafür selbst verdienen, durch den Verkauf von Keksen zum Beispiel. Doch niemand wird gezwungen mitzukommen. Die Sozialarbeiter sind Vertrauenspersonen mit einem weniger starren Auftrag als der der Lehrkräfte und Berufsberater. Dennoch geben sie Stabilität. Das Jugendhaus ist jeden Tag offen und viele Jugendliche nutzen das Angebot auch täglich.

Im Sommer pflanzen sie Tomaten im Garten, im Kampfsportraum trainieren sie Muay Thai. Sie basteln Transparente für den Youth4Climate-Protest und beschäftigen sich in Workshops mit Klimawandel. Sam kommt schon seit vielen Jahren ins Jugendhaus Bonneweg. Er ist 26 und einer der Ältesten. Er schätzt die Atmosphäre. „Dieser Ort kann Jugendlichen Ideen geben", sagt er. „Viele wissen nicht, was sie im Leben machen wollen und haben deshalb keine Motivation, sich in der Schule anzustrengen. Durch die Aktivitäten und den Umgang mit anderen lernen sie hier verschiedene Lebenswege kennen." Vielleicht finden sie, wie Felix, schließlich eine Aufgabe, die sie erfüllt und die zu einem Antrieb im Leben werden kann. ●

Das große Danach

Andreas Heinen, Caroline Residori & Robin Samuel

Wie Jugendliche in Luxemburg auf die Covid-19-Pandemie und ihre Zukunft blicken

Die Covid-19-Pandemie hat den Lebensalltag der Bevölkerung insgesamt aber auch der Jugendlichen in Luxemburg stark verändert. Jugendliche sind bei einer Infektion mit dem Coronavirus (SARS-CoV-2) seltener von schweren Krankheitsverläufen bedroht als ältere Personen. Jedoch erlebten sie die weitreichenden Kontaktbeschränkungen und die zeitweilige Schließung von Schulen, Vereinen und anderen Einrichtungen als gravierende Einschränkungen. Gut zwei Jahre nach Ausbruch der Pandemie möchten wir in diesem Beitrag einen genaueren Blick auf die Auswirkungen der Pandemie auf die junge Generation in Luxemburg werfen. Inwiefern hat sich das Wohlbefinden und die Lebenszufriedenheit von Jugendlichen verändert? Welchen Einfluss hat die Pandemie auf verschiedene Lebensbereiche? Und wie blicken Jugendliche in ihre Zukunft? Als Grundlage dienen uns Daten von mehr als 11 000 Jugendlichen, die im Rahmen von Forschungsprojekten am Zentrum für Kindheits- und Jugendforschung der Universität Luxemburg (siehe Infobox) befragt wurden (Samuel & Willems, 2021; Residori et al., 2020; Schomaker et al. 2021).

Einschneidende Erfahrung: Die Pandemie wurde insgesamt gut von der Jugend gemeistert

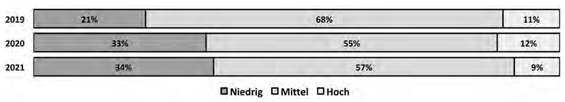
Besorgnis bei Jugendlichen, vor allem zu Beginn der Pandemie

Wie sehr sorgen sich Jugendliche wegen der Covid-19-Pandemie und wie kommen sie mit dieser zurecht? Unsere Ergebnisse zeigen, dass sich gerade zu Beginn der Pandemie in 2020 viele Jugendliche besorgt gezeigt haben. Etwas mehr als die Hälfte der Befragten gibt an, ziemlich oder sehr besorgt zu sein. Diese Sorge ist Ausdruck einer allgemeinen Verunsicherung und sicherlich auch der Ungewissheit über die zukünftigen Entwicklungen. Vor allem das Confinement zu Beginn der Pandemie hat diese Einschätzung verstärkt. Dabei sorgten sich Jugendliche vor allem andere zu infizieren, nicht jedoch sich selbst. Ein Jahr später, 2021, liegt der Anteil derer, die sich besorgt zeigen mit 39 % deutlich niedriger. Dieser Rückgang liegt möglicherweise darin begründet, dass sich Jugendliche mit fortschreitender Dauer der Pandemie mit der Situation arrangiert haben.

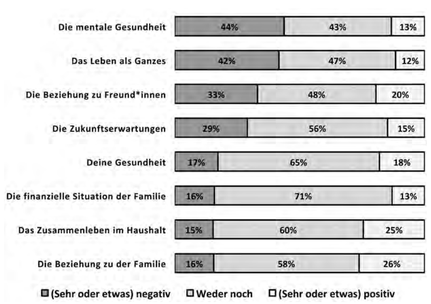
Gleichzeitig bewerten die Jugendlichen die Maßnahmen anders: Der Anteil der Jugendlichen, die die Maßnahmen übertrieben finden, hat sich erhöht (von 12 % in 2020 auf 26 % in 2021), während der Anteil der Jugendlichen, denen es leichtfällt, die Maßnahmen zu befolgen, gefallen ist (von 76 auf 67 %). Insgesamt kommen die Jugendlichen im Schnitt sowohl 2020 als auch 2021 eher gut mit der Pandemiesituation zurecht.

Niedrigere Lebenszufriedenheit bei Jugendlichen in Folge der Pandemie

In internationalen Studien sind die Auswirkungen der Pandemie auf die Lebenszufriedenheit und das Wohlbefinden der Jugendlichen gut belegt (Magson et al., 2020; Ravens-Sieberer et al., 2021; Riiser et al., 2020). Auch in Luxemburg war die durchschnittliche Lebenszufriedenheit von Jugendlichen während der Pandemie niedriger als zuvor. So lag der Anteil Jugendlicher, die ihre Lebenszufriedenheit als niedrig einschätzen, im Jahr 2019 bei 21 % und im Jahr 2020 bei einem Drittel. Dieser starke Anstieg ist umso erstaunlicher, weil vorangegangene Studien zur Lebenszufriedenheit über Jahre hinweg kaum Veränderungen gezeigt haben (Heinz et al., 2020). Die niedrige Lebenszufriedenheit hat sich 2021 auf einem ähnlich hohen Niveau stabilisiert (siehe Abbildung.). Eine weitere Verschlechterung oder ein Erholungseffekt ist im Verlauf der Pandemie demnach nicht eingetreten. Die Pandemie hat jedoch zu einer Verschlechterung der Lebenszufriedenheit bei Jugendlichen geführt, die möglicherweise länger Bestand haben wird. Internationale Studien und Rückmeldungen aus der Praxis deuten darüber hinaus darauf hin, dass die Pandemie bei einem Teil der Jugendlichen zu einer Zunahme von Gefühlen wie Angst oder Depression geführt hat und negative Auswirkungen auf ihre mentale Gesundheit hatte (Samji et al., 2022).



Bewertung der Lebenszufriedenheit in 2019, 2020 und 2021
Ergebnisse der YAC+ und YSL Befragungen in 2019 (n=2 544), 2020 (n=2 816) und 2021 (n=2 326)



Auswirkungen der Pandemie und der Maßnahmen (2021)
Ergebnisse der YAC+ Befragung in 2021 (n=2 986) aus Schomaker et al. 2021

> *„Villäicht well eben déi Onsécherheet do war, an een einfach net wosst, wéi et weider geet an de Kapp vläicht einfach ze vill Froen hat, an een einfach net ofschalte konnt“*
>
> (Sandra, 24 Joer, Studentin)

Auswirkungen der Pandemie auf verschiedene Lebensbereiche – vor allem negative aber auch positive Auswirkungen

Wie bewerten Jugendliche die Auswirkungen der Pandemie auf ihr Leben? 2021 wurden die Jugendlichen zu den Auswirkungen der Pandemie auf verschiedene Lebensbereiche befragt. Dabei überwiegen die negativen Einschätzungen meist (siehe Abbildung).

So bewertet ein großer Teil der Jugendlichen die Auswirkungen auf die mentale Gesundheit (44 %) und ihr gesamtes Leben (42 %) als negativ. In einzelnen Bereichen sieht ein Teil der Jugendlichen eher positive Auswirkungen. Diese betreffen vor allem die Beziehungen zu der Familie und das Zusammenleben im Haushalt. In Interviews werden beispielsweise die gemeinsame Zeit mit den Eltern und den Geschwistern sowie das hohe Maß an Unterstützung durch die Eltern als positive Aspekte hervorgehoben. Während negative Auswirkungen dominieren, sehen Jugendliche also durchaus auch positive Auswirkungen der Pandemie.

Die Pandemie trifft Jugendliche in unterschiedlichem Ausmaß

Die Ergebnisse unserer Studien machen deutlich, dass Jugendliche je nach Alter, Geschlecht und sozioökonomischem Status die Pandemie als unterschiedlich belastend wahrnehmen und Auswirkungen in unterschiedlichem Maß erleben. So steigt der Anteil der Jugendlichen mit niedriger Lebenszufriedenheit zwischen 2019 und 2020 stärker für junge Frauen an (von 19 auf 33 %) als für junge Männer (von 24 auf 30 %). Ebenso berichten jüngere Jugendliche zwischen 12 und 16 Jahren besser mit der pandemischen Situation zurecht zu kommen als ältere Jugendliche über 18 Jahren.

Als zentrales differenzierendes Merkmal erweist sich die soziale Herkunft und die finanzielle Ausstattung der Jugendlichen und ihrer Familien. Je niedriger der sozioökonomische Status, desto eher bewerten Jugendliche die pandemische Situation als belastend und desto stärker hat ihre Lebenszufriedenheit in der Pandemie abgenommen. Bei Jugendlichen mit einem höheren sozioökonomischen Status ist die wahrgenommene Belastung geringer und auch der Rückgang der Lebenszufriedenheit geringer. Wir beobachten so nicht nur eine Fortschreibung sozialer Ungleichheiten, sondern eine Verstärkung. Jugendliche, die bereits vor der Pandemie benachteiligt waren, erfahren stärkere Ressourcenverluste während bereits vor der Pandemie bessergestellte Jugendliche von ausgeprägteren Zugewinnen berichten.

> *„Mir sinn zu véier an mir wunnen an engem Haus an och elo wärend Corona hate mer Chance en Gaart ze hunn, dass mer awer konnten… Mir hunn awer vill Plaz fir véier Leit fannen ech an ech verstinn mech och mat mengen Elteren an mat mengem Brudder gutt, dat heescht ech fillen mech wuel hei heem.“*
>
> (Diane, 16 Joer, Schülerin)

Zukunftsperspektiven und Sorgen der Jugendlichen

Die Pandemie dauert nun seit mehr als zwei Jahren an. Rund ein Drittel der Jugendlichen berichtet von negativen Auswirkungen der Pandemie auf ihre Zukunftsperspektiven. Wie blicken Jugendliche auf die Zukunft, in Bezug auf ihre persönliche Situation aber auch in Bezug auf gesellschaftliche Entwicklungen?

Fragt man die Jugendlichen, was ihnen Angst macht, so bilden schwere Krankheiten, Klimawandel und Umweltverschmutzung in 2019, 2020 und 2021 die Top Drei. Zwischen 70 und 87% der Jugendlichen geben jeweils an, dass ihnen diese Dinge Angst machen. Dahingegen sind andere Ängste deutlich weniger stark ausgeprägt. So belegen etwa Ängste in Bezug auf die Zuwanderung, Ausländerfeindlichkeit, Diebstähle oder den Verlust des Arbeitsplatzes die hinteren Ränge.

Bemerkenswert ist, dass bei Klimawandel und Umweltverschmutzung die Ängste der Jugendlichen sich nicht nur auf ihre eigene Zukunft beziehen. Auch zukünftige Generationen haben Jugendliche im Blick. So äußern sich 4 von 5 Jugendlichen beunruhigt, wenn sie an die Umweltverhältnisse, mit denen ihre Kinder und Enkelkinder wahrscheinlich leben müssen, denken.

Allerdings scheinen die Ängste um Klimawandel und Umweltverschmutzung in 2021 etwas weniger stark im Bewusstsein der Jugendlichen zu sein als noch vor zwei Jahren. Der Anteil, der Jugendlichen denen Umweltverschmutzung und Klimawandel Angst macht ist zwischen 2019 und 2021 gesunken (für Klimawandel von 83 auf 70 %). Möglicherweise hat die Covid-19-Pandemie und deren Dominanz im Lebensalltag der Jugendlichen hierzu beigetragen.

Insgesamt zeigen Jugendliche eine hohe Sensibilität in Bezug auf globale Entwicklungen und aktuelle gesellschaftliche und politische Herausforderungen. Auch Ängste bezüglich eines möglichen Krieges zeigten sich bereits vor den rezenten Ereignissen in der Ukraine: Ein Kriegsausbruch in Europa rangierte 2021 auf dem sechsten Platz der Dinge, die den Jugendlichen Angst machten und damit noch vor Ängsten um ihre persönliche Sicherheit.

Fazit

Unsere Analysen deuten darauf hin, dass der überwiegende Teil der Jugendlichen mit der Covid-19-Pandemie und den Maßnahmen bislang gut zurechtgekommen ist. Offenbar sind viele Jugendliche resilient und konnten auf hinreichend Ressourcen zurückgreifen, um die mit der Pandemie verbundenen Belastungen zu bewältigen. Dies trifft aber nicht für alle Jugendlichen gleichermaßen zu. Vor allem die soziale Herkunft erweist sich als ein entscheidender Faktor.

Die Ergebnisse müssen selbst nach zwei Jahren der Pandemie als Momentaufnahme verstanden werden. Aus der Fachpraxis der Jugendarbeit und der Jugendpsychiatrie kommen mitunter alarmierende Signale. Es wird von einer zum Teil deutlichen Zunahme mentaler Probleme bei Kindern und Jugendlichen berichtet. Die langfristigen Konsequenzen von mentalen Belastungen und Entwicklungsdefiziten zeigen sich häufig erst mit fortschreitendem Alter der Kinder und Jugendlichen und mit ihrem Eintritt ins Erwachsenenalter. Ebenso zeigen sich Folgen schulischer Probleme und erschwerter Integration in den Arbeitsmarkt oft später. Die mittel- und langfristigen Auswirkungen dieser krisenhaften Entwicklungen müssen mit geeigneten Forschungsarbeiten beobachtet werden. Nur so können wirksame Maßnahmen und Unterstützungsangebote entwickelt und negative Effekte auf die gesamte Gesellschaft eingedämmt werden. ●

> *„Ech hunn et schéin fonnt, ech hunn et am Fong zimmlech genoss, datt si do war, well ech hänken immens un hir an jo, si war ëmmer erëm eng Kéier do an si war net op der Aarbecht an si war ëmmer do, wann s du Froen has an am Fong war et schéin d'Famill beieneen ze hunn“*
>
> (Samantha, 28 Joer, schafft)

Covid-19 hat soziale Ungleichheiten eher verstärkt

Zu den Projekten:

Youth Survey Luxembourg (YSL) (2019)
– Repräsentative Befragung von Jugendlichen im Alter zwischen 16- und 29 Jahren (n=2 802)

Young People and COVID-19 (YAC+) (2020, 2021)
– Repräsentative Befragung von Jugendlichen im Alter zwischen 12- und 29 Jahren zur Covid-19-Pandemie (n(2020)=4 614; n(2021)=3 740);
– Qualitative Interviews mit Jugendlichen in 2020 (n=22)

Nationaler Bericht zur Situation der Jugend in Luxemburg 2020
– Bericht zu Wohlbefinden und Gesundheit von Jugendlichen in Luxemburg

Die Projekte wurden vom „Ministère de l'éducation nationale de l'Enfance et de la Jeunesse“ sowie vom „Fonds National de la Recherche“ unterstützt.

Weitere Informationen finden sich unter *www.jugend-in-luxemburg.lu*

Literatur:

Heinz, A., van Duin, C., Kern, M. R., Catunda, C. & Willems, H. (2020). Trends from 2006 - 2018 in health behaviour, health outcomes and social context of adolescents in Luxembourg. Esch-sur-Alzette. University of Luxembourg (UL); Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE); Ministère de la Santé.

Samuel, R. & Willems, H. (2021). Wohlbefinden und Gesundheit von Jugendlichen in Luxemburg. In. Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse & Université du Luxembourg. Rapport national sur la situation de la jeunesse au Luxembourg 2020. Le bien-être et la santé des jeunes au Luxembourg, p. 19-269. Luxembourg.

Samji, H., Wu, J., Ladak, A., Vossen, C., Stewart, E., Dove, N., Long, D. & Snell. G. (2022). Review: Mental health impacts of the COVID-19 pandemic on children and youth - a systematic review. Child Adolesc Ment Health. 2022 May;27(2):173-189.

Magson, N. R., Freeman, J. Y. A., Rapee, R. M., Richardson, C. E., Oar, E. L. & Fardouly, J. (2020). Risk and Protective Factors for Prospective Changes in Adolescent Mental Health during the COVID-19 Pandemic. Journal of Youth and Adolescence. Vorab-Onlinepublikation.

Ravens-Sieberer, U., Kaman, A., Erhart, M., Devine, J., Schlack, R. & Otto, C. (2021). Impact of the COVID-19 pandemic on quality of life and mental health in children and adolescents in Germany. European Child & Adolescent Psychiatry. doi.org/10.1007/s00787-021-01726-5
Residori, C., Sozio, M. E., Schomaker, L., Samuel, R. (2020). YAC – Young

People and COVID-19. Preliminary Results of a Representative Survey of Adolescents and Young Adults in Luxembourg. University of Luxembourg: Esch-sur-Alzette.

Riiser, K., Helseth, S., Haraldstad, K., Torbjørnsen, A. & Richardsen, K. R. (2020). Adolescents' health literacy, health protective measures, and health-related quality of life during the Covid-19 pandemic. PloS one, 15(8), e0238161.

Schomaker, L., Residori, C., Fernandez-Urbano, R., Samuel, R, (2021). Young People and Covid-19 II: Evolution 2020 to 2021, Vaccination Willingness, and Impact of the Pandemic. Preliminary Results of a Representative Survey of Adolescents and Young Adults in Luxembourg. University of Luxembourg: Esch-sur-Alzette.

Volle Auftragsbücher, leere Posten

Stéphanie Majerus

„Mir sichen", hört man vonseiten der Handwerksbetrieben. Trotzdem ringt das Handwerk mit Nachwuchsproblemen

Sven Becker

Als Schüler begleiteten Pedro Cunia Zweifel während der Ausbildung. Heute plant er seine Karriere als Elektriker

„Es ist etwas unaufgeräumt hier", entschuldigt sich Lashen Tabovazat. Die Elektriker des Unternehmens Paul Wagner et fils knabern gerade an ihrem belegten Brot in ihrem Baucontainer. Schreibblöcke, Spitzzangen, Kabelöffner liegen auf Schränken, eine Kaffeemachine steht in der Ecke, an den Wänden hängen Grundrisse mit Zahlen und Abkürzungen, manche pink eingekreist.

Pedro Cunia zeigt mit seinen verstaubten Händen über die Kartierung: „Hier sind die Steckdosen, Spotleuchter, Feuermelder und Internetanschlüsse eingetragen". „Und nicht zu vergessen, ganz wichtig, die Notfall-Lampen", schiebt Lashen Tabovazat hinterher. Er kommt aus Spanien; über einen spanischen Kollegen hat er vor ein paar Jahren gehört, dass Luxemburg händeringend nach Handwerkern sucht. Die eigentliche Herausforderung sei allerdings das Tableau einzurichten. Als Nicht-Elektriker stutzt man kurz: Das Tableau? „Do wou alles zesummen kënnt", erläutert der junge Elektriker.

Die Elektriker arbeiten in einer Branche, die chronisch unterbesetzt ist. Offene Stellen gibt es ebenso für Fliesenleger, Zimmerer, Zerspannungsmechaniker; Zahlen der Berufskammer sprechen von 37 Prozent Fachkräftemangel im Heizungs- und Sanitärbereich. Auch in den Schlossereien hinkt die Stellenbesetzung hinterher: Von 2017 bis 2019 hat sie sich der Anteil an freien Posten von 11 auf 33 Prozent mehr als verdoppelt. 18 Lehrstellen für Dachdecker blieben letztes Jahr frei, 12 für Maurer. Mike Engel, Leiter der Maison de l'Orientation, nennt für den Schwund an Handwerkerinnen unterschiedliche Faktoren: „Viele haben durch ihr Elternhaus keinen Bezug mehr zu handwerklichen Tätigkeiten. Somit wird diese Berufswahl weniger naheliegend. Ein Grund ist natürlich auch, dass die Bezahlung im Vergleich zu Verwaltungsberufen zurückbleibt."

Der Personalleiter Joey Thies von Paul Wagner et fils ergänzt seinerseits: „Dem Handwerk klebt das Bild einer Alternativlösung an. Die wenigsten Schüler sagen von sich aus, dass sie eine Handwerkslaufbahn einschlagen möchten." Hinzu komme eine Lehrkörperschaft und eine Bildungsdebatte, die Handwerksberufe nicht immer ausreichend wertschätzt oder Eltern, die diese Berufe als – finanziell oder körperlich – unsicher betrachten. „Diese Entwicklung geht weit ins 20. Jahrhundert zurück. Das Studium wurde über die Zeit für immer mehr Jugendliche, Eltern und Lehrer zum Maß aller Dinge. Die Folge: In den Köpfen hat sich das Bild eines rückständigen Handwerks verankert", ergänzt Jörg Thomae, der zum Handwerk an der Universität Göttingen forscht.

Zahlen der Berufskammer sprechen von 37 Prozent Fachkräftemangel im Heizungs- und Sanitärbereich

Pedro Cunia kam durch sein Volontariat 2017 bei der Escher Kommune zum Handwerk; währenddessen hat er erstmals einen Einblick in den Elektrikerberuf erhalten. Im Anschluss absolvierte er ein Certificat de capacité professionnelle (CCP) im Centre National de Formation Professionnelle Continue. „Fast die Hälfte meiner Mitschüler brachen während des Schuljahres ab". Weshalb und was diese Schüler stattdessen machen, weiß Pedro nicht: „Ech hu mech op mäin Ofschloss konzentréiert, dofir hunn ech net vill geschwat". Die Zweifel der Abgänger hätten sich trotzdem auf ihn abgefärbt; er habe sich gefragt, ob der Weg, den er eingeschlagen hat, „richteg ass". Forscher vom Liser gingen der Frage nach, warum die Abbruchquote in der Handwerksausbildung hoch ist. Der Weg in die Ausbildung würde mit dem Ende der Schulzeit gleichgesetzt, hält der Bericht fest. Die meisten Jugendlichen sehen sich unter Druck, ihre berufliche Zukunft festzulegen, in einem Alter in dem sie zumeist noch nicht bereit sind eine solch einschneidende Entscheidung zu treffen. Darüber hinaus fehle es an intrinsicher Motivation die Ausbildung abzuschließen, da die Berufswahl den Jugendlichen mangels Optionen von Außenstehenden nahegelegt wurde.

Heute ist Pedro Cunia mit seiner Entscheidung zufrieden; seine Zweifel haben sich verflüchtigt. Er konnte sogar seinen Bruder Carlos für den Beruf begeistern. Carlos sitzt ebenfalls im Baucontainer, er ist noch schmächtiger und zurückhaltender als Pedro. Ihre Eltern unterstützen die Entscheidung, vor allem weil Pedro versichern konnte, dass im Handwerk nach dem CCP weitere Aufstiegschancen bestehen. Das life long learning ist längst im Handwerk angekommen. Karrieremöglichkeiten gibt es mehrere, erläutert Stephan Hawlitzky, Leiter der Abteilung für die Berufsberatung bei der Adem: „Man kann berufsbegleitend weitere Diplome abschließen, Weiterbildungskurse besuchen, Vorarbeiter werden oder die Meisterprüfung absolvieren und selber ein Unternehmen aufbauen."

In einem großen, aber leeren Konferenzraum in der Berufskammer erläutert Lisa Arendt, Abteilungschefin für den Bereich Ausbildung in der Handwerkskammer, dass derzeit 1 756 Personen in einer Lehre sind. Die meisten schrauben und programmieren im Bereich Elektro-, Heizung- und Sanitärinstallation oder schnippeln und kehren Haare in einem Friseursalon. 88 Lehrlinge sind in einer spezialisierten Ausbildung in der Großregion eingeschrieben, um beispielsweise Gläser zu werden. „In der letzten Dekade wurden 700-800 Verträge mit Azubis vereinbart. Nimmt man das Bevölkerungswachstum in Betracht, kann man schlussfolgern, dass die Zahl stagniert." Aber vielleicht drehe sich dies derweil: Die Bereitschaft Lehrlinge aufzunehmen war 2021 so hoch wie noch nie; „die Betriebe leiden unter Nachwuchsproblemen und sind deshalb gewillt,

YOUR FUTURE POWERED BY elisabeth jeunesse MORE INFO HERE

über die Lehre ihre künftigen Mitarbeiter in das Unternehmen hineinwachsen zu lassen".

„Unsere Motivation ist, die Person nach der Lehre als fester Mitarbeiter/in einzustellen", bestätigt der Personalchef von Paul Wagner et fils. Aktuell könnte das Unternehmen, das um die 400 Mitarbeiter zählt, weitere 19 Elektriker einstellen, – doch der Andrang auf die Stellenausschreibung bliebe aus. Azubis zu finden sei hingegen einfacher: „Da wir mit den Schulen zusammenzuarbeiten und die Möglichkeit eines Orientierungspraktikum anbieten, kommen wir mit interessierten SchülerInnen in Kontakt". Zuspruch über die Zusammenarbeit mit den Schulen, kommt ebenso von anderen Unternehmen: „daat leeft perfekt", äußert der Dachdecker Francis Weyrich. Als er vor dreißig Jahren in den Beruf eintstieg, gab es noch keine Praktika; die Schnupperangebote, die das Schulministerium in die Wege geleitet habe, begrüße er. Zudem sei klar geregelt wann die Azubis im Unternehmen sind und wann in der Schule. „Die schulischen Ansprüche sind zwar heute höher, aber das ist auch gut so", kommentiert der Dachdecker die Entwicklung. Stellt ein Betrieb ein Lehrling im CCP ein, liegt die Vergütung bei 800 Euro brutto im Monat; 40 Prozent der Summe wird vom Beschäftigungsfond über die Adem zurückgezahlt.

Um Hammer und Nägel zu den Schülerinnen zu bringen, oder umgekehrt, die Schüler zum Schweißgerät oder die Programmierfläche zu verführen, findet dieses Jahr erstmals die YEP (Youth, Education, Profession) Schoulfoire statt. Zu Beginn dieser Woche wurden während der Schoulfoire in der LuxExpo Reifen gewechselt, Wände gestrichen und Stände aufgestellt, damit Arbeitgeber und Berufsschulen die Fragen der Jugendlichen beantworten können. Promi-Besuch bekam die Schoulfoire am Dienstag vom DP-Premier Xavier Bettel. Er postete auf Facebook eine Fotosserie von seinen Gesprächen mit Schulklassen und verkündete, auf der Messe „kënne jonk Schüler fir sech entdecken, wat hinne Spaass mécht a wéi eng Zukunftsperspektiven hinnen opstinn". Zeitgleich wurde die zehnte Berufsmeisterschaft für Jugendliche unter 21 Jahren abgehalten, die LuxSkills, die von der Handwerkskammer initiiert wurde, „um die Leidenschaft für den Beruf, die Motivation zu Höchstleistungen und die Berufsausbildung regelrecht zu feiern", wie es etwas überschwänglich auf ihrer Internetseite heißt.

In der LuxExpo trifft man beispielsweise auf Lisa Gerard; sie befestigt graue Schieferplatten an einem Satteldach. Gelegentlich schleift sie Platten zurecht; es fliegen Schieferkrümel quer durch den Umraum. „Ich bin gerne draußen und die Höhe macht mir nichts aus", meint die junge Dachdeckerin. Sie ist dabei ihre Meisterprüfung abzuschliessen und den Betrieb ihrer Eltern in vierter Generation zu übernehmen. Repetitiv und öde findet Lisa Gerard ihre Arbeit keineswegs: „ob Flachdach oder Pultdach – jedes Dach ist anders und wir experimentieren derweil mit Naturprodukten".

Die Schieferkrümel – man kann sich fragen, ob sie für das stehen, was man die „eigentliche Arbeit" nennt. Diese findet zwar auch in Verwaltungsjobs statt, droht aber vor allem hier durch „Gesetze, Vorschriften, Regeln, Richtlinien, einschließlich der selbst gewählten und stets neu hinzukommenden" aus dem Blick zu geraten, wie der Essayist Wolf Lotter rezent in einem Standard Artikel schrieb. In dem letzten Jahrhundert hat sich der Verwaltungsapparat aufgeblasen. Er ist zu einem Geschäftsmodell avanciert, bei dem wenig Platz für das Konkrete bleibt. Früher kamen auf einen Menschen, der bereit ist, „Löcher zu graben, Lösungen zu erarbeiten, Probleme zu erkennen und aus der Welt zu schaffen, auch wenn das anstrengend ist", neun Verwalter, heute seien es 99, behauptet Lotter.

In den letzten zehn Jahren wurden fast 30 000 Arbeitsplätze im Handwerksbereich geschaffen

Weil luxemburgische Bürger von der staatlichen Bürokratie und dem Enseignement aufgesaugt werden, zugleich aber Infrakstrukturwachstum ansteht, holt das Land sich die Personen, „die Löcher graben" aus dem Ausland. 51 Prozent der Angestellten sind Grenzgänger. Weitere 34 Prozent sind Einwohner Luxemburgs mit ausländischem Pass. Aus der rheinland-pfälzischen Handwerkskammer heißt es auf Nachfrage: „In der Grenzregion ist der Kampf um die Köpfe und Hände besonders groß, da Luxemburg sehr attraktive Jobs bietet." Nun würden in Rheinland-Pfalz ebenfalls etwa 2 000 Fachkräfte fehlen. Aus Dokumenten der luxemburgischen Handwerkskammer gehen erste Überlegungen hervor, Osteuropa als neues Kompetenzen-Resservoir anzuzapfen.

Pedro Cunia geht durch den Rohbau, in dem er gerade Kabel anschließt. Später sollen die Räume mit Ateliers zur Betreuung von geistig Behinderten gefüllt werden sowie Büros für das Personal einer gemeinnützigen Einrichtung. Jetzt arbeiten hier unterschiedliche Handwerker: Heizungsinstallateure, Fliesenleger und Maurer. Beim Kaffeetratsch oder Rauchen sieht man niemanden; es ist zu laut, es gibt zu viel zu tun und überhaupt sei man darauf bedacht, die anderen Arbeiter „net ze stéiren", sagt Pedro. Er zeigt auf Gittergehäuse an der Decke, die er die „Kanäle" nennt. Durch die Kanäle soll bald Strom fließen. Von den Wänden und der Decke hängen Kabel: „Die roten Kabel sind für die Feuermelder, die orangen für die Notfalllampen und die weißen für die Steckdosen." Pedro gefällt die Arbeit als Elektriker: Sie sei eine gute Mischung aus mit den Händen tätig sein und nachdenken; nachdenken darüber wie das, was auf einem Plan eingezeichnet ist, sich konkret umsetzen lässt. Die Arbeit sei zudem nicht erschöpfend, es sei denn, „wa mer ze vill Kabelen zéien oder wann et am Wanter kal ass".

Unter den privaten Klein- und Mittelbetrieben besteht die Befürchtung, dass die Gemeinden luxemburgische Staatsbürger abwerben: „Mir hu scho puer mol gutt Elektriker verluer, wëll déi einfach bei eng Gemeng gang sinn", sagt Joey Thies. „Impeccabel Elektriker" verlassen KMUs, um bei einer Kommune „eppes ganz aanescht ze maachen". Der Gemeinsinn lässt vermuten, dass dort möglicherweise handwerkliche Kenntnisse in anspruchslosen Tätigkeiten versanden. Als hochgradig unfair, erachten ausbildende Privatbetriebe die Gemeinde-Konkurrenz, da diese, anders als beispielsweise die CFL, keine Minute in Lehrlinge investieren. Mit Blick auf diese Schieflage schlug der Präsident der Handwerkskammer Tom Oberweis vor, „es müsse wie im Fußball eine Art Transferzahlung geben, wenn Lehrlinge gehen", wie er unlängst in einem Wort-Interview erwähnte.

„Die Auftragsbücher der Handwerksbetriebe sind voll; die Nachfrage nach Handwerkerleistungen hoch. Gleichzeitig werden die Wartezeiten, bis es für den Kunden zur Durchführung kommt stets länger. Hierdurch wird vielen bewusst, wie wertvoll eine Handwerkerleistung eigentlich ist; häufig handelt es sich dabei um lebensnotwendige Versorgungsfunktionen", erläutert Jörg Thomae, Volkswirt an der Universität Göttingen. Zwar werden deshalb auch höhere Löhne durch Arbeitnehmerinnen ausgehandelt und es komme allgemein zu einer Imageverbesserung, weil die Wertschätzung für gutes Handwerk steigt. Aber eine Gleichwertigkeit mit anderen Arbeitsstellen, was die Löhne und Sicherheit betrifft, sei nicht zu erwarten, urteilt Thomae. Trotzdem mache er sich keine Sorgen um die Zukunft des Handwerks. Die Volkswirtin Christina Gathmann vom Liser ergänzt: „Der Arbeitskräftemangel im Handwerk ist in gewisser Weise das Ergebnis seines eigenen Erfolgs. In den letzten zehn Jahren wurden fast 30 000 Arbeitsplätze im Handwerksbereich geschaffen. Außerdem wächst der Sektor – vor allem im Bau – trotz der Covid-19-Krise weiter." Zugleich würde die gegenwärtigen Lieferkettenprobleme wahrscheinlich zu einer Rückkehr von Produktionsprozessen nach Europa führen.

In der Branche bestehen daneben unvorhersehbare Imagekonjunkturen. „Die vielen jovialen Kochsendungen bewirkten einen Zuwachs in diesem Ausbildungszweig", erläutert Mike Engel von der Maison de l'Orientation. Diese Konjunktur sei jedoch seit der Pandemie gebrochen, meint Stephan Hawlitzky von der Adem: In der Pandemie haben sich Auszubildende im Gastgewerbe umentschieden, da ihnen die Entwicklungen im Sektor zu unberechenbar schienen. Man könne gar von einer Krise des Gastgewerbes sprechen. Mittlerweile habe sich der Trend hin zum „Maler-Einrichter" verschoben. Mit angeregt durch Sendungen wie Guidos Deko Queen oder Magazine, die die kreative Seite dieses Berufs betonen: passt ein roter Teppich zu blauen Gardinen? Soll man Pappenstuck an die Decke kleben, ist das stylisch oder schon Kitsch? Mehr SchülerInnen als Posten gibt es zudem im Hairstyling. Darüber hinaus entstauben sich Tätigkeiten: Es ginge beim Handwerk nicht mehr nur darum zwei Leitungen zu verschalten, sondern nahezu darum Mini-Computer zu installieren, so Stephan Hawlitzky.

In der Berufsbildung findet ebenfalls ein Wandel statt. „Manche Ausbildungen verschwinden, wie die des herkömmlichen Druckers", erläutert Véronique Schaber, Leiterin der Generaldirektion der Berufsbildung am MEN. Andere Berufsbilder verändern sich, „wie das des Fahrradmechanikers, das hin zum Fahrradmechatroniker mutiert. Und mit Hochdruck arbeiten das MEN und die Handwerkskammer daran, bald allen Bereichen der Elektromobilität gerecht zu werden". Darüber hinaus stünde die Herausforderung an, Azubis gezielter an die Digitalisierung heranzuführen: So greifen Dachdecker heute für die Dachinspektion auf Drohnen zurück und Zahntechniker nutzen den 3D-Druck. In der Handwerkskammer zerbricht man sich derweil den Kopf darüber, wie der Kompetenz-Transfer zwischen den Generationen in der kommenden Dekade gelingen soll: Die Boomer-Generation geht in Rente und hinterlässt ein Loch an Erfahrungswerten in den Unternehmen.

Das Tableau, die elektrische Schalttafel, ist in dem Rohbau, in dem Pedro und Carlos Cunia derzeit arbeiten, noch nicht angelegt. Es wird die letzte Etappe der Elektriker sein. In der Schalttafel fallen Metaphysik und Physik zusammen: Das elektrische Netzwerk, wie es sich Menschen ausdenken, wird dort zusammengebündelt; aus Kabeln und Schaltern wird Licht. Die Cunia-Brüder können dann den Bau verlassen, mit der Gewissheit Handfestes geleistet zu haben. ●

Repetitiv und öde findet Lisa Gerard ihre Arbeit keineswegs: „ob Flachdach oder Pultdach – jedes Dach ist anders"

Elias, 19, mischt einen Track im Musikstudio des Jugendhauses

Tiktok, die Zeit läuft

Sarah Pepin

Plan A oder Plan B? Ein Besuch im Jugendhaus, wo von Musikkarrieren geträumt wird

Draußen scheint die Sonne, doch Elias und Marco* haben sich trotzdem in die Unterwelt zurückgezogen. In einem Jugendhaus im Zentrum der Stadt, am Ende eines Graffiti-besprühten Gang, sitzen sie in einem dunklen Raum, der Bass wummert, blau-rote Lampen leuchten im Rhythmus des Beats auf. Elias, 19 Jahre alt, die *Boxer Braids* eng am Kopf tragend, sitzt hinter seinem Laptop und begutachtet die letzte Veränderung des *Trap-Tracks*. Marco, 21, eher zurückhaltend, sitzt daneben, ein Mikrofon vor dem Gesicht. Er leiht dem Song seine Stimme: „*Les chances de réussite infimes*..“ rappt er im Hintergrund.

Aus ihrem kreativen Flow herausgelockt, sitzen die beiden etwas später auf den schwarzen Ledersofas des Aufenthaltsraums. Sind die Chancen wirklich nur „*infimes*“? Nein nein, nicht im Allgemeinen. Im Lied geht es um die Chancen, die Marco sich im Musikbusiness ausrechnet. Er stammt aus der französischen Provinz, ging hier zur Schule und ist nun nach Stationen in Rotterdam und Paris wieder in Luxemburg. Seitdem er wieder hier ist, hängt er sich voll in die Musikproduktion, in der Hoffnung, daraus seinen Beruf zu machen.

Elias ist 19, und seinerseits erst vor fünf Monaten aus Rom nach Luxemburg gezogen, um bei seiner Familie zu sein. Er macht derzeit eine Ausbildung zum Linienpiloten, lernt am INL Luxemburgisch und Französisch und jobbt nebenbei in einem Restaurant. Aber er gibt sich nun fünf Monate Zeit – so lange dauert es, bis der Praxis-Teil der Pilotenausbildung in Amerika anfängt – um es mit der Musik zu versuchen. Ziel sei es, soviele Tracks wie möglich zu produzieren. Deswegen nimmt er auch drei Mal die Woche die Anreise aus Troisvierges ins Zentrum der Stadt in Kauf. Trotzdem „bleibt es ein Plan B“, sagt er, „das Pilotenleben, die Sicherheit, das ist Plan A.“ Er verspüre Leidenschaft für das, was er macht, sei es Sport (in Italien war er kurzzeitig im nationalen Leichtathletik-Team für Stabhochsprung) oder eben Musik. Das Schwierige sei, wirklich zu entscheiden, worauf man seine Energie konzentriert. „In Italien haben junge Menschen keine Ahnung, was sie in ihrem Leben machen sollen; bei mir ist es eher, dass ich mir viele Lebenswege vorstellen kann und eine Wahl treffen muss.“ Elias' Mutter zeigt sich skeptisch, was die Musikkarriere angeht.

Und Familiengründung? „Ich bin tatsächlich eine ruhige Person, die später eine Familie will. Das passt nicht zum Stereotyp des Musikproduzenten, der Gras raucht und viel Alkohol trinkt.“ Marco ist eher unsicher, was das angeht: „Ich weiß nicht, was morgen sein wird. Ich projiziere mich ungern in die Zukunft. Heute mache ich das, was mir gefällt.“ Außerdem spräche er ungern über seine Ambitionen, konkrete Resultate seien besser. „Meine Mutter und ich sehen die Dinge anders“, fügt er hinzu. Seine Studien in Kommunikation hat er im vergangenen Jahr abgebrochen.

Spricht man mit diesen jungen Männern, kann man den Eindruck bekommen, dass sie abgekoppelt von einer Welt leben, die von einer Krise in die nächste taumelt. Wie tangiert sie der Krieg in der Ukraine, der Klimawandel? „Ich habe letztens gedacht, dass wir Menschen es sein werden, die die Apokalypse herbeiführen. Die Zukunft ist ungewiss, ich mache mir schon Sorgen über die Erderwärmung. An den Krieg denke ich ehrlich gesagt nicht“, erklärt Elias. Auch herrscht ein gewisses Gefühl der Machtlosigkeit vor: „Was kann ich denn machen? Außer mehr Fahrradfahren und die öffentlichen Verkehrsmittel benutzen“, sagt er. Einmal habe er sich in Rom an einem Klimaprotest beteiligt – aber was soll das nun gebracht haben? Er schüttelt den Kopf. Auch Marco zeigt sich von diesen Krisen besorgt, aber es verändert nicht unbedingt, wie er seinen Alltag lebt oder sein Leben plant. „Es ist nicht einfach die Hoffnung zu behalten, aber zu spät ist es nie“, sagt er mit einem Schulterzucken.

Ein Lachen ertönt aus dem Nebenraum, wo zwei Dreizehnjährige Playstation 4 spielen. Wie sieht es mit *Screentime* aus? Elias und Marco sagen, sie würden „zu viel“ Zeit auf sozialen Netzwerken verbringen. Instagram und Co. seien ein schwarzes Loch und sie würden deswegen versuchen, sich mit Arbeit und anderen Dingen zu beschäftigen.

> *„Bei mir ist es so, dass ich mir viele Lebenswege vorstellen kann und eine Wahl treffen muss.“*

Aus „Vie et Société“-Unterrichtsstunden an Luxemburger Schulen hört man derweil, dass Schüler heute oftmals durch social media den Eindruck vermittelt bekommen, es ließe sich mit Musik und Fußball schnell viel Geld verdienen. Vor allem Jugendliche aus sozial schwächeren Familien bekämen so ein verzerrtes Bild der Realität vorgegaukelt. Eine Karriere als *Influencer* ist heute durchaus eine Möglichkeit – wie nachhaltig und gesund das ist, sei dahingestellt. Durch diesen stärkeren Druck von außen sei es schwieriger geworden, sein eigenes Selbst zu finden.

Christina Conversa ist seit drei Jahren Erzieherin in dem Jugendhaus, das Elias und Marco besuchen. „Bei diesen Karriereoptionen sind wir vorsichtig. Wir unterstützen die Jugendlichen in ihren Hobbys, möchten ihnen aber auch solide Werte mit auf den Weg geben, den berühmten Plan B – etwas Sicheres.“ Was die Probleme der Welt angeht, so kommt die Pandemie in den Gesprächen gar nicht mehr vor, seitdem die Corona-Maßnahmen fast vollständig gelockert wurden. „Im Allgemeinen haben die Jugendlichen gerade so viel um die Ohren, dass sie das, was in der Gesellschaft passiert, ein wenig verdrängen“, sagt sie. Die Examen stünden an, und die meisten von ihnen arbeiten auch noch, sodass über den Krieg und andere Krisen in den letzten Wochen weniger gesprochen wurde. „Wir versuchen ihnen zur Seite zu stehen, was ihre Herausforderungen angeht, ihnen Tipps und Tricks zu geben – ihren Weg müssen sie natürlich alleine finden und beschreiten.“

Inzwischen hat Stacy sich zu Elias und Marco hinzugesellt. Sie ist gerade in ihrem Abschlussjahr an der Sekundarschule. Ins Jugendhaus kommt sie nicht nur für die Hiphop-Tanzkurse, sondern auch zum Lernen. Die Konzentration sei hier besser als zu Hause. Fragt man sie, ob sie positiv in ihre Zukunft schaut, zögert sie keinen Moment. „Ja, auf jeden Fall.“ Sie schwankt zwischen einem Psychologie- und einem Englischstudium, bewerben wird sie sich für beides. Aus dem Proberaum tönt schon ein Oldschool-Track von Timbaland „*If you see us in the club we'll be acting real nice…*“ Die Welt kann warten – jetzt wird erst mal getanzt. ●

*Name von der Redaktion geändert.